

N°72
MARS 2025

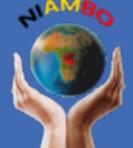
MEMOIRES DU CONGO

DU RWANDA ET DU BURUNDI



Artiste : Claudy Khan

**Mois de mars, mois de la femme.
Honneur aux femmes du Congo, femmes-courage.**



MOT DU PRÉSIDENT

Nous voici en 2025, dans un monde de plus en plus complexe à décoder. Je vous propose un rapide survol de la guerre de l'information qui se déroule sous nos yeux.

En matière de communication, l'outrance est devenue une arme, Trump a suivi son mentor Steve Bannon à la lettre. Une tactique : *flood the zone with shit*, « *inonder la zone de merde* ». Raconter des mensonges et balancer des fake news chaque jour en attirant, monopolisant et en détournant l'attention. Chaque phrase est reprise par la presse du monde entier pendant que son administration orchestre, plus discrètement, une destruction méthodique¹. C'est devenu le quotidien des Américains.

Contre effet Trump de ce côté de l'Atlantique ? Les *Presses universitaires de France* (PUF) ont décidé de suspendre sine die la publication de « *Face à l'obscurantisme woke* », ouvrage pourtant commandé par ce même éditeur au collectif d'universitaires et contenant 25 contributions relatives au wokisme. Avec pour objectif de chercher à comprendre comment cette idéologie s'est immiscée progressivement dans le pouvoir académique, y compris dans les sciences dures comme la biologie ou la médecine². Dans un article d'Atlantico du 13 mars 2025, l'historien et coauteur Pierre Vermeren qualifie le wokisme de « *mouvement élitaire de gens à la recherche de combats idéologiques à même de combler le grand vide créé par la mort du marxisme. Ils ne s'intéressent pas au peuple qui souffre de l'affaissement économique et industriel, et encore moins aux peuples du Sud qu'ils citent en exemple sans jamais les prendre en considération.* »

Restons en Afrique avec l'analyse du politologue nigérien Rahmene Idrissa, dans sa publication la *Gazette Perpendiculaire*, passionnant document disponible avec le lien ci-dessous³. Partant du constat de l'état désastreux du continent dans l'économie du monde, et la place au bas de l'échelle qui lui revient de manière quasi systématique, la question de la responsabilité de cette situation se pose : à qui la faute ? Le débat africain se déroule, selon lui, entre deux catégories : les « *Autocritiques* » et les « *Victimes* ». Les *Autocritiques* répondent « à nous » ; les *Victimes* « aux autres, et surtout, aux Blancs, à l'Occident ». L'auteur dit avoir toujours trouvé curieux que la gauche occidentale se coalise et écoute plutôt les *Victimes* que les *Autocritiques*. « *Les Autocritiques sont guidés par l'impératif du progrès et de la justice, les Victimes par celui de l'identité et de l'adversité* » relève-t-il.

Ce rapide survol éclaire sur la complexité de la recherche d'une information objective, respectueuse du consensus démocratique qui est l'essence de notre société. Même l'histoire, discipline qui exige méthode et rigueur, peut être attaquée dans ses fondements si l'on décrète que les représentations idéologiques priment sur l'étude des archives, sur l'analyse des sources, en usant d'anachronismes, etc.

Nous souhaitons poursuivre et développer avec nos partenaires en RDC ce travail de recherche sur notre passé commun, sur l'approfondissement de nos cultures, surtout celles si riches et diversifiées des peuples du Congo. C'est ainsi que nous contribuerons, bien modestement sans doute, à maintenir et développer des liens de respect et d'amitié entre nos peuples respectifs.

Thierry Claeys Bouuaert

SOMMAIRE

CARTE BLANCHE

04 Un nouvel élan

HISTOIRE

06 Kongo - suite

11 L'Union Minière du Haut-Katanga, locomotive de l'économie coloniale

15 Heurs et malheurs de l'église catholique au Rwanda pendant la période coloniale (1900-1962)

20 Histoire du Congo (16)

CULTURE

23 Innocent Tuy

24 La littérature congolaise - Valentin-Yves Mudimbe

26 Activités culturelles

SOCIÉTÉ

28 Université de Lovanium

29 Relations belgo-congolaises et perspectives de co-développement

33 Centenaire du premier vol Bruxelles-Léopoldville

COOPÉRATION

34 Coopération belge (2)

NATURE

39 Bassin du congo : découvertes et menaces

PORTRAITS & TÉMOIGNAGES

41 Docteur Jean-François Ruppol

43 Dr Jean-Claude Willame

44 75 ans de vie africaine (3)

VIE DE L'ASSOCIATION

49 Echos des journées, forums et conseils d'administration

BIBLIOGRAPHIE

52 N°31

ASSOCIATIONS PARTENAIRES

VIE DES ASSOCIATIONS : 54

Calendrier des activités en 2025

URBA-KBAU N°38 : 55

AFRIKAGETUIGENISSEN N°43 : 57

ASAOM - CONTACTS N°168 : 58

CRAA - NYOTA N°200 : 60

ROYAL CERCLE LUXEMBOURGEOIS DE L'AFRIQUE DES GRAND LACS N°33 : 62

SERVICE DE DOCUMENTATION MABELE ASBL MWENE-DITU N°8 : 64

NIAMBO N°6 : 66

1. www.bonpote.com/arretons-de-regarder-trump-il-se-passe-la-meme-chose-en-france
2. www.acrobat.adobe.com/id/urn:aid:sc:eu:fb60f535-9a71-4c6c-973a-11e4fb5cb26d
3. www.acrobat.adobe.com/id/urn:aid:sc:EU:e60e5700-3866-4301-9fa7-059e2ed6e697



Mémoires du Congo

du Rwanda et du Burundi asbl

CALENDRIER PRÉVISIONNEL 2025

	FORUM	JOURNÉE DE MDC	AG	CA
Janvier	24			20
Février	28	14		
Mars	28	7		17
Avril	25	11	23	
Mai	30	16		26
Juin	27			
Juillet				14
Septembre	26	12		15
Octobre	24	10		
Novembre	28	14		17

info@memoiresducongo.be - www.memoiresducongo.be

Téléphone : 0486 468 339

MOT DE LA RÉDACTION

Nous renouvelons notre appel aux rédacteurs ou contributeurs éventuels ainsi qu'à ceux qui pourraient venir étoffer le comité de rédaction (pour la révision/correction ainsi que pour la recherche d'articles et d'illustrations).

Nous recherchons également des volontaires pour la photothèque, mise en ordre, identifications, gestion.

redaction@memoiresducongo.be

Téléphone: +32 475 323 742

Page de couverture : L'artiste d'origine congolaise Claudy Khan (peintre, sculpteur, architecte) vous sera présenté dans la prochaine revue.

IN MEMORIAM



Docteur Jean-François Ruppel (1939 - 2025)

C'est avec tristesse que nous apprenons le décès du Dr Jean-François Ruppel le 9 janvier 2025.

Né à Gombe-Matadi, au Congo le 24 août 1939, il fut un pionnier de la coopération médicale belgo-congolaise. Il a largement contribué à la lutte contre l'épidémie d'Ebola et la maladie du sommeil. Le Dr Ruppel fut un membre actif de Mémoires du Congo. Il a, entre autres, participé à plusieurs témoignages et films thématiques. Avec son épouse, Josiane Wissocq, il a participé activement à nos activités aussi longtemps que sa santé le lui a permis. La célébration a eu lieu le lundi 20 janvier à 10h en l'église de Saint-Remy-Geest, rue de la Cense Bivort à 1370 Jodoigne.

À son épouse, ses enfants et sa famille, nous présentons nos plus sincères condoléances.

Un hommage lui est rendu en pages 41 et 42 par le Dr Pol Jansegers.



Docteur Jean-Claude Willame (1940 - 2025)

C'est avec regret que nous vous informons du décès de Jean-Claude Willame le 15 janvier 2025.

Il passa une partie de sa jeunesse au Congo puis y retourna à la fin de ses études pour y faire un long parcours dans la coopération. Pneumologue, le Dr Jean-Claude Willame fut co-lauréat du Prix Van de Velde à l'UCL. Il fut un membre actif de notre association.

À son épouse, ses enfants et sa famille, nous présentons nos plus sincères condoléances.

Un hommage lui est rendu en page 43 par Fernand Hessel.

Anne-Marie Vleurinck, née Rosoux (1929 - 2025)

C'est avec tristesse que nous apprenons le décès de Madame Vleurinck, l'épouse du Dr André Vleurinck, un bastion de Mémoires du Congo malheureusement décédé il y a quelques années mais qui a marqué notre association d'un empreinte indélébile. Nous présentons à sa fille, ses petits-enfants et son arrière-petit-fils nos condoléances émues.

MÉMOIRES DU CONGO ASBL
DU RWANDA ET DU BURUNDI

Périodique trimestriel
Agrément postal : BC 18012
N°72 - Mars 2025

© Mémoires du Congo A.S.B.L
Numéro d'entreprise : BE 478.435.078
Siège social : avenue de l'Hippodrome, 50
B-1050 Bruxelles
Éditeur responsable :
Thierry Claeys Bouuaert
Graphisme : Ideology

COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef :
Françoise Moehler - De Greef
Coordonnateur des revues partenaires :
Fernand Hessel
Membres : Thierry Claeys Bouuaert,
Marc Georges, Françoise Moehler-De Greef,
Françoise Devaux, Catherine Vroonen,
Mireille Platel, Fernand Hessel

Dépôt des articles : Les articles sont à adresser à redaction@memoiresducongo.be, ou remis en mains propres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Thierry Claeys Bouuaert
Vice-Président : Guy Lambrette
Trésorier : Guy Dierckens
Secrétaire : Françoise Moehler-De Greef
Administrateurs autres : Raoul Donge,
Marc Georges, Fernand Hessel,
Félix Kaputu, Etienne Loeckx, Robert Pierre,
Jean-Paul Rousseau, Karel Vervoort

COTISATION

Cotisation ordinaire : 30 €
Version numérique : 20 €
Version numérique étudiants : 10 €
Cotisation de soutien : 50 €
Cotisation d'honneur : 100 €
Cotisation à vie : 1 000 €

La cotisation donne droit à la revue trimestrielle.

Les membres des cercles partenaires sont priés de verser au compte de leur association. Avec la mention Cotisation + millésime.

Les changements d'adresse sont à communiquer à vos secrétariats respectifs.

COMPTE BANCAIRES

Mémoires du Congo :
BIC BBRUBEBB
IBAN : BE95 3101 7735 2058

Cercle royal africain des Ardennes :
BE35 0016 6073 1037

Amicale spadoise des Anciens
d'outre-mer :
BE90 0680 7764 9032

PUBLICITÉ

Tarifs disponibles sur demande au siège.

DROIT DE COPIE

Les articles sont libres de reproduction dans des publications poursuivant les mêmes buts que l'association, moyennant (1) mention du n° de la revue et de l'auteur, et (2) envoi d'une copie de la publication à la rédaction. Textes et photos doivent être libres de tous droits.

UN NOUVEL ÉLAN

Par Raoul Donge, Administrateur de MDC



Par ses statuts, Mémoires du Congo a pour objet de pérenniser l'histoire que la Belgique partage avec le Congo, le Rwanda et le Burundi, toutes périodes confondues.

En application de cet article fondamental, l'association Mémoires du Congo s'est efforcée, depuis sa création, de diffuser, dans sa revue à parution trimestrielle **Mémoires du Congo, du Rwanda et du Burundi**, différents faits historiques se rapportant à l'histoire du Congo tels que les ont vécus les aînés, ainsi que ceux de la période post-coloniale.

Ce gigantesque travail de mémoire a non seulement répondu à l'intérêt toujours vivace et croissant de nos deux communautés belge et congolaise, mais a également renforcé, au fur et à mesure, une solide passerelle facilitant des échanges fructueux de tous ordres entre les jeunes de nos communautés issus de la période postindépendance. Progressivement, Mémoires du Congo est devenue un passeur de mémoire mais également le bâtisseur de nouvelles amitiés entre nos deux peuples.

Quelques faits et évènements concrets ci-après illustrent ces affirmations :

- Le 20 juillet 2013, à l'occasion du 20^e anniversaire de son règne, Sa Majesté le Roi Albert II déclarait à propos des relations belgo-congolaises : « Même en période de crise en Europe, nous restons ouverts aux pays en développement. Pour les Belges, soyons attentifs à l'Afrique centrale avec laquelle nous avons tissé tant de liens (...) » ;
- Lors de son premier voyage en République Démocratique du Congo au mois de juin 2022, le roi Philippe, après avoir évoqué la page essentielle de notre histoire commune, a

proposé « d'écrire un nouveau chapitre ensemble » (RTBF Actus du 8 juin 2022) ;

- De son côté, Mémoires du Congo, en plus de l'édition et de la diffusion de sa revue trimestrielle, a développé des liens d'amitié et de partenariat avec nos amis du Congo par l'organisation mensuelle de ses Forums et Journées tant en présentiel qu'en visioconférence. Ces échanges, initiés et entretenus dans un premier temps au niveau de quelques librairies et bibliothèques municipales, ont été élargis au niveau des universités et instituts universitaires dans la majorité des provinces de la RDC. Ils sont soutenus par des envois, par l'intermédiaire de Mémoires du Congo, d'ouvrages et autres publications pouvant servir de support académique pour les étudiants et les chercheurs. Ces forums et journées, qui traitent de thèmes variés, mais d'intérêt commun, sont présidés alternativement par des animateurs en Belgique, en RDC et aux États-Unis.
- En plus de ces efforts de partage et de cheminement ensemble vers un avenir commun, Mémoires du



Congo s'est également tournée vers la base, à l'écoute des mémoires des autres, de leurs cultures et de leurs traditions. C'est dans ce contexte que, depuis quelques années, des contacts fructueux ont été noués et entretenus avec certains chefs coutumiers en visite en Belgique. Cela a notamment été le cas lors de la dernière visite à Tervuren du roi Tshokwe Mwene Mwatshisenge, visite au cours de laquelle quelques membres de Mémoires du Congo ont été intronisés Tshokwe de Belgique.

Comme on le voit, la dynamique initiée par les fondateurs de Mémoires du Congo s'est poursuivie et renforcée au fil des années. Le riche dialogue, initié par nos communautés belgo-congolaises dans l'intérêt commun et dans le respect mutuel, évolue et connaît un succès indéniable.

Bien entendu, les défis sont encore nombreux devant nous. Nos nouvelles générations ont droit à une connaissance correcte de notre passé commun, point de départ pour cheminer ensemble en harmonie, et bâtir un avenir commun dans notre monde multipolaire, où les incertitudes ne cessent de croître et de se complexifier. Elles ont besoin d'aînés qui les rassurent et les accompagnent dans un esprit de dialogue, de respect mutuel et d'égalité. Plus que jamais « l'union fait la force ».

Ainsi donc, prenons un Nouvel Élan !



LÉGENDES PHOTOS

- Participants du Centre Culturel SDM à Mwene-Ditu.
- Capture d'écran du forum du 28 février.

**Le dialogue est le pont
qui unit les différences
et construit l'harmonie.**



KONGO - SUITE¹

La traite des esclaves

Résumé par Françoise Moehler - De Greet

Le déclin du royaume Kongo, entamé en 1665 après la défaite de Mbwila, est renforcé par les rivalités et divisions internes et s'accompagne d'un morcellement d'un grand espace en petites entités sans grande envergure. En 1671, le dernier vestige du Ndongo est conquis et, vers 1680, la paix est imposée au Matamba (Nzinga), au Kasanje et aux chefs au sud de la moyenne Kuanza. La conquête hollandaise et la Restauration ont des effets économiques importants. Les monnaies, tissus et nzimbu sont dévalués.

L'Angola, agrandi vers 1680, se retrouve affaibli également, le contrôle de la colonie leur échappe de plus en plus au profit des Afro-Portugais et des commerçants brésiliens. La traite des esclaves est aux mains des Brésiliens, qui bénéficient des capitaux portugais contrairement aux Angolais. Les Brésiliens fournissent capital, navires et marchandises européennes et agissent, par leurs agents de Luanda et de Benguela, de concert avec les organisateurs de caravanes, les esclavagistes afro-portugais. Faute de capitaux propres, c'est par la guerre que les commerçants angolais achètent leurs captifs. Les grandes firmes de Lisbonne calculent que les bénéfices se font sur les marchandises et non sur les esclaves.

La situation sur la côte de Loango est toute différente. À cause d'une insatiable demande d'esclaves émanant des colonies antillaises, à partir des années 1660-1665, les navires anglais et français viennent concurrencer les Hollandais. Le commerce triangulaire est mené par des compagnies européennes. La traite des esclaves, favorisée au départ par les troubles au Kongo, se développe ensuite grâce aux achats, et non plus aux captures. La fourniture régulière d'esclaves par les caravanes vili, qui les achètent sur des marchés aussi lointains que le Pool ou

Kasanje, est bien supérieure à l'apport constitué par les prisonniers de guerre.

En Afrique centrale, la traite des esclaves dans l'Atlantique, entamée au XVI^e siècle, prend fin en 1866. Dans les années 1870, les communautés africaines de la côte atlantique et des rives des fleuves Chiloango et Congo répondent en masse aux demandes de matières premières des pays occidentaux en voie d'industrialisation en se tournant vers la production d'huile de palme, d'ivoire, de caoutchouc, d'arachides ou encore de café.

TRANSFORMATIONS SOCIALES ET CULTURELLES DES XVI^E ET XVII^E SIÈCLES AU KONGO

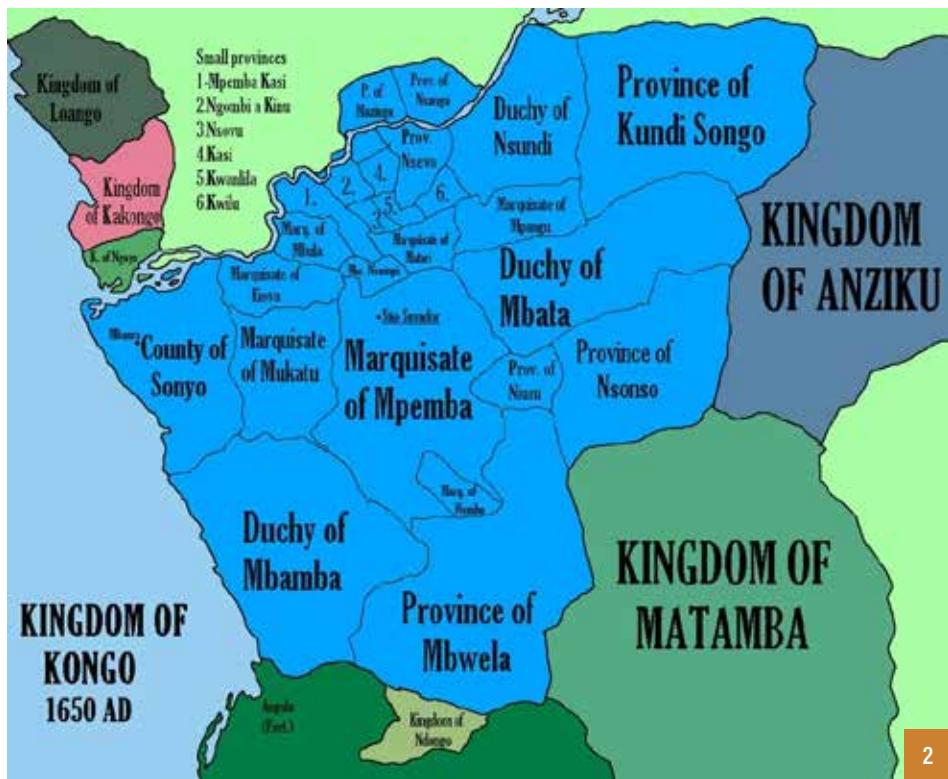
La division de la société en trois classes (nobles, paysans et esclaves), persiste jusque 1666-1678. Le terme *ekanda* désigne la famille - matrilinéaire certainement - mais aussi toute communauté. Le village appartient à un groupe de parenté matrilinéaire, descendant de son fondateur, lequel est représenté par le leader du village, le *nkuluntu* (le vieux).

Le village possède les droits sur la terre dont l'esprit est perpétué par le *kitomi*. Les cultes d'initiation des garçons ou cultes thérapeutiques diffèrent de région en région. Le mariage définit le lignage et la parenté en général. On préfère des mariages entre cousins croisés pour lesquels on ne verse pas de dot, exception faite de quelques cadeaux allant à la femme elle-même. Les villages sont isolés les uns des autres, malgré le réseau tissé par les mariages. La noblesse exploite les villageois et y trouve des concubines dont elle utilise les fils ainsi engendrés pour surveiller le village. Les maisons nobles suivent le modèle de la maison royale avec un grand nombre d'esclaves et de grands harems. Les nobles paient des dots élevées pour leur épouse principale, s'assurant ainsi la propriété des enfants à venir mais la dot va à la femme qui en tire un certain pouvoir.

Les biens mobiliers acquis par le commerce appartiennent aux fils qui, depuis 1550, ne prennent plus le nom de leur père mais un nom de famille portugais symbolisant leur maison. Les



1. Histoire Générale de l'Afrique V – L'Afrique du XVI^e au XVIII^e siècle – Éditions UNESCO



héritages sont cependant grecés par le fait que tout bien acquis de par l'exercice de fonctions publiques revient au roi après la mort ou la révocation du titulaire. La même coutume prévaut à l'échelon inférieur pour les grands seigneurs.

Les grandes maisons fondent comme neige au soleil et leur place est prise, vers 1700, par les mvila (clans), grands ensembles matrilinéaires. Le gouvernement s'est décentralisé, ruralisé. Les esclaves captifs de guerre sont mis au travail dans les champs de la capitale ou dans la domesticité. Il faut distinguer : esclaves à vendre et esclaves domestiques. Ces derniers sont attachés aux maisons nobles et certains groupes, tels que les esclaves royaux, deviennent autonomes et puissants localement jusqu'au XIX^e siècle. Les esclaves à vendre, eux, n'ont jamais formé de groupes cohérents.

Les esclaves domestiques d'une maison noble peuvent être affranchis, et les enfants de femmes esclaves mais de père noble sont quasiment assimilés à la noblesse et peuvent espérer une promotion sociale.

Au Kongo, la noblesse urbaine, lettrée, affiche volontiers son catholicisme, et son mode de vie se distingue nettement de celui des ruraux. En Angola, la noblesse forme un corps moins uni, coiffé

par la classe des Portugais. L'apparition d'une catégorie afro-portugaise (commerçants métis, de culture et langue angolaise, kongolaise ou portugaise) vient compliquer la situation. Cette catégorie apparaît d'abord à São Tomé, en se mêlant aux nobles kongo, puis essaime vers la capitale du Kongo et Luanda. Elle comprend les caravaniers et les commerçants qui travaillent de concert avec des chefs africains et se marient dans la noblesse locale.

Le catholicisme, au Kongo, se diffuse d'abord au sein de la noblesse citadine et dans les chefs-lieux de province. La structure ecclésiastique reste principalement portugaise jusqu'en 1645, quand les missionnaires capucins italiens entreprennent une christianisation intense qui se poursuit jusque vers 1700. La majorité de la population est baptisée y compris dans les villages reculés. En Angola, le catholicisme, imposé par les conquérants, ne progresse guère en dehors de la colonie, sauf au Matamba, et ne se propage pas au Loango, malgré la conversion d'un roi en 1663.

La doctrine chrétienne influence l'ancienne religion tout en coexistant avec elle. Les missionnaires combattent les rites du kitomi, de la sorcellerie, du culte des ancêtres et des associations thérapeutiques (kimpasi, marinda), mais s'acquittent de la médecine

pratiquée par les nganga. Cette nouvelle religion mêlant éléments chrétiens et anciens se répand au XVII^e siècle. Garcia II est à la fois le défenseur du catholicisme et celui des kitomi. On le surnomme même le Sorcier. Cette religion sera à l'origine du vaudou haïtien.

Le culte des ancêtres commence à décliner sous Afonso I^r, remplacé par un rituel d'inhumation dans les églises, lié aux confréries. L'adoration des saints, notamment saint François et saint Antoine, se substitue au culte des ancêtres.

En 1704, Dona Beatrice, connue sous le nom de Kimpa Vita, prêche une réforme profonde et une africanisation radicale. Elle est considérée comme une munaki (prophétesse) parce qu'elle prétend être en relation directe avec le ciel. La Sainte Famille y est noire et originaire de Mbanza Kongo. Les symboles utilisés sont liés à l'eau, au sol et à la végétation locale, rappelant les cultes thérapeutiques dirigés par des femmes. Bien qu'influencée par certains aspects de la Réforme, elle reconnaît le Pape, mais estime que les missionnaires blancs falsifient la révélation.

Si rien, au Kongo, ne survit des arts de la représentation (musique, danse, art oral), les artefacts ont survécu, de même que de nombreux textes les concernant. Fabriqués pour symboliser des différences de classe (art vestimentaire par exemple), des notions politiques (emblèmes, objets de cérémonie) et des concepts religieux (art chrétien, objets de divination, masques, statues d'ancêtres et d'esprits), ces objets sont commandés par la cour, l'Église catholique, les chefs de villages, de cultes, ou même de famille.

L'étude des arts kongo révèle une continuité d'éléments stylistiques propres mais imprégnés d'influences européennes qui se manifestent surtout dans l'introduction d'une architecture en pierre (églises et palais), les symboles du pouvoir (épées, couronnes, drapeaux, vêtements) et les objets religieux (médailles, Agnus-Dei, statues, crucifix et peintures). À côté de dessins stylisés, on trouve des pictogrammes dérivés de l'écriture, une production décorative géométrique mais aussi ►



3

une tradition figurative variée, comme en témoignent les bas-reliefs narratifs et les peintures murales des XVIII^e et XIX^e siècles. La sculpture produit d'abord des objets chrétiens, crucifix et poignées de cannes, mais aussi statues de saints. Le canon des proportions européen cède la place à une stylisation alliée au réalisme kongo. Les artistes utilisent des matières très diverses (cuivre, ivoire, bois, pierre, céramique, fibres, tissus) pour des artefacts les plus divers, jusqu'aux ustensiles de cuisine.

Des tissus de raphia kongo, brodés ou travaillés en velours, préfigurant les velours du Kasai, sont même utilisés par le clergé pour les vêtements sacerdotaux, en sus de ceux importés d'Italie notamment, et dont les artistes kongo s'inspirent. La sculpture d'objets rappelant l'ancienne religion est combattue et les œuvres détruites, notamment sous Afonso I^r, Garcia II et Kimpa Vita. Mais la demande pour ces objets ne tarit pas. L'influence de l'Europe se retrouve également dans la fonte d'épées d'apparat et la fabrication d'étendards brodés de blasons et de symboles. L'art kongo rayonne vers le nord et l'est

du XVI^e au XVIII^e siècle. Des éléments d'art kongo ont également gagné les Amériques.

LE XVIII^E SIÈCLE : LES RÉGIONS DU NORD

Au XVIII^e siècle, les réseaux commerciaux prennent le pas sur les États entraînant le déclin des anciennes classes dominantes, remplacées ou complétées par une classe marchande. Deux réseaux de traite des esclaves coexistent : l'un, portugais, s'étendant de l'Angola au Brésil, l'autre au nord, domaine d'autres puissances européennes, mais où le commerce sur terre reste aux mains des Africains.

Ce commerce de la côte de Loango est alimenté au départ par la Compagnie des Indes occidentales, dont les capitaux proviennent des Pays-Bas, de l'Allemagne septentrionale et des pays de la Baltique. Au fil du temps, la concurrence acharnée opposant les nationalités et les compagnies européennes est davantage responsable de la hausse des prix que la demande accrue d'esclaves aux Antilles et en Amérique du Nord. Cette demande

progresse de façon régulière de 1665 à 1755 environ, puis connaît un pic de croissance démesuré entre 1755 et 1797, quand les guerres européennes mettent un frein à la traite.

La plaque tournante de ce commerce se déplace de Loango à Malemba vers 1750, puis Cabinda vers 1780 et Boma, dans l'estuaire du Zaïre, après 1800. Les marchands européens louent des entrepôts dans les ports et y échangent leurs marchandises contre des esclaves, par l'intermédiaire des courtiers qui déterminent les valeurs d'échange.

Pour ce faire, on établit une unité de marchandise, le paquet, correspondant à une unité de valeur en esclaves, l'esclave type étant l'adulte de sexe masculin. Ces paquets comportent trois parties : la première est constituée de fusils et de poudre, la deuxième de tissus et la troisième de marchandises diverses, surtout en métal (coutellerie, bassines de cuivre, etc.). Une fois un accord obtenu sur le paquet, on négocie l'échange de personnes, évaluées par rapport à la valeur de l'esclave type, contre des marchandises évaluées par rapport à la valeur du paquet standard.

L'Européen calcule en fonction du prix d'achat des marchandises en argent européen. Le courtier calcule en fonction des monnaies locales. La monnaie de raphia, en vigueur jusqu'en 1700, est remplacée par une monnaie en tissus importés, mais ce n'est pas le cas partout ni pour toutes les marchandises. Les perles, par exemple, constituent des objets de parure à Loango mais une monnaie d'échange à Manianga et une monnaie d'appoint au Pool. Outre les frais d'achat, le marchand européen doit payer des taxes et offrir des cadeaux au roi local et au notable responsable du commerce européen. Le courtier, lui, touche sa commission sur le prix de vente des esclaves.

Environ un million d'esclaves et de petites quantités d'ivoire, de cuivre et de cire sont exportés au XVIII^e siècle tandis que les tissus et les armes forment le gros des importations. On estime que 50 000 fusils furent importés par an durant la seconde moitié du siècle, avec la poudre correspondante.

Les caravanes sont dirigées par des guides, habiles négociateurs en ma-

tière de droits de passage et dotés d'une connaissance approfondie des grands marchés de l'intérieur, tel celui du Pool. Les caravanes comportent une multitude de gardes armés et de porteurs. Elles vont parfois très loin et consacrent parfois la saison des pluies à l'agriculture vivrière sur le chemin de l'aller. Elles transportent non seulement les produits européens mais aussi du sel, du poisson salé et séché et des marchandises produites localement, notamment les bijoux de Loango. En cours de route, elles achètent d'autres produits locaux qu'elles revendent plus loin, pratiquant une sorte de cabotage terrestre. Une route relie les ports au Pool où débarquent les esclaves provenant du fleuve et de ses affluents.

Les transporteurs fluviaux participent aussi largement au commerce d'autres produits : poteries, poisson, nattes, nourriture, bière, bois rouge et autres denrées achetées ici et vendues là. Cette zone de la traite des esclaves couvre l'Oubangui, la basse Tshuapa et les régions proches du lac Mai-Ndombe et continue de s'étendre face à l'accroissement de la demande en esclaves.

À partir de 1750, la capitale du nouvel État yaka du Kwango devient un pivot de la traite des esclaves avec les captifs des campagnes militaires menées au-delà du Kwango.

Rien ne peut arrêter la progression du trafic le long de la côte du Loango avec ses lourdes conséquences démographiques. Un million d'esclaves peut signifier près de deux millions de personnes arrachées à leurs foyers, dont un tiers de femmes, à l'origine d'une réelle chute démographique dans l'ancien Kongo et au Mayombe. Ailleurs, c'est la diminution des naissances qui entraîne un déclin démographique.

La traite a également des effets économiques. Pour répondre à la demande, on assiste à des spécialisations régionales. Ici, du raphia, là du tabac, là du vin de canne à sucre, là de l'ivoire, là encore des produits alimentaires, des objets en fer, des poteries, des canots, etc.

Les effets sociaux et politiques de la traite sont spectaculaires. Les courtiers et notables responsables acquièrent une importance croissante dans les

cours de Loango, de Ngoyo et de Kakongo, et s'entourent d'une suite nombreuse, grâce à leurs richesses, supplantant ainsi l'ancienne noblesse liée à la maison royale. Les pouvoirs royaux en souffrent. Le système de succession s'altère et ce sont dorénavant les conseillers qui élisent le roi et favorisent de longs conseils de régence.

Vers 1750, la lignée royale s'éteint. Six factions se disputent le trône, mais le kitomi royal réussit finalement à imposer un roi neutre dont le pouvoir s'affaiblit progressivement au point qu'après 1787, on ne nomme plus de roi. En outre, les provinces éloignées comme le Mayombe se sont séparées à partir de 1750.

Vers 1780, l'État tio (royaume bateke) est déchiré par une guerre civile dont il ne se relève que vers 1830. Dans le bassin du moyen Zaïre, l'extension de la traite des esclaves ravive les mouvements de population et les hostilités. Des villages se créent sur le fleuve, aux points de passage obligés, qui deviendront des villes marchandes au XIX^e siècle. Entre Loango et le Pool, enfin, une immigration de nobles kongoré supplante les Teke, notamment dans la région des mines de cuivre de Mindouli.

Les unités territoriales se fragmentent. À l'est de Mbanza Kongo, on voit les transporteurs zombo adopter l'institution des juges de marché ou encore admettre le principe d'une rotation entre grandes familles pour le gouvernement de petites chefferies comportant quelques villages seulement. Simultanément apparaissent de grands clans, les mvila, structurés en lignages territorialisés qui deviennent le ciment unissant les villages autonomes, leur offrant un terrain à la fois d'entente et de compétition.

Cette évolution s'accompagne de changements culturels importants. Le rôle des grands ancêtres - liés aux clans - s'accroît. Les cimetières et les églises, notamment de Mbanza Kongo, s'agrandissent. La notion de zombi, espèce de mort vivant, se développe tout comme la confusion entre saints et grands ancêtres. Les enterrements gagnent en magnificence. Les cultes collectifs thérapeutiques rassemblent de plus en plus d'adeptes et sacralisent les alliances entre familles d'élites, la

légitimation des juges et chefs de parenté initiés et, indirectement, celle des tribunaux de marché.

Le christianisme se maintient mais évolue. Le manque de prêtres laisse l'initiative aux anciens aides des missionnaires et à l'entourage du roi. La statuaire chrétienne demeure tout comme les crucifix, emblèmes d'autorité, à côté d'autres types de croix - comme le santu - utilisées pour découvrir la cause d'infortunes collectives.

L'ANGOLA AU XVIII^e SIÈCLE

En Angola, la traite des esclaves a commencé bien avant celle du Nord. Orienté surtout vers le Brésil, le système est fractionné à l'extrême entre le marchand exportateur au Portugal, les courtiers au Brésil, les transporteurs maritimes, les marchands d'esclaves à Luanda ou à Benguela, les caravaniers afro-portugais et les seigneurs et marchands africains qui vendent des esclaves sur les marchés.

Les transporteurs maritimes, les marchands ainsi que les caravaniers s'efforcent de restreindre leurs frais aux dépens des esclaves dont la moitié décède entre le marché d'achat et le port d'embarquement et encore 40 % à Luanda, en attendant l'embarquement. Les pertes en mer oscillent quant à elles entre 10 et 15 % du total embarqué.

A partir de 1730, les compagnies métropolitaines portugaises reviennent à Luanda pour y vendre les marchandises européennes. Les navires amènent aussi nombre d'immigrants pauvres, condamnés de droit commun et aventuriers. Une lutte opiniâtre se déclenche entre les nouveaux venus soutenus par Luanda et les marchands qui jouissent du soutien des autorités provinciales et, en général, de celle des chefs africains des marchés intérieurs. Les Brésiliens et les quimbaires réussissent cependant à se maintenir à Benguela et même à augmenter leurs exportations d'esclaves.

Mais les compagnies portugaises, grâce à leurs capitaux et aux appuis administratifs dont elles jouissaient, éludent le risque esclaves, lui préférant l'ivoire ou des effets de commerce payables au Brésil. Au début du XIX^e siècle, les gouverneurs soutiennent les ►

Brésiliens. Mais ensuite, grâce aux réformes du marquis de Pombal en métropole, ils leur préfèrent les grandes compagnies de Lisbonne.

Les Jésuites, alliés des Brésiliens, sont chassés en 1660, et la métropole s'efforce de rétablir son hégémonie sur l'Angola. De Sousa Coutinho tente de reprendre le contrôle des postes administratifs de l'arrière-pays, d'imposer des règlements pour la traite des esclaves sur les marchés de l'intérieur et de diversifier l'économie du pays. Ni lui ni ses successeurs n'y parviennent.

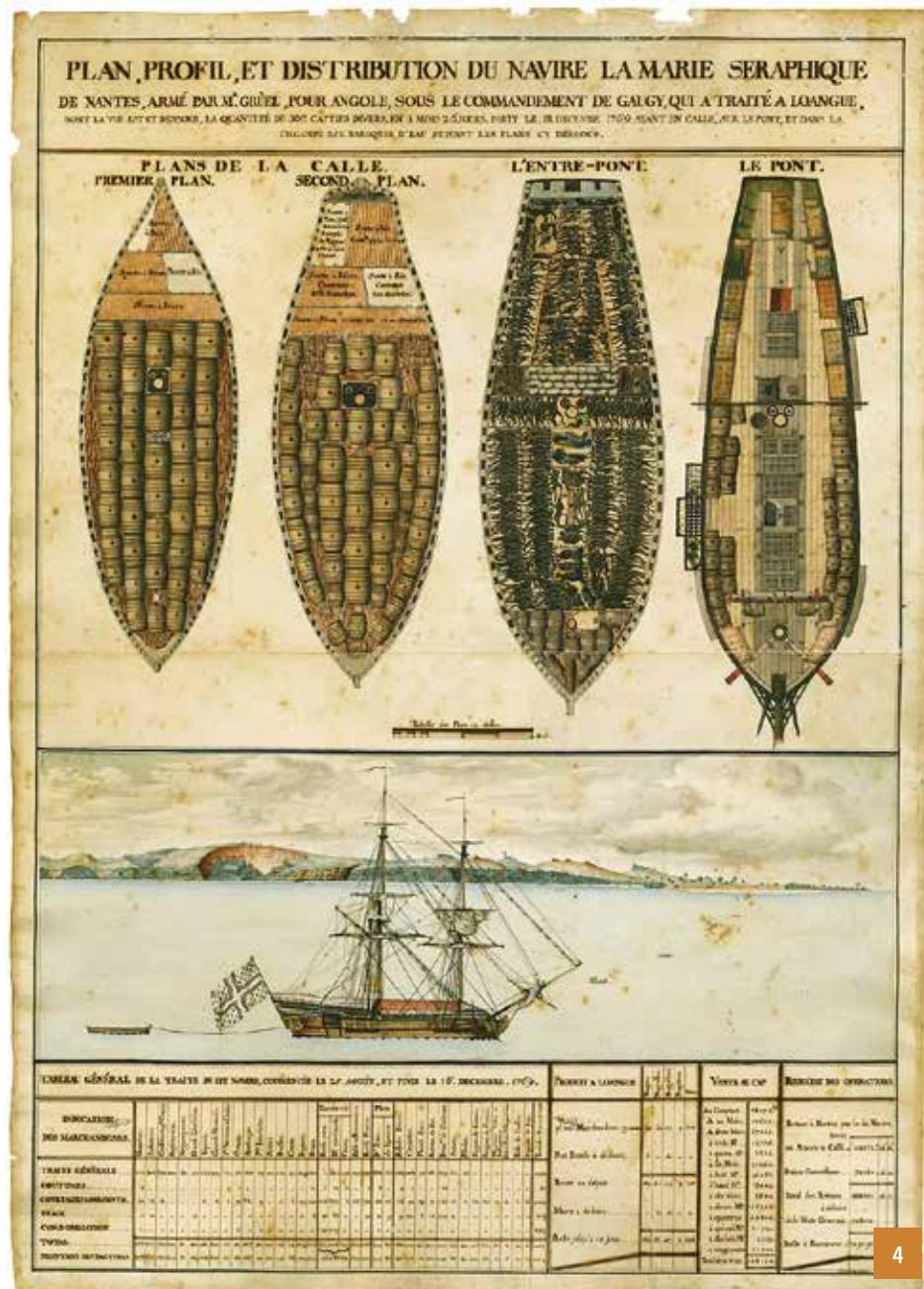
Les Afro-Portugais émigrent vers le plateau de Benguela où de massives campagnes militaires, à partir de 1772, précipitent l'émergence de deux grands royaumes, le Mbailundu et le Bihé. Une nouvelle tête de pont du commerce vers l'intérieur du pays est créée et les caravanes atteignent le Haut-Zambèze, en pays lozi, vers 1794. Luanda continue à drainer les esclaves en particulier par la route de Kasanje à Musumba, capitale de l'Empire lunda.

Après 1750, l'Empire crée le Royaume de Kazembe sur le Luapula et ouvre des voies de communication avec Tete et Zumbo au Mozambique. L'expansion vers l'ouest, de son côté, atteint le Kwango et y fonde, entre 1740 et 1760, le Royaume yaka qui occupe une bonne partie de la vallée du Kwango en aval du Kasanje et élargit son territoire de conquêtes vers l'est, en direction du Kwilu. Ces conquêtes et razzias provoquent d'importants mouvements de population du Kwango vers le K wilu.

En Angola, l'emprise de la traite des esclaves est telle que, malgré les efforts de De Sousa Coutinho et d'autres, le pays ne peut diversifier son système économique par manque de capitaux autres que ceux issus de la traite. La colonie continue à dépendre du Brésil sur le plan économique et, vers 1800, tire encore 88 % de ses revenus de la traite des esclaves avec le Brésil et un peu moins de 5 % seulement de l'ivoire envoyé au Portugal.

CONCLUSION

Au XVII^e siècle, le Royaume Kongo a perdu non seulement en pouvoir et



en aura mais également en territoire. L'esclavage local existait depuis longtemps mais la traite transatlantique a totalement modifié la donne et transformé la société, les marchands et les caravaniers prenant le pas sur la noblesse et les autorités traditionnelles.

L'appât du gain – déjà – bouleverse le système social. La traite atlantique n'aurait jamais pu se faire sans l'appui des Africains eux-mêmes qui alimentaient les compagnies néerlandaises, françaises et anglaises au Kongo, portugaises et brésiliennes en Angola. ■

LÉGENDES PHOTOS

1. Loango ex ThinkAfrica.net
2. Carte représentant l'Organisation du royaume du Kongo en 1650. Notez les titres de Marquisat, comté et Duché, rappelant cette européanisation des élites bakongo (Crazy-Boris, Deviant Art)
3. Kimpa Vita - Makandizi
4. Plan d'un navire esclavagiste

L'UNION MINIÈRE DU HAUT-KATANGA, LOCOMOTIVE DE L'ÉCONOMIE COLONIALE (2)

Par Pierre Van Bost

Dans un premier article, il a été démontré comment, en quelques années, dans un pays lointain, inconnu, éloigné des côtes, malgré une conjoncture internationale souvent peu favorable (deux guerres mondiales et une crise économique universelle), l'Union Minière est devenue la locomotive de l'économie du Congo.

Pour satisfaire aux multiples besoins de son industrie, l'UMHK participa aussi, dans des proportions variables, à la création d'un certain nombre de sociétés qui, tout en ayant une activité propre, coopéraient à la réalisation de l'objectif poursuivi par le groupe. Ces sociétés étaient :

- **La Société Générale des Forces Hydro-Électriques du Katanga**, la Sogefor, fondée en 1925. Celle-ci exploitait une centrale hydroélectrique lui appartenant et trois centrales, propriétés de l'Union Minière.
- **La Société Générale Africaine d'Électricité**, la Sogelec, créée en 1930. Elle fut chargée de la distribution de l'énergie électrique dans les agglomérations d'Elisabethville, de Jadotville et de Kolwezi.
- **La Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga**, la Sogechim, créée en 1929. Elle produisait de l'acide sulfurique et des acides gras nécessaires aux exploitations de l'Union Minière. Elle fabriquait aussi du chlorate de soude utilisé par Afridex pour la fabrication d'explosifs. Sogechim exploitait également une installation d'épuration d'eau qui approvisionnait l'agglomération de Jadotville.
- **La Compagnie Foncière du Katanga**, la Cofoka, créée en 1922. Agissant en tant qu'architecte et entrepreneur général, elle réalisa d'importantes constructions tant pour l'UMHK que pour d'autres sociétés.

Elle assurait la gérance et l'entretien de près de 3 000 biens.

■ **Les Minoteries du Katanga**, constituées en 1929 pour assurer l'alimentation du personnel de l'Union Minière, exploitaient trois usines qui produisaient des farines de maïs, de manioc, de froment, aliments de base du travailleur. L'usine de Kakontwe produisait également du sel iodé, de l'huile de palme vitaminiée, de l'huile d'arachide et de ricin. Par leurs activités, les Minoteries contribuèrent au développement des cultures locales, notamment celle du maïs. [Fig. 1]



1

■ **Les Charbonnages de la Luena**, fondés en 1922, exploitaient le gisement de charbon de la Luena, utilisé par la compagnie de chemin de fer BCK, par la cimenterie des Ciments du Katanga à Lubudi et par l'Union Minière.

■ **La Société Africaine d'Explosifs**, Afridex, constituée en 1948. Elle fabriquait des explosifs à l'aide du chlorate de soude fourni par la Sogechim. Sa filiale, la société Afrimèches produisait des mèches de sûreté.

■ **La Société des Ciments Métallurgiques de Jadotville**, les CMJ, créée en 1951, fabriquait du ciment métallurgique avec les scories du four à cobalt de l'usine de Jadotville. La société exploitait aussi pour le compte de l'UMHK un four à chaux à Kakontwe.

■ **La Société Métallurgique du Katanga**, la Métalkat, fondée en 1948 par l'Union Minière en collaboration avec des producteurs belges de zinc, possédait des usines situées à Kolwezi qui, entrées en service en 1953, produisaient du zinc électrolytique, du cadmium et du germanium.

L'Union Minière avait pour politique de faire exécuter par des entreprises privées locales des travaux tels que terrassements, fabrication de briques, construction de maisons, construction de charpentes, transports, et elle favorisa l'industrie et le commerce locaux en achetant le plus possible sur place. En 1959, elle paya ainsi à ses fournisseurs et entrepreneurs locaux une somme de 875 millions de francs.

C'est ainsi que l'activité et le développement de l'Union Minière permirent l'éclosion au Katanga de nombreuses autres entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

Il va de soi que les résultats industriels de l'Union Minière ne furent obtenus que grâce à la collaboration d'une main-d'œuvre indigène importante, mais dans le Haut-Katanga, région peu fertile et à la population très clairsemée, le recrutement de la main-d'œuvre indigène fut un problème majeur. À ses débuts, la société recruta des ouvriers en Rhodésie, puis, à partir de 1910, elle embaucha du personnel dans différentes régions du Congo, parfois fort éloignées des exploitations. Il fallut déplacer, accimuler, loger, soigner, former cette main-d'œuvre. C'est dire l'importance des problèmes que n'ont cessé de poser le recrutement, l'adaptation, la conduite et la formation, le logement et les soins de santé des travailleurs et de leur famille. ►



2



3



4

Recruter du personnel à des centaines de kilomètres des sièges d'exploitation dans un pays sans route ni chemin de fer fut une tâche ardue. Ces déplacements se faisant en étapes à pied, il fallut organiser des gîtes d'étapes et veiller à la nourriture. [Fig. 2] Dès que le rail atteignit le fleuve Lualaba en 1918, l'Union Minière recruta en masse du personnel dans le nord du Katanga, au Maniema, dans la Province orientale et même au Ruanda-Urundi. Pour le transport de ses recrues, l'UMHK acheta des barge spéciales à passagers qu'elle mit à la disposition de la Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs, qui les exploita sur le Bief Supérieur du Lualaba et sur le lac Tanganyika. [Fig. 3] Dès 1926, lorsque le rail vers Port-Francqui atteignit la région du Lomami, les recrutements se déplacèrent vers cette région et ce fut une réussite. Après la Deuxième Guerre mondiale, les travailleurs recrutés au loin voyageaient par avion pour rejoindre leur lieu de travail.

L'installation de travailleurs avec leur famille au Katanga réclamait une politique sociale active pour améliorer constamment les conditions d'existence. L'action sociale de la société s'exerça dans de nombreux domaines comme la santé et l'hygiène, l'habitat, l'alimentation, l'enseignement, l'éducation. Cette politique de l'emploi considérée comme trop paternaliste était fortement critiquée à l'époque par les anticolonialistes.

Une mesure importante prise pour stabiliser la main-d'œuvre fut de construire des logements adaptés au mode de vie des travailleurs. Des sommes importantes furent ainsi consacrées à la construction de cités ouvrières en matériaux durs avec des logements tenant compte de la composition des familles. [Fig. 4]

Pour protéger les travailleurs congolais, une législation sociale fut élaborée dès l'époque de l'État Indépendant et systématiquement améliorée pour devenir la plus progressiste de l'Afrique noire. En 1922, la législation fut complètement refondue. Un décret sur les contrats de travail mettait à charge de l'employeur les soins médicaux des travailleurs et de leur famille. En 1949, une protection légale des travailleurs en matière d'accidents et de maladies professionnelles fut mise sur pied. En 1952, on introduisit les allocations familiales pour les travailleurs congolais. En 1954, un nouveau décret obligea l'employeur à payer un salaire minimum en espèces et à lui fournir une ration, un logement convenable et des objets d'équipement et de couchage. Enfin, en 1956, un régime obligatoire de pensions pour les travailleurs fut instauré, complété, en 1957, par un système d'assurance contre l'invalidité. La pension pouvait être touchée par le travailleur congolais dès l'âge de 55 ans s'il totalisait 30 années de service.

Il y a lieu de signaler que l'UMHK et beaucoup d'entreprises importantes octroyaient à leurs travailleurs congolais des avantages extra-légaux, pensions et allocations familiales, bien avant que ceux-ci ne soient imposés par la législation.

Pour ce qui était des salaires, une comparaison faite en 1954 entre les rémunérations de la main-d'œuvre indigène à l'UMHK avec celles payées en Belgique aux ouvriers employés dans l'Industrie des Fabrications Métallurgiques, pour des travailleurs mariés ayant deux enfants à charge, montrait que le salaire du manœuvre congolais atteignait 56 % du salaire belge, celui d'un ouvrier qualifié 78,5 % et, à l'échelon supérieur de cette catégorie, le salaire de l'Africain rejoignait le salaire belge de l'ouvrier qualifié de 1^e catégorie. On peut dire qu'en fait, à l'époque, tenant compte des différences de rendements,

le manœuvre congolais était surpayé et que l'ouvrier congolais qualifié était justement payé. Le rendement élevé de l'ouvrier belge et le rythme de travail rapide qu'il soutenait avaient d'ailleurs surpris les Congolais qui visitèrent des exploitations industrielles en Belgique. Ce fut l'opinion du premier sergent-major Nzoku qui fit partie du détachement de la Force Publique envoyé à l'Exposition de Bruxelles en 1958 et qui déclara au journal « Le Soir » :

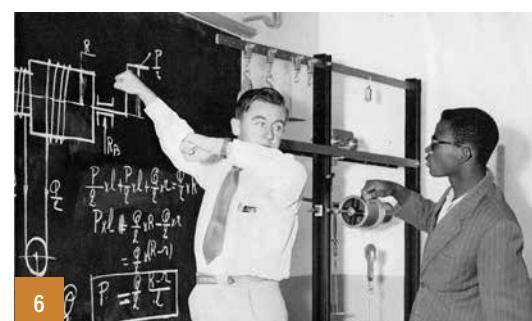
« Ce qui nous a frappés particulièrement, c'est l'ardeur au travail du Belge. Ce sera pour nous un exemple car ce labeur incessant nous a impressionnés ».

En fait, beaucoup d'entreprises coloniales n'avaient pas attendu que la législation leur impose de prendre en charge les soins médicaux de leur personnel et avaient pris les devants en organisant un service médical dès leur constitution. Ce fut le cas de l'Union Minière qui, dès ses débuts en 1906, organisa un département médical. Ce service médical exerçait un contrôle permanent sur les conditions d'hygiène et l'état de santé des travailleurs dans les mines, les usines et les cités. Chaque siège d'exploitation disposait d'un hôpital parfaitement équipé.

En 1925, l'UMHK créa une œuvre de Protection de l'Enfance Noire, appelée OPEN, dans le but de favoriser la natalité et de diminuer la mortalité infantile en luttant contre toutes les causes de maladies. L'activité de l'OPEN s'étendait aux consultations prénatales, aux



5



6

maternités, à l'enseignement de la puériculture aux jeunes mères, à la surveillance médicale scolaire, à la distribution de langes, de vêtements, de lait et d'aliments spécialement nutritifs.

La dispersion des sièges nécessita la multiplication des installations de soins et exigea le concours d'un personnel important. En 1957, l'UMHK disposait de 5 hôpitaux et de 6 infirmeries et dispensaires desservis par 32 médecins assistés de 44 religieuses, de 52 assistants européens laïcs et de 638 auxiliaires congolais. [Fig. 5]

La même organisation médicale se retrouvait d'ailleurs dans toutes les entreprises coloniales. Fin 1958, les sociétés privées géraient au Congo Belge 85 hôpitaux et maternités avec un total d'13 229 lits et 718 dispensaires ruraux avec 2 451 lits pour travailleurs congolais. Ces établissements étaient desservis par quelque 73 médecins, 63 pharmaciens, une trentaine de dentistes, 95 auxiliaires médicaux et agents sanitaires, 73 infirmières religieuses ou laïques.

De nombreuses sociétés, l'UMHK en tête, créèrent un enseignement professionnel spécifique pour former le personnel dont elles avaient besoin. Tout en donnant quelques éléments de culture générale, cet enseignement était orienté vers les travaux pratiques pour lesquels il y avait dans la région une pressante demande en main-d'œuvre. On forma ainsi des forgerons, des ajusteurs, des tourneurs, des charpentiers, des raboteurs, des zingueurs... Pour ses travailleurs adultes, l'UMHK avait organisé des cours généraux du soir consacrés à l'enseignement du calcul et du français. Ceux d'entre eux qui faisaient preuve d'aptitudes spéciales pouvaient accroître leur qualification en suivant des cours de perfectionnement professionnel.

Toutes les sociétés attachèrent aussi une grande importance à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse et cela depuis le jardin d'enfants jusqu'à l'école technique. Quant aux filles, elles recevaient une éducation destinée à les préparer à une vie familiale. En 1957, les écoles primaires, professionnelles, normales et les cours pour adultes des Sociétés, au nombre de 447, accueillaient une population de quelque 65 000 garçons et filles, dont 17 000 à l'UMHK.

[Fig. 6] Les sociétés, soucieuses d'élèver le standing de vie de leurs travailleurs, organisèrent des divertissements : projection de films éducatifs, radiodiffusion de programmes récréatifs ou éducatifs, formation de chorales et même de fanfares, développement d'activités sportives dont le football – lequel connaissait un très grand succès auprès des indigènes – organisation de fêtes populaires.

A la veille de l'indépendance, l'Union Minière employait dans ses diverses branches d'activité quelque 21 000 travailleurs congolais qui, avec femmes et enfants, constituaient une population de plus de 90 000 âmes.

Le développement économique du Congo Belge a apporté à ses populations un niveau de vie comparable à celui, à l'époque, des pays de l'Europe méditerranéenne, ainsi que le constatait en 1961 le *Courrier d'Afrique de Léopoldville* qui, sous le titre *Le Congo était le pays le plus avancé d'Afrique*, écrivait :

« Il faut reconnaître que le Congo occupe également la première place des pays africains au point de vue social. Certes, les salaires n'y sont pas ceux des U.S.A. ou des pays de l'Occident, mais ils n'en restent pas moins les plus élevés de l'Afrique. Ils dépassent ceux du Sud de l'Espagne ou de la Yougoslavie. Aucun pays africain ne compte une telle proportion d'autochtones propriétaires d'une maison en matériaux durs, d'une voiture ou même simplement d'un vélo. Aucun pays africain ne voit sa population aussi bien vêtue que la nôtre ».

Il y a encore lieu de mentionner que certaines sociétés privées avaient créé des Fondations pour aider à accroître le mieux-être tant de leur personnel que celui des habitants des zones rurales.

Ainsi, l'Union Minière du Haut-Katanga s'était préoccupée de la promotion des milieux ruraux dans l'hinterland de ses grands centres industriels et miniers. C'est par le canal du Centre d'Étude des Problèmes Sociaux Indigènes, le Cepsi, que l'UMHK a matérialisé son aide aux populations rurales, en lui confiant la gestion d'un Fonds de 200 millions de francs belges. Ces fonds servirent à la construction ou l'agrandissement d'hôpitaux ruraux, à la construction de dispensaires, d'un sanatorium pour

tuberculeux et d'une léproserie. Dans ces formations médicales, la Société supportait les charges de fonctionnement, à savoir les frais de personnel, les médicaments, l'hospitalisation des malades et le transport de ceux-ci.

Dans le domaine socio-économique le Fonds finança entre autres la construction ou l'aménagement de routes, la construction de ponts, le forage de puits et l'aménagement de sources d'eau potable ; le Fonds octroya des prêts notamment pour l'amélioration de maisons d'habitation, l'achat de filets de pêche et de barques, de bétail, d'engrais et de semences, l'aménagement de locaux pour œuvres sociales et scolaires, la construction d'un village modèle à Mayeba. Il convient encore de citer la création du village pilote de Mangombo, dont le but était d'amener dans les milieux ruraux un standing de vie plus élevé et des revenus individuels intéressants.

Concluons avec un extrait de l'édition spéciale de *l'Agence Économique & Financière* du 4 mai 1958 qui écrivait :

« Là où se développe aujourd'hui un vaste complexe industriel et social, s'étendait encore il y a 50 ans, la brousse désolée, désertée par les indigènes. En quelques années, une poignée de Belges décidés, a créé sur place les moyens économiques d'une véritable colonisation du Katanga par les indigènes eux-mêmes. Ils sont 400 000 aujourd'hui dans cette riche province à vivre directement ou indirectement des activités minières et métallurgiques et à profiter de son organisation sociale. Bien plus que ses chiffres de production, l'UMHK est fière de son œuvre sociale ».

Tout homme honnête doit reconnaître que les sociétés coloniales, l'Union Minière en tête, ne se sont pas pas ►



contentées d'extraire des matières premières, mais qu'elles ont contribué au développement d'une infrastructure industrielle tout en veillant au développement intellectuel et social de leurs travailleurs et de leur famille.

Après l'indépendance, en 1967, le président Mobutu a nationalisé l'Union Minière. La Gécamines, héritière des avoirs de l'Union Minière, continua pendant quelques années sur sa lancée et la production de cuivre fut poussée jusqu'à 500 000 tonnes par an, deux fois plus que du temps des Belges. Les revenus de la vente du cuivre servirent à financer des travaux pharaoniques de prestige comme le barrage d'Inga et une ligne à haute-tension de 2 000 kilomètres reliant le barrage au Katanga et surtout à engrasser les comptes en banque des barons du régime. Le peuple congolais n'a rien retiré de cette manne. L'entreprise, si prospère du temps des Belges, a fini par péricliter faute d'investissements et d'entretien, suite à une mauvaise gestion.

La République Démocratique du Congo a exporté en 2024 un record historique de 3 millions de tonnes de cuivre extraites par des sociétés privées dépendantes de grands groupes industriels mondiaux principalement chinois... et le peuple congolais continue à croupir dans la misère. Aujourd'hui on voit de jeunes gamins risquer leur vie en descendant dans des puits pour en retirer quelques kilos de malachite... qu'on leur rachète à des prix dérisoires. Une honte au XXI^e siècle.

Je clôturerai en citant encore M. Kalala Budimbwa, Congolais, ingénieur, directeur à la Gécamines, qui confirme mon opinion :

« Dans la période coloniale, la gestion correcte du secteur minier a permis à la colonie non seulement de réaliser le transfert conséquent des dividendes à la métropole, mais elle a également contribué à un début de construction et à l'amélioration des conditions de vie des Congolais. »

La commercialisation de ces matières, de 1960 à ce jour, n'a servi ni à créer la synergie de développement, ni à améliorer quelque infrastructure que ce soit, avec comme résultat global, la détérioration significative des conditions de vie

des Congolais.

L'explication globale de cette détérioration, reste la mauvaise affectation des ressources financières générées par différents secteurs d'activités dont le secteur minier, par les responsables politiques du pays. » ■

Légendes photos 1^{ère} partie (qui avaient été omises dans la revue 71)

1. Extrait d'une planche de l'Atlas de Géographie de M.G. Alexis. *Le centre du continent africain est encore « pays inconnu »*, Ed. Procure des Frères à Namur, 3^e édition de 1875.
2. Camille Coquillat en palabre chez Mata-Buike, d'après une composition de Léon Abry, sur les documents de Camille Coquillat. *Camille Coquillat - Sur le Haut-Congo 1888*
3. Les féticheurs, source de problèmes au Congo. Photo transmise à l'Illustration Congolaise par le Dr. Kellesberger, de l'Hôpital Missionnaire Protestant de Bimbinga (Lomami). Ill. Congolaise, 1928
4. Carte foncière de 1905 montrant les étendues des terres concédées à des compagnies à charte. Mvt Géo du 12/12/1905
5. L'arrivée du rail à Elisabethville en 1910, amené par des centaines de bras noirs. Document UMHK
6. Un document historique : *Les débuts de la Mine de l'Etoile*. Photo prise le 27 avril 1910. Cliché H. Bombeeck – Ill. Congolaise 1926
7. Les usines de la Lubumbashi en 1917, produisaient le cuivre de l'UMHK. Document UMHK
8. Sous le titre "Le Nouvel « Ougrée » katan-gais", « L'Illustration Congolaise » du 1^{er} décembre 1928 présentait cette magnifique prise de vue des usines de l'UMHK à Panda. Ill. Congolaise, 1928
9. Vue générale des usines de l'UMHK à Jadotville-Shituru. Document UMHK
10. Exploitant le site des gorges de Nzilo sur le Lualaba, le barrage Delcommune est un barrage-voûte en béton non armé de 72,5 m de haut et de 162 m de longueur en crête. Il retient un lac de 200 km² et de 2 300 millions de m³ de réserve utile et alimente une centrale de 108 000 kW, mise en service en 1953. Document UMHK
11. L'usine de cuivre de la Luulu, construite à la fin de l'époque coloniale et mise en service en 1960, était entièrement automatisée. Voici une vue impressionnante de la salle de contrôle. Document UMHK
12. Belle vue d'ensemble des usines de Lubumbashi, vers 1960. La cheminée est haute de 150 mètres et le terril, du haut duquel la photo a été prise, contient plus de 6 000 000 tonnes de scories. Document UMHK

LÉGENDES PHOTOS

1. Vue générale sur les usines de la société Minoterie du Katanga à Kakontwe, près de Jadotville. Outre une importante meunerie produisant des farines de maïs, de manioc et de froment, ces usines comprenaient une huilerie et des installations de production d'aliments pour le bétail. Document UMHK.
2. Aspect intérieur d'un gîte d'étape servant de logement aux recrues de passage. Illustration Congolaise 1926.
3. Barge pour le transport de recrues sur le Bief Supérieur du Lualaba, acquise par l'UMHK dans les années 1920 et exploitée par le CFL. Illustration Congolaise 1926.
4. Dans le cadre de la politique de stabilisation de la main-d'œuvre, les sociétés coloniales entreprirent de construire des camps en matériaux durs, briques cuites et tôles. Ces premières maisons n'étaient pas plus spacieuses qu'une hutte. Ici, le camp de l'UMHK à Jadotville-Panda, dans les années 1920. Document UMHK.
5. L'Union Minière ne ménagea pas ses deniers pour assurer les soins médicaux à ses travailleurs indigènes. Dans les années 1950, la société disposait de 5 hôpitaux et 6 infirmeries et dispensaires. Voici une vue de la maternité de l'hôpital pour indigènes de Jadotville. Document UMHK.
6. L'Union Minière se préoccupa de la jeunesse et veilla à ce qu'elle acquière les connaissances lui permettant de s'intégrer dans l'économie industrielle du Katanga. Mines Expo58.
7. Signe des temps, en septembre 1955 à Elisabethville, l'orchestre Compagnons katangais de la belle musique, premier orchestre symphonique composé uniquement de Congolais, donnait son premier concert devant un nombreux public, au premier rang duquel on reconnaissait les notables de la ville. Cliché Essor du Congo.

SOURCES

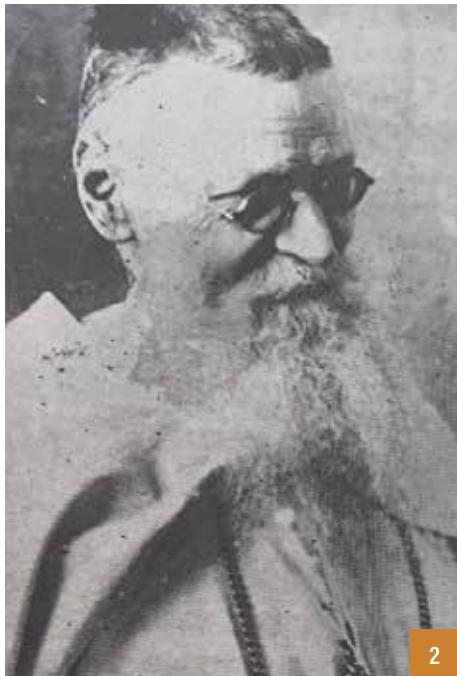
1. Kalala Budimbwa
Révision des contrats miniers.
Etudes publiées avec le soutien de la Fondation Open Society Initiative for Southern Africa. Septembre 2006.
2. Van Bost Pierre
L'héritage des Banoko - Un bilan de la colonisation - Autoédition, 2015.
3. <https://notrefrik.com/article/rd-congo-3-millions-de-tonnes-de-cuivre-exportees-en-2024>

HEURS ET MALHEURS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE AU RUANDA PENDANT LA PÉRIODE COLONIALE (1900-1962)

Par Jacques Delforge



1



2

LE RÉVEIL MISSIONNAIRE, LA SOCIÉTÉ DES MISSIONNAIRES D'AFRIQUE (PÈRES BLANCS)

La renaissance religieuse en France durant la deuxième moitié du XIX^e siècle et la reprise de l'intérêt pour les missions chez les catholiques relancent les vocations missionnaires. Le cardinal Lavigerie (1825-1892) fonde, en 1868, la Société des Missionnaires d'Afrique, les Pères Blancs, aussi connus sous le nom de Pères d'Alger, dont les membres font les vœux de pauvreté, de chasteté, d'obéissance et d'évangélisation de l'Afrique. Les Pères Blancs se heurtent à dénormes difficultés en terre d'Islam, aussi Mgr Lavigerie porte-t-il son intérêt sur la partie centrale et orientale de l'Afrique. Pour répondre à l'appel à l'évangélisation du Buganda¹ lancé par Stanley et publié dans le Daily Telegraph en 1875, une première caravane part le 25 mars 1878 pour Zanzibar en direction des grands lacs équatoriaux.

Au Buganda, les catholiques sont en concurrence avec la religion traditionnelle, les musulmans et les protestants. Et des guerres civiles secouent le pays (1892).

Le parti catholique, avec à sa tête Mgr Hirth, est chassé. Missionnaires et nouveaux convertis se réfugient sur la rive sud du lac Victoria, dans la zone sous administration allemande. La défaite ressentie et les épreuves qui en découlent constituent l'une des raisons majeures qui incitent les Pères Blancs à se tourner vers le Ruanda.

PREMIER VOYAGE DE MGR HIRTH AU RUANDA ET FONDATION DE SAVE² (1900)

Vicaire apostolique du Nyanza-Sud (au Nord de Butare), Mgr Hirth est très impressionné par le royaume du Ruanda qui fait partie de son vicariat. Il y voit un champ de mission plus favorable que les sociétés aux innombrables

chefs inhospitaliers, aux populations dispersées du district de Bukoba (NO de la Tanzanie). Un climat favorable, une population nombreuse et concentrée, une absence de protestants et de musulmans, le Ruanda peut être candidat pour l'établissement d'un royaume chrétien au cœur de l'Afrique.

Le prélat s'efforce d'établir le contact par l'envoi de messagers puis d'une délégation de catéchistes avec des cadeaux. Sans succès. La cour se trompe sur l'identité des missionnaires qui portent les habits des Arabes et achètent de petits esclaves. On les confond avec des commerçants d'esclaves.

L'évêque organise une expédition vers le Ruanda. Ayant à sa tête la bannière du Sacré-Cœur de Jésus, la caravane est formée de plus de 150 porteurs avec chacun une charge de 25 kg, (biens à offrir, outils, instruments, objets liturgiques...), une douzaine de catéchistes-soldats ougandais bien armés, 4 Européens (Mgr Hirth, les Pères Brard et Barthélémy, le Frère Anselme). Le voyage est long et pénible pour rencontrer les autorités militaires allemandes, à Shangi (presqu'île à environ 17 km au N.E. de Cyangugu) afin d'obtenir autorisations et soutien.

Prévenue de l'arrivée des missionnaires, la cour a consulté les devins et les conseillers les plus avisés pour savoir l'attitude à adopter. Impuissante, résignée et intimidée, elle témoignera de la déférence aux Pères Blancs. En fait, c'est un homme de paille, un chef désigné par les augures, qui joue le rôle du roi. Le séjour des missionnaires à la cour de Nyanza (02/02/1900) éveille des sentiments ambivalents. D'une part, la cour craint que leur influence n'ait sur la coutume un effet ►

1. Le Bouganda ou Buganda est un royaume regroupant les 52 clans du peuple Baganda, le plus grand des royaumes traditionnels de l'Ouganda actuel. Les trois millions de Baganda constituent le plus important groupe ethnique de l'Ouganda, même s'il ne représente qu'environ 16,7 % de la population totale.

2. Save (Rwanda), situé à quelques kilomètres au nord de Butare, dans le district de Gisagara, est l'une des premières missions catholiques du pays. La mission de Save a été au cœur de l'actualité pour l'envoi en Belgique d'un certain nombre de métis par crainte que les violences - qui se sont déroulées après l'indépendance du Congo, entre autres à l'encontre des métis - n'atteignent le Ruanda qui n'accèdera à l'indépendance que 18 mois plus tard.

désagrégeant, mais, d'autre part, on souhaite profiter de leur savoir et de leur puissance. Cette ambivalence se traduit par deux décisions :

1. On leur concède la colline de Save (située à 5 heures de marche dans le sud), lieu très peuplé et très réputé pour son insoumission et ses brigands !
2. On les autorise à ouvrir une école auprès du palais royal pour l'instruction

des jeunes nobles, à condition que le programme soit purement profane.

DÉBUTS DIFFICILES (1900-1922). ÉVANGÉLISATION PAR LE HAUT OU PAR LE BAS ?

Comment faut-il s'y prendre pour apporter la bonne nouvelle ? Pour les guider, les Pères Blancs disposent des directives principales du fondateur : la prière, l'exemple de la charité entre eux et vis-à-vis des Noirs et

l'instruction religieuse. L'expérience acquise par leurs aînés en Uganda et au Tanganyika leur est bien utile. Les missionnaires apprennent donc le kinyarwanda, établissent des relations de confiance avec la population, soignent les malades, étudient les traditions et les coutumes, forment des catéchumènes-catéchistes.

Dans les premiers temps, l'ensemble de la population se méfie des nouveaux venus étranges par leur peau, leur habillement, leur façon de parler, de construire l'habitat, de vivre en communauté. Ils donnent une image à la fois fascinante et terrifiante. La possession de biens de prestige importés, la science et la technique confèrent aux Pères Blancs un pouvoir considérable. Toutefois une campagne de calomnies se développe contre eux : « des bêtes sauvages, des intrus qu'il faut bouter hors du Ruanda, des devins, des guérisseurs en rapport avec le monde invisible des magiciens-sorciers... ».

Les premiers convertis sont mis en quarantaine comme des parias car ils abandonnent la religion des ancêtres et les coutumes du pays.

Un mouvement d'adhésion se dessine cependant et grandit car les Pères Blancs gagnent la confiance du petit peuple, des indigents, des infirmes et des orphelins qui viennent frapper à la porte de la mission. La bonté, la générosité, le désintéressement, les connaissances des missionnaires interpellent les Ruandais. De surcroît, les habitants y trouvent un intérêt personnel : l'espoir d'obtenir une protection, des bienfaits matériels, des soins médicaux, une position sociale.

Du côté des grands du Royaume, un sentiment de méfiance et, sous des dehors polis, une hostilité de plus en plus évidente. Les Pères Blancs apportent des avantages matériels mais ils risquent de compromettre toute l'organisation sociale en soutenant certaines populations qui se mettent à leur service (valorisation des humbles et des petits).

En 1907, Kabare, oncle du Roi, comprend qu'il faut s'accommoder de l'inévitable et pose un geste symbolique en buvant de la bière au même chalumeau que les chrétiens signifiant que ceux-ci



ne sont plus au ban de la société. On assiste alors à un changement d'attitude des chefs envers les missions catholiques mais qui n'est pas encore une adhésion à la religion.

La Mission entre en rivalité avec l'autorité traditionnelle. Elle intervient dans les procès, arbitre les conflits, destitue les petits chefs locaux et les remplace par des chrétiens. L'emprise de la Mission sur la région est redoutée par le Roi qui s'en plaint aux autorités allemandes. Rappel à l'ordre des autorités coloniales et des supérieurs. Le gouvernement allemand prône un appui à l'administration indirecte. L'échec de la théorie du royaume chrétien au Buganda ne fait pas renoncer les Pères Blancs à l'idée de la conversion des chefs pour consolider l'œuvre d'évangélisation. Les missionnaires doivent appliquer fidèlement les recommandations du fondateur : atteindre la population en passant par l'autorité traditionnelle, gagner l'esprit des chefs. Un chef converti entraîne une centaine de ses sujets.

A partir de 1913, l'ordre est donné par les Allemands à Mgr Hirth et à son représentant au Ruanda, le futur Mgr Classe, de se rapprocher de l'autorité autochtone. Les Pères Blancs se présenteront alors comme des hommes d'autorité, des arbitres, des intercesseurs auprès des officiers allemands puis de leurs successeurs belges. De bonnes relations s'établiront entre les trois pouvoirs : autorités traditionnelles, Église catholique, administration belge.

Au terme de l'épiscopat de Mgr Hirth (1922), on peut noter la fondation de 12 stations apostoliques, le baptême des premiers chrétiens (1903), l'ordination sacerdotale des premiers prêtres ruandais (1917), la profession de foi des premières religieuses ruandaises (1919), la création du Vicariat apostolique du Ruanda confié à Mgr Classe (1922).

La Mission est née et a grandi dans des difficultés financières considérables. Le développement matériel des postes n'a été possible que grâce aux familles des religieux, aux bienfaiteurs dont les dons financent l'organisation des caravanes, le salaire des catéchistes, l'édu-

cation des orphelins, la construction des postes de mission, l'équipement des églises, écoles, orphelinats, habitations des missionnaires. Ces donateurs supportent l'œuvre missionnaire, suivent la vie de leur protégé dans la brousse africaine.

VICTOIRE DE L'ÉGLISE : « UNE TORNADE OÙ SOUFFLE L'ESPRIT SAINT »



[www.peresblancs.org/
les_peres_blancs/
quittent_Butare
Rwanda.pdf](http://www.peresblancs.org/les_peres_blancs/quittent_Butare_Rwanda.pdf)

Sacré évêque par le cardinal Mercier à Anvers en 1922, Mgr Classe (1874-1945) prend la direction de Vicariat Apostolique du Ruanda. Il s'inspire des directives de Lavigerie pour la conversion des chefs africains en princes chrétiens. La mission devance l'autorité mandataire belge. Mais les deux phénomènes vont marcher de pair : le prélat conseille et oriente la politique de l'administration territoriale. Sur la recommandation de Mgr Classe, le gouvernement belge s'appuie sur les institutions autochtones réservées aux notables tutsis. Les inégalités entre les élites et la population s'aggraveront à la suite de ce monopole culturel et politique.

En accord avec le ministère belge des Colonies, le Père Classe avait rédigé un mémoire, plaidoyer contre la cession

du Gisaka³ à la Grande-Bretagne. Le 1^{er} janvier 1924, le territoire retourne au royaume du Ruanda. Évêque, il rédige un réquisitoire à l'intention des autorités belges contre le mwami (roi) Musinga jugé presque *imperméable au changement*, anti-européen, anti-chrétien et d'une morale *en-dessous de ce qui peut être envisagé*. Le 12 novembre 1933, Musinga est destitué et relégué à Kamembe puis à Moba (Congo belge). Son fils Mutara Rudahigwa est proclamé Roi.

Après l'intronisation de Mutara, le mouvement de conversion parmi les chefs s'accélère et la population suit immédiatement. Le nombre de baptisés a plus que triplé en 4 ans ! Une tornade de conversions... Chacun se croit obligé de marcher sur les traces du Roi, c'est-à-dire de se faire catéchumène catholique. Ces conversions massives ont des effets immédiats : surmenage du personnel, tant missionnaire qu'indigène, et problèmes financiers (construction de salles de catéchisme, d'écoles, d'églises). Si les Pères Blancs admirent l'ardeur de leurs chrétiens, plusieurs d'entre eux formulent des critiques qui ont été à l'origine des tensions entre missionnaires : une mise en cause de la recherche du grand nombre sous le prétexte fallacieux de la concurrence protestante ainsi qu'une impossibilité morale d'instruire convenablement et de suivre les nouveaux chrétiens.►



3. Le royaume du Gisaka, annexé au Ruanda en 1854 (frontière Tanzanie-Burundi), fut ensuite revendiqué en 1919 par le Tanganyika sous mandat britannique, dans la perspective de la réalisation d'une ligne de chemin de fer Le Cap - Le Caire, mais finalement resta au sein du Ruanda sous tutelle belge.

Certains membres de la Commission des Mandats de la Société des Nations se sont étonnés du bond prodigieux des conversions au catholicisme, soupçonnant, en toute bonne foi, de sinistres machinations contre la liberté de conscience, dues à la complicité de l'Église et de l'État.

En 1946, durant 3 jours, le roi Mutara, baptisé en 1943, consacre son pays au Christ-Roi. « Une des plus belles missions du monde » (Pie XI). Le Ruanda est devenu la plus florissante des filiales des missionnaires d'Alger.

Mgr Deprimoz succède à Mgr Classe en 1943. Ardent promoteur de la presse catholique, réformateur du catéchuménat, il sacrera, en 1952, Mgr Aloys Bigirumwami premier évêque de l'Afrique coloniale belge. D'autres familles religieuses venues de l'étranger se dévoueront au Ruanda comme les Frères des Écoles chrétiennes, les Pères Salésiens, les Frères Maristes, les Bernardines, les Carmélites...

LE POSTE DE MISSION, LE PRINCIPAL CENTRE DE VIE D'UNE RÉGION

Les postes des Pères Blancs, établis sur des sites élevés et d'accès relativement difficile, donnent l'image de monastères bénédictins du Moyen-Âge européen. Les églises et chapelles, le rite romain impressionnent. Messagers de la « Bonne Nouvelle », les religieux disposent d'un champ d'action varié pour exercer leur œuvre.

Une action idéologique : sauver les âmes par l'annonce de l'Évangile et le baptême. L'école catéchuménale de 4 ans, la liturgie, les prédications assurent la formation des nouveaux convertis (connaissance du Credo, des 10 commandements, des prières et réception des sacrements). Le christianisme prenant son essor, la méthode d'évangélisation va évoluer. Les écoles et le catéchuménat sont les moyens les plus importants pour l'alphanétisation de la population et la formation d'une élite religieuse. Ainsi les maisons de formation, (en 1931, Kabgayi devient grand séminaire régional des Ruanda-Urundi, Kivu et lac Albert), les petits séminaires diocésains et les écoles paroissiales qui se multiplient. En 1933,

paraît *Kinyamateka*, journal mensuel en langue vernaculaire accessible à l'élite.

La mission a une dimension politique. Les Pères Blancs doivent tenir compte de l'autorité indigène et du fonctionnement de la tutelle. La collaboration et la concertation entre les missionnaires et le gouvernement colonial belge sont courantes. L'Église catholique a la prétention de comprendre dans toute leur profondeur les éléments positifs et négatifs de la société ruandaise. Elle est conseillère de l'administration belge et le soutien des autorités traditionnelles.

Mais aussi une **dimension économique**. Les Pères Blancs introduisent un nouvel ordre économique différent de l'économie traditionnelle basée sur l'agriculture familiale, le servage pastoral et les corvées demandées par les autorités sous forme de prestations en vivres et en journées de travail. Les missions essayent de vivre en autarcie en subvenant à leurs besoins. Le poste central se présente ainsi : église, presbytère et dépendances, cour pour le public, jardin potager, basse-cour, salles de classes, étables, ceinture de bananeraies... Sur le terrain, les activités paroissiales sont source de revenus pour les travailleurs engagés mais aussi un modèle de travail, d'habitat, de cultures pour toute la région alentour.

Et une **dimension socio-culturelle**. Le catholicisme comme doctrine et institution avait des affinités avec la structure de la société ruandaise. Les Pères Blancs veulent aller à la rencontre de la société et de la culture ruandaise. Ils apprennent la langue, étudient les mœurs et les coutumes, le gouvernement, les populations. Dès le début, ils décrivent (livres, publications scientifiques, articles) avec minutie et intérêt le riche patrimoine ruandais. Les missionnaires prennent en charge l'alphanétisation et l'instruction et publient le premier livre en kinyarwanda (1902), le premier catéchisme (1907), la traduction d'une bible catholique d'école (1911), un dictionnaire allemand-kinyarwanda (1912). Les maisons religieuses créent des œuvres de charité (hôpitaux, foyers sociaux), des écoles (1929, fondation du Groupe Scolaire de Butare pour la formation des cadres auxiliaires de l'Administration publique). La presse missionnaire

(*Kinyamateka*) fait du prosélytisme religieux, s'intéresse à la vie culturelle, sociale et morale des indigènes.

Le culte catholique est essentiellement social, rassemblant le peuple et ses dirigeants qui peuvent vivre des moments de communion et de fraternité. Les membres du clergé et des congrégations religieuses constituent une nouvelle élite sociale.

UNE RELIGION DANS LA TOURMENTE POLITIQUE

Après la seconde guerre mondiale, un courant d'idées progressistes anime le cercle administratif et la nouvelle génération de missionnaires. Un vent de changement souffle à l'aube des années 1950. L'ordre traditionnel ruandais que la puissance tutélaire avait sauvégarde jusque-là apparaît à présent rétrograde, contraire aux principes de justice et d'égalité. Le catholicisme social, le militantisme de la démocratie chrétienne attentive au sort de la masse inspirent aux jeunes Pères Blancs missionnaires un christianisme plus égalitaire, plus fraternel, en vue d'arriver à la démocratie dans un esprit chrétien. Volte-face, trahison de la classe politique et de la cour. L'abolition de la féodalité en 1954 libère les Hutus qui peuvent s'appuyer sur une contre-élite instruite et revendicatrice, appelant à lutter contre le colonialisme tutsi.

L'année 1959 voit le déclenchement des violences à caractère ethnique. Mgr Perraudin (1955-1989), sacré en 1956, écrit *un mandement de carême* (1959) dans lequel il prend position nette pour une nouvelle politique coloniale au nom de la justice comprise à sa façon. Une lettre fondamentale qu'il qualifie lui-même de *mémorable et douloreuse*. Il lui est apparu indispensable d'appliquer la pratique de la charité dans l'organisation de la société ruandaise d'alors qui privilégiait une ethnie, une race.

Selon la même logique stratégique et opportuniste de Mgr Classe, Mgr Perraudin choisit les Hutus pour continuer d'obéir à la consigne du fondateur, *avoir les chefs pour avoir les sujets*, les nouveaux chefs étant les leaders du Parmehutu. Ce que Classe avait fait



pour Mutara Rudahigwa, Perraudin le fait pour Grégoire Kayibanda. C'est le renversement d'une monarchie pluri-séculaire par une république entre les mains des Hutus. Les Pères Blancs ont joué un rôle conservateur puis un rôle contestataire dans la société ruandaise.

1959, c'est aussi le début d'une révolution sociale assistée par le pouvoir colonial et l'Église.

Le 1^{er} juillet 1962, le Ruanda recouvre son indépendance.

La semence jetée en terre ruandaise en 1900 a donné vie à un arbre aux multiples rameaux (catéchuménats, séminaires, écoles, congrégations religieuses, œuvres de charité, œuvres religieuses...). En 1960, on dénombrait 700 000 catholiques et 240 000 catéchumènes pour une population inférieure à 3 millions d'habitants. Deux nouveaux diocèses ont été érigés. De nombreux prêtres, des religieux et religieuses ruandais(es) ont pris la relève des Pères Blancs et poursuivent l'œuvre de l'évangélisation. ■

Pour en savoir davantage.

- Anonyme, *L'Église catholique au Ruanda Jubilé du sacerdoce (1917-1967)*, sd, sl, 94 p.
 - Cholvy Gérard, *Les religions et les cultures dans l'Occident européen au XIX^e siècle (1800-1914)*, Karthala, 2014, Paris, 369 p.
 - Minnaert Stefaan, *Premier voyage de Mgr Hirth au Ruanda*, les Éditions Ruandaises mars 2006, 718 p.
 - Muzungu Bernardin, *l'histoire du Ruanda sous la colonisation*, Cahiers Lumière et Société n° 43.
 - Niyigena Jean-Paul (sous la direction), *Ruanda - La mission hier et aujourd'hui*, Lumen vitae, Namur/Paris, 2018, 280 p.
 - Overschelde van Antoine, *Mgr Léon Classe, apôtre du Ruanda : un audacieux pacifique*, Grands Lacs, Namur, 1948, 197 p.
- Perraudin André, *Par-dessus tout, la charité, un évêque au Ruanda ; les six premières années de mon apostolat (1956-1962)*, Ed. Saint-Augustin, Saint Maurice, 2003, 443 p.
- Rutayisire Paul, *La Christianisation du Ruanda (1900-1945)*, Éditions Universitaires, Fribourg, 1987, 571 p.

LÉGENDES PHOTOS

1. Cardinal Lavigerie
2. Mgr Jean Joseph Hirth né en 1854, prêtre en 1878, Vicaire Apostolique du Victoria Nyanza méridional (1895) puis du Kivu (1912). Se retire au Grand Séminaire de Kabgayi (1922) où il décède en 1931. *L'Eglise catholique au Ruanda, jubilé du sacerdoce 1917-1967, Imprimerie de Nyundo*.
3. 1887 Ouganda : Les Pères Wirth et Brard
4. Rencontre du Roi et des premiers Pères à Nyanza
5. Save, première église
6. Église de Butare

HISTOIRE DU CONGO

Esquisse chronologique et thématique (16)

Par Robert Van Michel

Ce tableau chronologique amorcé dans le n°56 de la revue comportera encore plusieurs séquences.

1931	Le docteur ophtalmologiste Jean Hissette (1888 - 1965) découvre l'origine de l'onchocercose oculaire, la « cécité des rivières » au Sankuru. Ce fléau qui a sévi du Sénégal à l'Ethiopie et jusqu'en Angola est une affection parasitaire de la famille des filarioïses, reconnue depuis 1875, et transmise par les piqûres de simuli, petites mouches noires de rivière.
1931 (juin)	Répression de la révolte des Pende au Kwango (\pm 500 victimes).
	Les avions <i>Princesse Marie-José</i> (O-BAHO) et <i>Edmond Thieffry</i> , Handley-Page trimoteur et biplan de 850 CV, effectuent Léopoldville-Luebo avec 2 165 kg de charge (pax et courrier). Le 10/02 le <i>Princesse Marie-José</i> , piloté par Roger, continue de Luebo à N'Gule (au Katanga). Le retour de N'Gule a lieu le 12/02 et l'arrivée à Léopoldville le 13/02.
1931 (août)	Révolte des Dengese et des Bankutsu dans le sud-est de la Province de l'Équateur. La Force Publique rétablit l'ordre. Il y a un nombre élevé de victimes.
1931	Le dessinateur de bande illustrée (BD) Hergé publie « <i>Tintin au Congo</i> ».
1931 (mai-juin)	Exposition Internationale à Élisabethville.
1932 à 1937	Au Katanga, après la crise mondiale, le cours du cuivre se rétablit en 1933 et la production de 54 000 tonnes en 1932 passe à 110 000 tonnes en 1934 et 150 000 en 1937.
1932 (04/05)	La Sabena déclasse à Léopoldville 3 Handley-Page et 1 monomoteur De Havilland 50 remplacés par Fokker FVII b/3 m et des Westland PI Wessex GW (GB).
1932 (mai)	Maître Frédéric Jamar à bord de son monomoteur biplan Moth-Gipsy de 80 CV réussit une liaison Élisabethville-Bruxelles.
1932 (08/06)	Ouverture de la ligne Kitenge-Coquilhatville.
1932 (juin)	Nouvelle ligne Léopoldville-Matadi à écartement de 1,067 mètre par l'OTRACO.
1932	Mission de reconnaissance de la liaison Belgique-Congo par Tony Orta (décédé le 27/11/1950), directeur, et Prosper Cocquyt, pilote, (09/06/1900 - 22/10/1954, suicidé).
1932	L'Université de Louvain avec la collaboration des Jésuites fonde à Kisantu le Centre agronomique de l'Université de Louvain au Congo (le Cadulac). L'enseignement par les frères de la Charité ne commence qu'en 1939 à Kamponde mais ce sera un échec. (voir 1893.)
1932	Albert Ier se rend incognito à l'est du Congo et visite les mines d'or de Kilo-Moto en Ituri.
1932	Le courrier acheminé d'Élisabethville à Broken Hill, escale des Imperial Airways, arrive en 8 jours en Belgique au lieu de 3 semaines.
1932	Centrale hydro-électrique de Sanga de 550 kW pour alimenter Léopoldville et Brazzaville.
1933	Centrale hydro-électrique de 2 200 kW pour la ville et le port de Matadi.
1933	Création de la Loterie coloniale.
1933 (05/04)	Tony Orta, DG Sabena Afrique, est rejoint en 1940 par Gilbert Périer à Léopoldville.
1933	La tonne de coton chute du dixième de sa valeur ; le cours du café Robusta tombe à 50 % et la tonne d'huile de palme perd plus de 70 %.
1933 (mai)	« Le premier avion à se poser à Bukavu (Congo Belge) est piloté par un Anglais nommé Vaisy ». Lire <i>Quarante-cinq ans au Kivu</i> de Xavier Dierckx. Édition Clepsydre de 1997
1933	A Léopoldville \pm 48 000 Congolais et \pm 6 000 à Matadi.
1933	M. et Mme Gillieaux (Belges) assurent une liaison Bruxelles-Congo en Fox-Moth monomoteur de 130 CV.
1933 (à partir de janvier)	Le prince Léopold accompagné de sa femme Astrid, en grande partie en avion, visite surtout l'Est du Congo, durant 3 mois.
1933	Le prince héritier (futur roi Léopold III) plaide au Sénat pour la création de paysannats indigènes au Congo.
1933	Le Gouvernement belge enlève au Katanga l'autonomie de fait. Il n'y a plus de province du Katanga.
1934 à 1960	Vie de la Loterie Coloniale.

1934 (23/02)	<p>La liaison régulière Belgique-Congo (LBC) est inaugurée par la SABENA en trimoteur Fokker F-VII (acheté en 1931 à la SABCA) (OO-AGH) de 690 CV, en 5 jours et demi (6 étapes :Oran – Reggan – Niamey – Fort-Lamy – Coquilhatville – Léopoldville), pilote Prosper Cocquyt (09/06/1900 - 22/10/1954) et Jean Schoonbroodt avec Ferdinand Maupertuis radio-mécanicien et le directeur Sabena Afrique, Monsieur Orta, ainsi que deux passagers et 186 kg de courrier.</p> <p>A partir d'octobre 1936, les Savoia Marchetti SM-73 (et SM-78 en novembre 1938) feront le voyage en quatre jours (554 passagers en 1936).</p> <p>(Pour en savoir plus lire : « <i>La SABENA</i> » de Vanthemsche, Éd. De Boeck 2001.</p> <p>Le courrier postal Europe-Léopoldville prend 4 jours, et Léopoldville - Élisabethville, 3 jours, soit 22 jours de moins au total que via le Cap.</p>
1934	Fondation, à Yangambi, en aval de Stanleyville, sous l'impulsion du roi Léopold III, de l'INEAC (Institut national pour l'étude agronomique du Congo Belge). Arrêté royal du 28/12/1934 mis en place en 1934.
1934 (24/03)	M. et Mme G. Hansez, et Fester comme navigateur, effectuent une liaison Anvers-Léopoldville en monomoteur Fox-Moth de 130 CV. Aller par le Nigéria en 5 jours et retour par le Tchad avec du courrier spécial.
1934 (20/12 à 10h52)	Le bimoteur De Havilland DH 88 Comet <i>Reine Astrid</i> , 2 moteurs De Havilland Gipsy six R à 6 cylindres en ligne de 230 CV chacun, vitesse de croisière 353 km/h et autonomie de 4 700 km, piloté par Kennett Waller (GB) et Teddy Franchomme (Belge, ancien pilote de chasse) relie en courrier postal aérien, Bruxelles (Evere) au Congo Belge, Léopoldville (Ndolo) du 20/12 au 22/12 à 14h30 en 22h40 de vol effectif pour 7 500 kilomètres. (Retour en 21h35.)
1934	Révolution des paysans de l'Urundi.
1934 (fin décembre)	Dernière réédition en 1950. Le premier guide touristique du Congo intitulé <i>Congo-Nil</i> , édité par Vicicongo couvre l'Uele, l'Ituri, le Kivu et le Ruanda-Urundi (format 16,5 x 11,5 cm).
1934	Le Congo compte 17 588 Européens dont 11 423 Belges.
1934 à 1946	Pierre Ryckmans est gouverneur général du Congo Belge et du Ruanda Urundi.
1935 à 1955	Evolution des tonnages Import et Export du port de Matadi En 1935 Import : 95 913 tonnes Export : 370 000 tonnes. En 1955 Import : 868 449 tonnes Export : 1 550 000 tonnes.
1935	Sont déchargées au port d'Anvers pour la première fois : 1935 : 85 tonnes de bananes du Congo Belge. 1936 : 120 tonnes ; 1937 : 720 tonnes ; 1938 : 695 tonnes et 6 000 tonnes en 1939.
1935 à 1955	Trafic en chemin de fer de Matadi à Léopoldville En 1935 Import : ± 75 000 tonnes Export : ± 380 000 tonnes. En 1955 Import : 800 000 tonnes Export : 1 450 000 tonnes.
1935	Le Fokker FVII b/3 m pour 8 à 10 passagers et 2 pilotes est en ligne régulière sur Belgique-Congo, cette liaison Bruxelles-Léopoldville est également assurée par des Savoia-Marchetti S-73.
1935	Au Congo : locomotives de 42 tonnes, longues de près de 11 mètres tirant des convois de plus de 300 tonnes. Elles ont été fabriquées aux Ateliers mécaniques de Tubize.
1935	Population au Congo : 10 206 381 habitants. Au 31/12/1938 : 10 304 084 , dont 25 209 Européens. A Stanleyville, en 1938, ± 1 000 Européens.
1935 (février)	Prosper Cocquyt effectue le premier vol régulier Belgique-Congo sur Fokker VII, à 150 km/h avec deux passagers.
1935 (23/02)	Une affiche publicitaire signale le vol Bruxelles-Léopoldville en 5 jours et demi.
1935 (20/04) - 1936 (20/05)	Création, par arrêté royal, de l'Office d'Exploitation des Transports Coloniaux, (future OTRACO) et (ONATRA en 1971).
1931 (fin)	Camille Gutt, directeur de la SGB, avec son Miles M.17 Monarch OO-UMK effectue un A/R au Congo.
23/12/1931 au 04/01/1932	Le commandant Cocquyt, le radio Timper et le mécanicien Devismaison, sur un trimoteur Fokker VII de 690 CV, accompagnés du lieutenant Tony Orta, directeur de Sabena Afrique, effectuent un vol de reconnaissance de Bruxelles à Reggan au sud de l'Algérie.
1935 (28/03)	En Belgique, le Premier ministre Paul Van Zeeland dévalue le franc belge (et donc le franc congolais) de 28 % pour sortir le pays d'une grave crise économique. L'Exposition Universelle de Bruxelles ouvrira ses portes au Heysel, le 27 avril 1935.
1936 à 1940	La liaison Belgique-Congo est assurée par Junkers JU-52/3 m.
1936 à 1959	A l'OTRACO le nombre de personnel européen passe de 319 à 1 003 et le personnel congolais de 6 814 à 23 238 (sans compter les coupeurs de bois du réseau).
1936 (29/10)	La liaison aérienne Bruxelles/Élisabethville, en trimoteur Savoia Marchetti 30-AGX(S.73), prend cinq jours et demi, et sept jours pour Madagascar.
1936	Le voyage par avion Bruxelles - Léopoldville dure encore 4 jours.
1936	Le père Raphaël de la Kethulle fonde le « Daring » club de football congolais.
1936	Au Congo, transports par voies fluviales de 270 millions de tonnes ; en 1955, 1 750 millions T.

HISTOIRE

1936 (29/10)	Le premier avion Sabena effectue Bruxelles – Élisabethville en 5 jours et demi.
1937 à 1953	Boma importe 10 000 à 50 000 tonnes et exporte 92 000 à 151 000 tonnes.
1937 à 1957	La production d'énergie électrique au Congo passe de 250 millions de kW à 2,5 milliards.
1937 (26/01)	Le Savoia-Marchetti S.73 00-AGR de la Sabena, en provenance de Colomb Bechar, s'abat en courte finale à 10 km de l'aéroport d'Oran. Les 4 membres d'équipage (commandant Auguste Closset, Second pilote Lie-dts, mécanicien René Verfaille et radio Roger Marschalk) ainsi que les 8 passagers sont tués.
1937 (04/05)	Fin des activités de la LARA après 551 540 km parcourus, 2 110 passagers, 353 kg de poste et 1 213 kg de fret.
1937	Chamberlain offre à Hitler la moitié sud du Congo et tout l'Angola en échange de la paix en Europe. Proposition finalement rejetée par Hitler en novembre 1938.
1937	Extraction du 100 000 ^e kg d'or des mines de Kilo-Moto.
1937	Le Congo produit 906 000 kg de gomme de caoutchouc.
1937	La récolte cotonnière annuelle dépasse 100 000 tonnes de coton-graine.
1937	Première plantation de pommes de terre dans la région de Lubudi.
1937 (22/10 au 06/11)	Les aviateurs belges, dont le R.P. Bradfer (né 28/12/1900) Rédemptoriste, et Edmond Dehart, quittent Anvers et arrivent à Léopoldville après 72 heures et 50 minutes de vol pour ±10 000 km de parcours, 4 500 litres d'essence et 170 litres d'huile, à 150 km/h en croisière. Dehart sur le Caudron Pélican 00-JHS et Bradfer sur le Caudron Phalène 00-MCE
1937 (31/12)	La population du Congo Belge est de 10 217 408 Congolais.
1937	La Sabena transporte 762 passagers de Bruxelles à Léopoldville.
1937	Le Ruanda-Urundi compte : 18 médecins (plus 9 privés), 13 agents sanitaires, 5 religieuses infirmières, 5 hôpitaux, 1 maternité, 24 dispensaires plus 3 hôpitaux et 19 dispensaires des Missions, plus les hôpitaux des sociétés minières.
1937	Le Ruanda-Urundi produit 2 724 566 kg de coton.
1937	Le Ruanda-Urundi dispose de 6 027 km de routes.
1937	Au Ruanda une vache coûte de 300 à 500 frs.
1937 (fin)	Le Ruanda-Urundi compte 21 millions de plants de café pour une production de ± 2 000 tonnes. Le café est payé aux indigènes de 2,70 à 4,50 frs le kg.



INEAC à Yangambi – maison botanique / www.stanleyville.be / © University of Wisconsin - Robert PENDLETON

INNOCENT TUY

Chantre de la paix, de la solidarité, de la fraternité

Dans ce Kivu déchiré depuis tant d'années par la guerre, un jeune homme se distingue par sa profonde humanité, son amour pour son Congo, ses racines, sa culture, ses traditions.

Innocent Tuysenge Mwendo (de son nom complet) est un jeune poète congolais. Né en 1999 à Rumangabo, il réside à Goma. Passionné de littérature et d'humanité, il œuvre comme volontaire au sein d'ASBL telles que Amani Institute et IPDD.

Son œuvre poétique s'est vue distinguée à plusieurs reprises :

- 1^{er} prix Alphonse de Lamartine lors des Jeux Floraux du Béarn à Pau.
- 2^e Prix Business Pitch lors du Salon d'innovation du Nord-Kivu.
- Lauréat du Prix Blog4dev 2021 pour la RDC lors du concours de la Banque mondiale.
- 3^e Prix Mihigo Art for Peace de poésie du concours d'écriture organisé par la Fondation Kizito Mihigo au Rwanda.
- Mention spéciale au concours Europoésie organisé par l'Unicef.
- Prix du Jury, lors du Grand Prix Martial Nsinda de la Poésie Francographe 2023.



Innocent Tuy incarne la voix de la jeunesse congolaise engagée, utilisant la poésie comme moyen d'expression pour promouvoir des valeurs de paix, de fraternité et de résilience. ■

Hymne à la fraternité

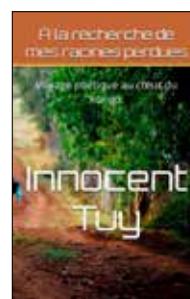
Par Innocent Tuy

Fraternité, évangile précieux pour l'humanité,
Qui refuse la violence, la brutalité,
Unissons-nous pour faire taire les armes,
Et pour fleurir la paix, sans alarmes.
Fraternité, lueur douce dans l'ombre obscure,
En ce monde où la violence gronde et perdure,
Unissons-nous, bras tendus vers l'autre,
Pour que la paix règne enfin, en apôtre.
Fraternité, arc-en-ciel,
Dans la tourmente de ce monde cruel,
Tu nous guides vers des lendemains plus doux,
Où la violence ne trouve plus son rendez-vous.
Fraternité, souffle de compassion,
Tu demeures notre bouclier, notre alliée,
Quand, ensemble, main dans la main, nous cheminons
Pour un monde meilleur, sans frissons.
Au cœur des flammes de la discorde,
Fraternité, tu émerges, belle et forte,
Et nous rappelles notre humanité,
Toi qui nous guide vers la sérénité.
Avec toi, fraternité, antidote aux maux terribles,
Nous tisserons des liens d'amour,
Au-delà de nos yeux et de notre haine,
Et triomphera, enfin, notre paix contre la violence.

Au-delà des frontières, chanter l'Afrique

Par Innocent Tuy

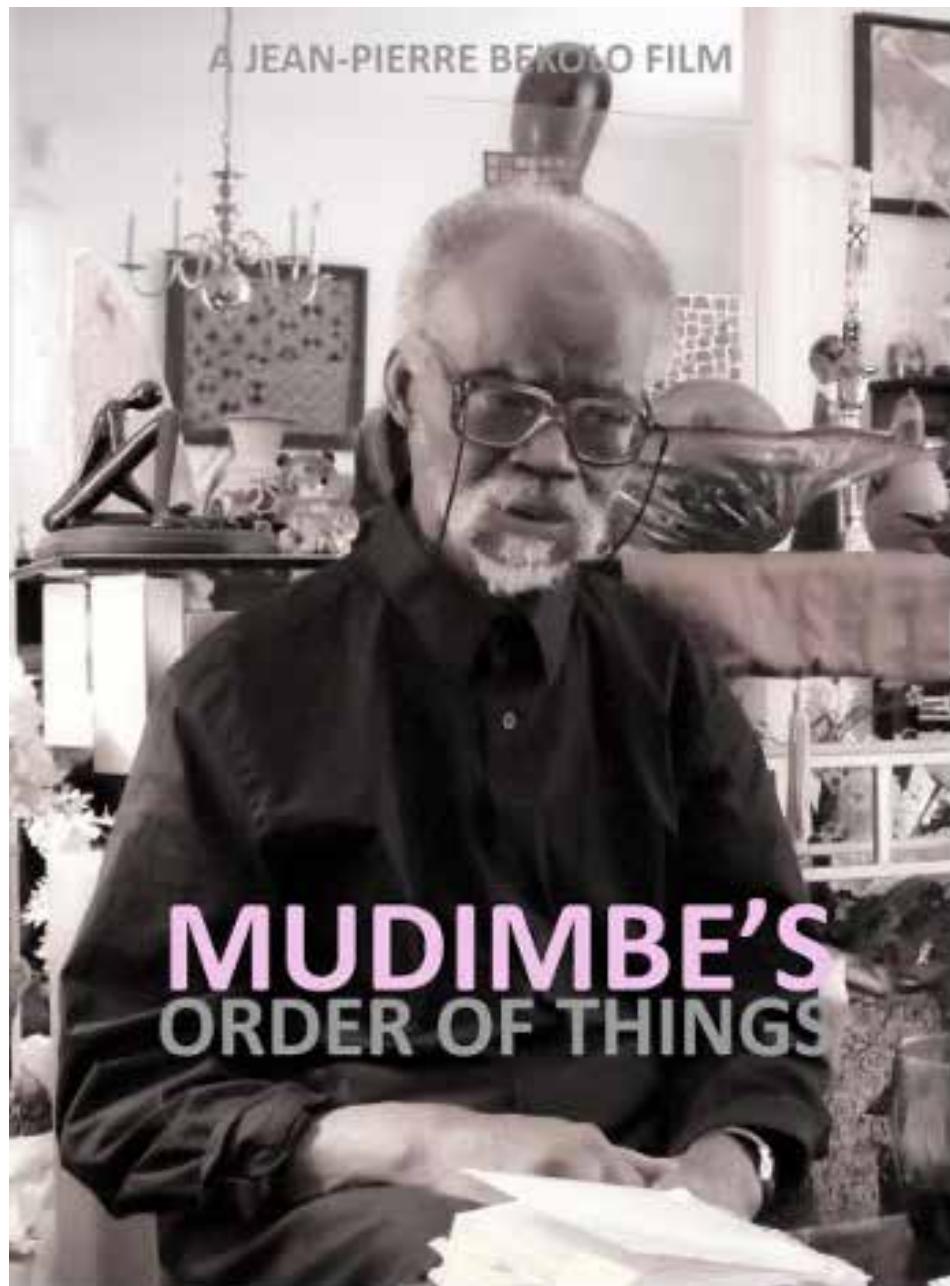
Au-delà des frontières, chanter l'Afrique,
Dans les vers d'un poème, honorer mes racines.
Une problématique émerge, l'acculturation,
Et l'oubli des coutumes, source de désolation.
Dans les méandres du temps, nos ancêtres dansaient,
Leurs pas rythmés par les tambours, ils s'élevaient.
Mais aujourd'hui, la modernité a tout effacé,
Nos traditions ancestrales, peu à peu oubliées.
Les villes se sont dressées, les cultures se sont mélangées,
Les coutumes africaines se sont estompées.
La langue, la danse, les chants de nos terres,
Ont été relégués, dans l'ombre, en arrière.
Mais il est temps de faire revivre notre héritage,
De retrouver nos racines, notre véritable visage.
Car au-delà des frontières, l'Afrique résonne,
Dans chaque cœur qui bat, dans chaque personne.



LA LITTÉRATURE CONGOLAISE

6. Valentin-Yves Mudimbe¹

Par José Mabita Ma Mottingya - Bibliothèque Kongo - Club de lecture Kongo



Valentin-Yves Mudimbe est l'un des intellectuels africains les plus marquants du dernier tiers du XX^e siècle, tant par son œuvre elle-même que par la réception de celle-ci tant au niveau continental qu'intercontinental. Une réception contrastée qui a suscité surprise, admiration, étonnement, irritation. L'œuvre est également diversifiée

par les genres (poésie, roman, essai) et par les domaines touchés (philosophie, anthropologie, psychanalyse, linguistique, théologie, philologie, histoire, critique d'art et histoire de l'art).

V.-Y. Mudimbe est né le 08 décembre 1941 à Likasi, dans la province du Haut-Katanga au Congo dans une fa-

mille chrétienne de troisième génération. Ses grands-parents étaient cultivateurs. Son père travaillait à l'Union Minière en qualité d'ajusteur. C'était un **évoluant**, qui aurait ambitionné de faire de son fils un ingénieur. Mais, élève précoce et brillant, le jeune Valentin-Yves se voit, dès sa huitième année, destiné à la prêtrise. Il n'en demeure pas moins dépositaire de la tradition, ayant suivi l'initiation des Luba-Sonkye proposée par les Maîtres de la Nuit. Cette position entre-deux mondes, cette déchirure, vont marquer sa pensée et ses écrits d'adulte.

Adolescent, il devient Frère Mathieu au monastère bénédictin Saints Pierre et Paul de Gihindmuyaga (Rwanda). En quête personnelle, permanente, sans fin, pour un questionnement de soi, Mudimbe se situe à l'écart des idées dominantes, du penser collectif, globalisant, mais également par rapport au caractère tribal et communautaire de la culture africaine. Il abandonne l'habit de Frère Mathieu et, en 1961, rejoint l'université de Lovanium où il obtient, en 1966, une licence en philologie romane, avec un mémoire de grammaire. Il part ensuite pour la France où il décroche un diplôme de sociologie à l'université de Paris Nanterre avant de rejoindre la Belgique et Louvain où il obtient un doctorat de sémantique sous la direction d'André Goosse.

Il rentre au Congo où il mène simultanément une carrière littéraire et une carrière universitaire. Il participe véritablement, à travers des publications dans des revues telle que **Présence universitaire**, au dialogue et à l'enrichissement du milieu intellectuel du pays. Il écrit aussi un recueil de poèmes, **Déchirures** (1971), suivi du roman **Entre les Eaux. Dieu, un prêtre, la révolution** (1973). Cette œuvre sera couronnée du grand prix du Roman catholique. Trois ans plus tard,

1. Référence bibliographique complémentaire : Willy Bal, *Présence, parcours et paradoxes de Valentin Yves Mudimbe* [en ligne], Bruxelles, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 2007.

Mudimbe recevra le grand prix Senghor des Écrivains de langue française et le titre de Chevalier de la Pléiade, dans l'Ordre de la Francophonie et du Dialogue des Cultures (Paris).

Il entame sa carrière universitaire à Lovanium et la poursuit à Lubumbashi où est transférée la faculté de Philosophie et Lettres. Sans allégeance politique et pénétré de la réserve inculquée par les Pères Bénédictins, Mudimbe peut assez longtemps voguer sans sombrer dans les eaux agitées et de plus en plus troubles du régime en place. Appelé à être coopté au bureau politique du Parti unique pour devenir en quelque sorte le penseur du régime, il préfère quitter le Zaïre en août 1980.

Déjà illustré avec Clémentine Nzugi, le cas du Pr Valentin-Yves Mudimbe traduit cette évasion des ressources intellectuelles et culturelles que connaît le Zaïre de l'époque. Ils sont loin d'être les seuls, et ce, dans tous les domaines de la société congolaise. Le retour à l'authenticité décidé par le président Mobutu, supposé être un grand projet d'unité, préfigure la dictature qui s'ensuit et constraint nombre d'intellectuels à l'exil. Si la Belgique a longtemps été la destination de prédilection de ceux et celles qui partaient, le monde entier va devenir un lieu d'accueil de personnalités, de jeunes, de familles entières, qui vont quitter le Zaïre, et aller former ce qui deviendra la diaspora congolaise.

Mudimbe poursuit sa carrière aux États-Unis où il enseigne au sein de prestigieuses universités : Duke University (Durham, Caroline du Nord), Haverford (Pennsylvanie), Stanford (Californie), puis de nouveau à la Duke. En 1989, il obtient le prix Herskovits d'Études africaines. Il est invité comme professeur visiteur dans plusieurs universités africaines, américaines et européennes, notamment à la Freie Universität de Berlin (1999). En 1997, l'université Denis-Diderot de Paris VII le promeut docteur honoris causa.

L'œuvre de Valentin-Yves Mudimbe est unique. Son roman *Entre les eaux*, paru en 1973, est considéré comme le premier roman psychologique africain (Lilyan Kesteloot). C'est dire

l'importance que revêt la pensée et l'introspection intellectuelle chez cet écrivain et romancier, tout à la fois philosophe, poète, critique, essayiste. Nous sommes avec lui, dans l'érudition au sens propre du terme, il est aujourd'hui dans le cadre de la pensée africaine, une référence qui a largement franchi les frontières du Congo. C'est un penseur de l'Afrique au sens large du terme, au même titre que des écrivains tels que Wole Soyinka, Nkongi Wa Thiong'o, Achille Mbembe, ou encore Felwine Sarr pour en citer un plus jeune. V.-Y. Mudimbe a contribué à donner des lettres de noblesse à la littérature congolaise. Son ouvrage le plus emblématique porte d'ailleurs un titre visionnaire : *L'invention de l'Afrique*.

ENTRE LES EAUX²

*Dieu, un prêtre, la révolution
Présence Africaine, 1973*

A travers le prêtre Pierre Landu, l'auteur nous peint les tourments d'une époque, et surtout d'une identité, partagée entre l'idéal d'une éducation occidentale, et la réalité d'une culture africaine.

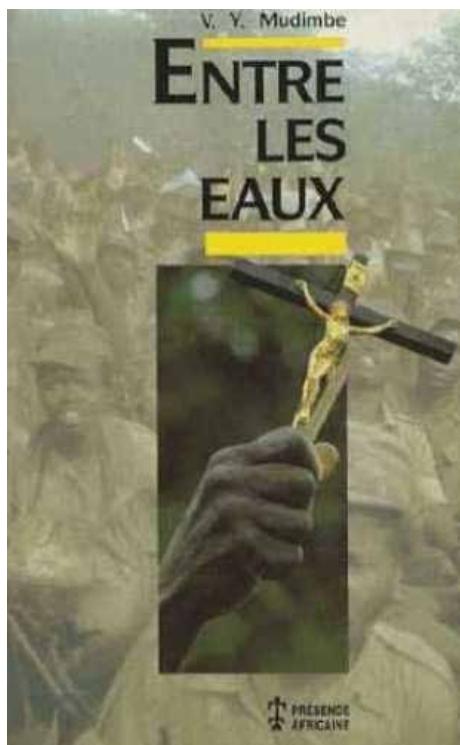
Ce prêtre noir est déchiré entre sa foi et son sacerdoce d'une part, ses convictions et son désir d'engagement politique, d'autre part. Un dilemme douloureux, développé dans un long monologue introspectif écrit à la première personne.

Nous sommes à l'heure des rébellions nées après les indépendances des années 1960 et suivantes, baignées de toutes sortes d'idéologies, dont le marxisme.

Déçu par l'Église et sa hiérarchie, Pierre Landu souhaite s'engager davantage sur le plan social et rejoint la guérilla. Par ce choix de vie au milieu de l'action, il va connaître la vie rude des maquis, la violence des attaques de villages, la cruauté de l'homme envers l'homme. Il ne cesse toutefois de vouloir concilier son choix, avec une forme de fidélité à l'Église et se retrouve confronté à de véritables choix de consciences. Ce qui ne cesse d'interpeler sa pensée : faudra-t-il finalement, et dans tous les cas, une apostasie ?

Ses critiques envers le mouvement lui valent d'être suspecté et condamné. Sauvé par la victoire des troupes gouvernementales, il est recueilli par ses anciens compagnons de l'église. Il renonce à l'amour d'une femme pour revenir au cœur de l'institution catholique en acceptant l'enfermement dans un monastère cistercien de Venise.

Entre les eaux est un roman dans lequel le héros livre ses états d'âme, ses doutes et ses atermoiements, ses élans et ses rages. Pierre Landu est une personnalité attachante par ses fragilités et sa sincérité. Il est évident que le romancier a mis une large part de lui-même dans ce personnage. Ce premier roman poursuit l'exploration des « déchirures », annoncées dans le titre du premier recueil de poèmes et préfigure les textes romanesques et les essais à venir qui, tous, auront pour objet la difficile, douloureuse et souvent impossible rencontre de deux cultures, le déchirement et la rupture, l'impossible conciliation. ■



2. Sources : José Mabita, Lilyan Kesteloot, *Anthologie négro-africaine*, 1992 et Littafcar.org (chronique de Bernard Magnier).

ACTIVITÉS CULTURELLES

En rapport avec l'Afrique Subsaharienne

Par Etienne Loeckx

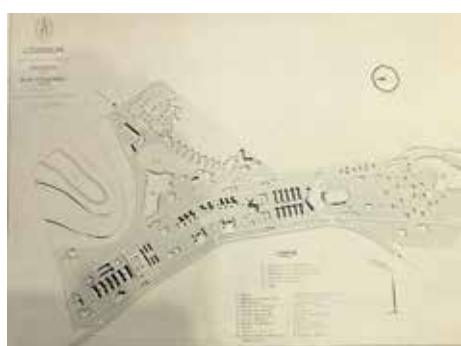
DATE(S)	INTITULÉ	LIEU	OBSERVATIONS
Collection permanente	Réouverture des salles XVIII ^e siècle et Amériques : nouveaux parcours	Musées Royaux d'Art et d'Histoire, au Cinquantenaire, à Bruxelles	Dans les Salles Arts décoratifs du XVIII^e siècle , la salle sur <i>Les progrès scientifiques et techniques</i> expose le savoir et les découvertes. Salles Île de Pâques : La statue (moai) de Rapa Nui « Pou Hakanononga » (<i>Le dieu des pêcheurs de thons</i>) offerte à la Belgique par le Chili et ramenée en 1935 sur le Mercator. Dans l'escalier, le vitrail illustre les continents Afrique, Amérique, Asie et Océanie. Salles Amériques : Dans <i>Les Sept Boules de cristal</i> , Hippolyte Bergamotte (inspiré par Jean Capart, conservateur en chef des MRAH) rapporte la Momie de l'Inca Rascar Capac. Cartel : « La vitrine contient un corps humain momifié - La Statuette en bois Chimù (Porteur d'offrandes) qu'Hergé transpose en fétiche Arumbaya dans <i>L'Oreille cassée</i> . »
Jusqu'au 09 février 2025	Expo : <i>Fireflies, des jeunes céramistes au musée</i>		La céramique de Fanny Canel : <i>Sans origine, Culture inconnue</i> avec en sous-titre : <i>Un Musée, une collection, une approche scientifique</i> .
Jusqu'au 02 février 2025	Expo : <i>L'Atelier du faux. Faux livres - Fausses reliures - Fausses identités</i>	Wittockiana, à Woluwe-Saint-Pierre www.wittockiana.org	<i>Imitations de Genre</i> , sur les mystères urbains de Magloire Mpembi Nkosi <i>Les Mystères de Kinshasa : roman</i> (MM Editions, 2010) calqué sur <i>Les Mystères de Paris</i> d'Eugène Sue. <i>Enjeux sociétaux</i> d'Agatha Christie, des <i>Dix Petits Nègres à Ils étaient dix</i> . Cartel : « Les intentions les plus louables (...) peuvent conduire à des falsifications périlleuses quant à l'intégrité des œuvres, à leur authenticité historique et au respect de la vision originale des créateurs. »
Parc du Cinquantenaire	The Grand Opening, installation déployée en mars 2024	Parc du Cinquantenaire - Monument aux Pionniers belges au Congo	Urban.brussels a décidé d'arrêter de défigurer le site avec son grand plastic blanc. Le travail du collectif d'architectes Traumnovelle porte sur le lien entre architecture et politique.

Jusqu'au 29 mars 2025	Expo : <i>Antre, Pélagie Gbaguidi</i>	La Verrière - Foundation Hermès, Boulevard de Waterloo, 50, à Bruxelles	Pélagie qui se définit comme un griot contemporain installe un atelier, un antre. Par ailleurs, la maison Hermès propose un cycle de résidences d'artistes intitulé <i>Passé-Présent-Futur</i> .
Du 13 février au 03 avril 2025	Expo : <i>Hommage à mon grand-père, Edmond Thieffry</i> par Jean-Louis, son petit-fils	Hôtel communal d'Etterbeek (avenue des Casernes, 31/1). Entrée libre	Dans le cadre des commémorations du Centenaire de la première liaison aérienne Bruxelles-Kinshasa. Le monument à Thieffry est toujours à sa place, face à l'Athénée royal.
Jusqu'au 18 mai 2025	Expo: <i>À partir d'elle. Artists and their mother</i>	Fondation Stichting, centre for photography, à Forest	La série « <i>The Notion of Family</i> », réalisée entre 2001 et 2014, s'ancre dans l'histoire personnelle de l'artiste afro-américaine LaToya Ruby Frazier.
Jusqu'au 27 avril 2025	Expo : <i>Patois/Patua</i> , Paulo Nazareth	Wiels, à Forest	Le titre de l'expo renvoie à deux actes de résistance : les patois, qui ont résisté à la normalisation coloniale et les amulettes ancrées dans les traditions afro-brésiliennes. Un feuillet sur les os d'Ishango, avec une table d'addition.
Jusqu'au 20 avril 2025	Expo <i>The Subtle Gesture</i> , Rami Hara et Ugo Woatzi. Photographie	Centre Culturel Jacques Franck de Saint-Gilles	Dans sa série <i>Durag (2023), Rami Hara utilise cet accessoire communautaire, un couvre-chef en tissu, pour questionner la masculinité noire. Le <i>durag</i> est un objet de stigmatisation pour les uns et un emblème culturel pour les autres.</i>
Du 07 février au 10 août 2025	Expo <i>When We See Us. A Century of Black Figuration in Painting</i>	Bozar, à Bruxelles	Un siècle de peinture figurative pan africaine. « L'afro-subjectivité, la conscience et l'auto-représentation, portées par la gaieté ». Des artistes congolais Chéri Chérin, Emma Pap', Chéri Samba, Moké, Vuza Ntoko, Cinthia Sifa Mulanga, Matundu Tanda, Monsengo Shula, Kangudia. (Un grand absent, Modeste Muntu (1940-1985)). Des ambiances sonores conçues par Neo Muyanga. (Une chronologie intéressante quoiqu'illisible). Le 17 février, une rencontre avec Lilian Thuram, Rokhaya Diallo et Kyémis pour combattre le racisme et la grossophobie.
	Expo <i>Hosting artists from Brussels & periphery</i>	Centrale for contemporary art à Bruxelles-quartier Sainte Catherine	<i>Europe Supported by Africa And America after William Blake</i> de Nancy La Rosa, impression sur tissu, 2022-2025. <i>Paul Panda Farnana</i> de École Mondiale, plaque de rue en émail, 2019. Espaces menacés (dont le Bassin du Congo) de Brigitte De Mees, boîte d'entomologiste, 2018.

UNIVERSITÉ DE LOVANIUM

Aperçu historique

Par Françoise Moehler - De Greet



L'Université catholique de Louvain, représentée par Mgr Luc Gillon, fonda Lovanium en 1954, soit 2 ans avant l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, devenant ainsi la première université de ce qui était alors le Congo belge mais également la pionnière de l'université africaine francophone (Ndaywel 2010).

En fait, ses origines remontent à 1924 lorsque l'UCL créa à Kisantu (Province du Kongo Central), un centre médical pour la formation des infirmiers, la FOMULAC (Fondation Médicale de l'Université de Louvain au Congo).

Puis, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les promoteurs de la FOMULAC ont compris que le moment était venu de hâter la promotion des élites congolaises. C'est ainsi que fut créé, en 1947, le Centre Universitaire Congolais Lovanium (CUCL) que ses dirigeants entendaient transformer le plus rapidement possible en un enseignement universitaire proprement dit.

Deux ans plus tard, par arrêté royal du 21 février 1949, fut officiellement créée l'Université Lovanium (dont le nom aux consonances latines rappelle celui de son Alma Mater plus de 5 fois

centenaire). La décision d'installer l'Université à Léopoldville (Kinshasa) fut prise à la fin de l'année 1950 et Lovanium obtint de la Colonie la cession d'une vaste colline sur le plateau de Kimuenta, à quelque 12 km au sud de Léopoldville.

La construction de l'Université démarra en 1953, sous la direction du major P. Boulengier (officier des forces coloniales), qui possédait une solide réputation en bâtiments militaires. La première pierre avait été prélevée dans un mur des Halles de Louvain (le plus ancien bâtiment de l'Alma Mater louvaniste datant de 1425).

Un campus de 270 hectares fut construit, comprenant des bâtiments pour l'enseignement, l'organisation sanitaire, et l'ensemble résidentiel des professeurs, des membres du staff et des étudiants mariés. Les étudiants célibataires étaient logés dans des bâtiments alignés entre l'église et le stade omnisports. Il s'agissait d'un campus mixte composé de professeurs de Louvain et d'étudiants congolais et européens.

Dès sa deuxième année de fonctionnement, des pays africains de langue française y envoyèrent un grand nombre d'étudiants : le Rwanda venait en tête avec 83 inscrits, puis le Cameroun et le Burundi avec respectivement 17 et 11.

De 1954 à 1970 l'Université délivra 1 375 diplômes, dont 50 diplômes de post-graduats, 30 doctorats avec thèse, deux diplômes d'agrégé de l'enseignement supérieur et 18 diplômes de spécialisation en médecine.

En 1963, l'Université décida d'ouvrir des Instituts préparatoires à Léopoldville, Kisantu, Stanleyville et Bukavu.

Au fil des années, Lovanium s'est transformée en deux universités indépendantes, l'**Université de Kinshasa (UNIKIN)** et l'**Université Catholique du Congo (UCC)**. Parallèlement, l'Université de Louvain se scindait en deux universités indépendantes, la **KULeuven** et l'**UCLouvain**.

Des liens étroits se sont maintenus entre les quatre universités qui se sont retrouvées à Kinshasa les 13 et 14 mars 2024 pour entamer l'année jubilaire des 70 ans de la naissance de Lovanium. ■



RELATIONS BELGO-CONGOLAISES

ET PERSPECTIVES DE CO-DÉVELOPPEMENT

Célébrations à Kinshasa du septantième anniversaire de Lovanium / Unikin

Par le Professeur Crispin Mabika



L'événement, souligné par la présence des plus hautes autorités des 4 universités, aura été une occasion unique de relecture, en regards croisés, des relations universitaires entre la Belgique et le Congo. La présence de plusieurs autorités locales, notamment le ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, Monsieur Mohindo Nzangi, le ministre de la Recherche Scientifique, Gilbert Kabanda, Madame l'Ambassadrice du Royaume de Belgique en RDC, Madame Roxane de Bilderling, le Président du Conseil d'Administration des Universités au Congo et bien d'autres autorités, a contribué au caractère hautement solennel et politique de cette célébration.

ACTIVITÉS FESTIVES

L'image de l'accueil conjoint des Recteurs de la KULeuven et de l'UCLouvain par les Recteurs de l'UNIKIN et de celui de l'UCC a réveillé

Le Professeur Crispin Mabika¹ nous a confié ses impressions à l'issue de l'événement. Depuis longtemps intéressé par les relations belgo-congolaises souvent controversées, il constate, comme nombre de chercheurs, la coexistence, d'une part, d'une opinion dominante de la déconstruction de la colonisation, en Belgique et auprès d'une infime partie de l'élite congolaise et, d'autre part, une tendance à la valorisation de l'œuvre coloniale, plus particulièrement en RDC, avec quelques réserves relatives liées au contexte complexe de l'époque.

cette conscience collective et rappelé l'origine commune des quatre universités. Celles du Nord ont contribué à la fondation et l'essor de Lovanium (UNIKIN et UCC). Les 4 universités liées par le passé, le sont également face à l'avenir. Cette symbolique revêt le message fort de cette année jubilaire qui ouvre des perspectives nouvelles de coopération universitaire historiquement positive.

« En organisant ce jubilé de 70 ans de l'Université Lovanium, l'Université de Kinshasa (Unikin) et l'Université catholique du Congo (UCC), en collaboration avec les Universités catholiques belges de Leuven (KUL) et de Louvain (UCL), visent à renforcer le partenariat entre les quatre universités congolaises et belges dans le cadre de l'enseignement, la recherche et des solutions idoines à apporter aux problèmes de la société et de l'humanité », a déclaré le Pr Jean-Marie Kayembe, recteur de l'Unikin.

Le recteur a ensuite présenté à ses hôtes les différents défis à relever en termes de « digitalisation, numérisation de la gestion académique, administrative et financière, de développement des filières innovantes et outils modernes d'enseignement à distance ainsi que de la relève académique dans l'appui au troisième cycle ».

Après l'accueil au rectorat de l'UNIKIN, les différentes délégations se sont rendues en procession jusqu'au parvis de la prestigieuse église catholique NODASA (Notre-Dame de la Sagesse) au cœur du site universitaire, accompagnées par la fanfare de la police universitaire et une brigade de policières pour marquer le souci de l'inclusivité et du genre à l'université.

Au cours de cette célébration eucharistique, hommage a été rendu à Monseigneur Luc Gillon, fondateur de l'UNIKIN, pour son attachement à la cause du développement de la RDC au travers de l'œuvre universitaire pour éclairer les actions et répondre aux défis sociétaux.

Dans son homélie, Monseigneur Tsimba Eduard, évêque auxiliaire, a rappelé que l'université, en tant que temple du savoir, doit se placer au-dessus de toutes les considérations politiques. Il a martelé que ce jubilé de platine (70 ans) symbolise non seulement l'âge de la maturité, mais aussi l'âge de la sagesse, et a invité chercheurs et étudiants à se mettre à l'école de la sagesse et à cultiver la passion pour le savoir. « Acquérir le savoir c'est bien, mais le savoir sans vertu n'est que ruine de l'âme. La science et la sainteté devraient normalement faire route ensemble. » ►

1. Professeur Crispin MABIKA.

• Docteur en Démographie. Faculté des Sciences Économiques et de Gestion. Université de Kinshasa.
• Directeur du Centre de documentation sur la région des grands lacs africains à l'Université de Kinshasa.
• Coordonnateur du Laboratoire informatique (BERA) à l'université de Kinshasa.



1

De son côté, Mme Alexia Autenne, professeure ordinaire et administratrice générale de l'Université catholique de Louvain, a exhorté les corps académiques et scientifiques à réfléchir davantage pour proposer des solutions aux problèmes qui ruinent la société, notamment la guerre dans la partie Est de la République démocratique du Congo.

DÉMARRAGE DES TRAVAUX DE L'ANNÉE JUBILAIRE

Quelques conférences sans débat ont permis aux délégations du Nord de se faire une opinion claire sur les défis majeurs auxquels l'UNIKIN est confrontée. L'accroissement rapide de la démographie et du nombre d'étudiants contraste paradoxalement avec la faiblesse des financements publics et privés : insuffisance de laboratoires, amphithéâtres pléthoriques et, par conséquent, une faible productivité.



2

Les orateurs ont toutefois souligné quelques éléments positifs : l'effort de la coopération universitaire dans la relève académique dans les domaines les plus divers ou encore l'inclusivité du milieu universitaire avec une admission massive de filles.

Le recteur de l'UNIKIN a conclu son allocution en présentant la vision d'une UNIKIN entreprenante et innovante conformément au plan stratégique quinquennal 2023-2028. Il formule le vœu que l'UNIKIN puisse s'inspirer de la longue expérience et de la stabilité financière des universités du nord. Le besoin d'accompagnement pour la réforme du système éducatif universitaire LMD², qui vise une plus grande productivité, est un défi à relever. L'année jubilaire offre l'opportunité d'un nouveau départ prometteur.



3

La présidente des étudiants de l'UNIKIN a remercié les autorités d'avoir offert cette tribune aux étudiants pour exprimer leurs attentes. L'oratrice a déploré les conditions de travail des étudiants, leurs faibles perspectives d'emploi après les études et la pauvreté générée

2. LMD ou « Licence, master et doctorat » est le nouveau système d'enseignement universitaire adopté en RDC depuis 2021. Le LMD se veut plus productif par un gain de temps du parcours universitaire et un programme d'étude focalisé davantage sur les compétences professionnelles en plus des connaissances théoriques.

ralisée sans oublier les interruptions régulières de la scolarité consécutives aux mouvements de grève et autres.

Enfin, les deux délégations ont visité une foire d'exposition présentant les différents types de production de l'université : intellectuelles, scientifiques, entrepreneuriales, et agricoles (de la ferme universitaire). Elles ont ainsi pu apprécier l'ingéniosité de la jeunesse universitaire de l'UNIKIN tout en déplorant la faible visibilité de cette riche production.

En dépit d'une conjoncture mondiale peu favorable, les deux universités du Nord se sont montrées très préoccupées par la situation de l'UNIKIN.

PERSPECTIVES DES RELATIONS DE L'UNIKIN AVEC LES DEUX UNIVERSITÉS DU NORD

Le diagnostic dressé par les différents intervenants de l'UNIKIN a plaidé pour des appuis substantiels et plus durables. L'UNIKIN attend des universités du Nord qu'elles s'engagent sur des projets concrets et porteurs. Mais elle attend également de la part du Royaume de Belgique des engagements plus durables en faveur de la coopération universitaire ainsi qu'en coopération bilatérale avec la RDC avec un statut de bénéficiaire privilégié.

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire a salué la participation active des équipes de l'UNIKIN aux derniers états généraux de l'ESU tenus à Lubumbashi ainsi que la détermination à rendre l'enseignement supérieur et universitaire plus compétitif grâce au système LMD. Ces efforts méritent des encouragements et de l'accompagnement. Pour sa part, le ministre de la Recherche scientifique, Gilbert Kabanda se félicite des efforts consentis par le gouvernement congolais en augmentant sa ligne budgétaire. Cette opportunité permet de valoriser l'ingéniosité et l'innovation des jeunes Congolais.

70 BOURSES POUR LES 70 ANS

A l'occasion de ce 70^e anniversaire, les partenaires congolais et belges entendent raffermir leurs liens et lancent conjointement 70 nouvelles bourses pour renforcer le partenariat

entre les quatre institutions en matière de recherche et d'éducation. Elles permettront une mobilité accrue des chercheurs au sein des 4 institutions partenaires.

Du côté de l'UCLouvain, une partie des bourses permettra à des doctorants et postdoctorants de l'UNIKIN et de l'UCC de réaliser un séjour à l'UCLouvain afin de favoriser les échanges scientifiques. Une autre partie des bourses aura pour objectif de soutenir des initiatives conjointes de formation qui mettent l'accent sur l'innovation pédagogique, l'interdisciplinarité et le croisement des regards Sud-Nord sur les grands enjeux sociétaux actuels.

Ce programme commun de financement de 70 bourses est une première réalisation concrète de la *Leuven Louvain University Alliance (LLUA)*, dévoilée lors des doctorats honoris causa conjoints aux deux universités. « *Nous voulons intensifier nos collaborations dans une logique de réel partenariat. Après la colonisation et la coopération au développement à sens unique, le temps est venu de soutenir des collaborations plus équilibrées qui permettent de croiser nos expertises et perspectives sur les grands défis sociétaux actuels au bénéfice de nos communautés académiques et étudiantes en RDC et en Belgique* », déclare Didier Lambert, recteur de l'UCLouvain.

« *Il y a une réelle dynamique pour lancer des collaborations à plus large échelle entre les quatre universités, toutes héritières de l'Université catholique de Louvain. Il s'agit non seulement de renforcer la mobilité des chercheurs et chercheuses mais aussi de mettre en place des formations innovantes qui permettent aux enseignants de nos deux pays de collaborer pour mieux outiller leurs étudiants face aux enjeux sociétaux actuels et surtout dépasser les préjugés dont nous avons hérité du passé colonial* », déclare Dana Samson, prorectrice à l'international.

Selon Alexia Autenne, « *Ceux-ci permettront de structurer les échanges académiques et estudiantins. L'internationalisation est, indubitablement, un pilier important du rayonnement et du développement des universités, en Belgique comme au Congo.* »

UN BUREAU PERMANENT EN RDC

Pour marquer davantage son ancrage, l'UCLouvain a annoncé pour 2025 l'ouverture à Kinshasa d'un bureau permanent, en partenariat avec Louvain coopération, pour faciliter le réseautage entre les communautés académiques en RDC et en Belgique. Les liens académiques de l'UCLouvain en RDC vont au-delà de Kinshasa, avec de nombreuses collaborations dans différentes régions, notamment à Bukavu. Chaque année, l'UCLouvain accueille plus de 500 étudiantes et étudiants congolais et a créé deux *Chapters d'Alumni* en RDC (l'un à Kinshasa et l'autre à Lubumbashi).

Les deux universités n'ont pas manqué de se féliciter pour les efforts consentis pour la consolidation des relations universitaires ayant débouché sur Lovanium à l'aube de l'accès du pays à son indépendance.

TÉMOIGNAGES

Pour meubler ces journées commémoratives et jubilaires des 70 ans de Lovanium, quelques témoignages ►



4



5



6

parmi les générations des premiers étudiants ont fait revivre la bonne ambiance qui a caractérisé les relations belgo-congolaises durant les premières années de cette œuvre universitaire au Congo.

PROFESSEUR MUYEMBE

Pour le professeur Muyembe, un des objectifs de base du centre universitaire de Kisantu, considéré comme le berceau de l'université congolaise, était la lutte contre la maladie du sommeil, un besoin de santé publique. A Lovanium, toutes les conditions étaient réunies pour préparer les futurs cadres congolais à la recherche scientifique et à répondre aux besoins de la société.

La gouvernance inclusive de l'ensemble du territoire national de l'époque coloniale facilitait la venue des nouveaux admis à Lovanium quelle que soit leur localité d'origine. Leur prise en charge était totale et sans faille, que ce soit pour le logement, la restauration, la filière et le programme de cours ainsi que le parcours universitaire prévu. L'intégration et la cohabitation dans les résidences universitaires se faisaient sans écueil dans un contexte multiculturel, voire international. Les soins que l'on accordait aux étudiants de Lovanium, la considération et le prestige que suscitait leur statut déclenchaient en eux, consciemment ou non, une prise de conscience des responsabilités qu'ils devaient se préparer à assumer dans le contexte d'un

Congo en quête d'indépendance. Ce témoignage rejoint celui du Professeur Alexis Takizala, recueilli lors d'un forum de Mémoires du Congo, sur le rayonnement africain de Lovanium.

PROFESSEUR NDAYWEL

Pour ce grand historien congolais, Monseigneur Luc Gillon est l'homme qui a porté le projet Lovanium. Il n'a pas ménagé ses efforts pour donner le meilleur de lui-même pour la promotion et la pérennité de Lovanium. Nichée sur cette colline dominante, Monseigneur Gillon était sur son bulldozer aussitôt une pluie terminée pour inspecter la voirie locale et réagir si nécessaire par des réparations aux infrastructures et l'assainissement de manière générale. Lors des festivités, Monseigneur Gillon, alors recteur, se faisait un devoir de venir ouvrir le bal et d'accompagner les étudiants. Il était très populaire parmi les étudiants, un peu moins face aux autorités.

CONCLUSION

L'ambiance qui a prévalu à Lovanium pendant ces festivités de l'année jubilaire atteste des bonnes relations belgo-congolaises parmi les acteurs de l'œuvre universitaire au Congo depuis l'époque coloniale malgré ses heurs et malheurs. Le professeur Crispin Mabika conclut en rappelant que la valeur réelle des projets est intimement liée au caractère durable des résultats.

L'œuvre universitaire au Congo perdure et continue à se structurer par des ajustements et des réformes régulières grâce à un partenariat constructif, dans le respect mutuel des rôles des acteurs et de leur identité. La relecture de l'histoire lors de ce jubilé jette la base d'un nouveau départ vers une plus grande maturité de l'UNIKIN et de l'œuvre universitaire en RDC. ■



7



8

PHOTOS : UNIKIN - LÉGENDES

- 1-2. Accueil des hôtes par M. le Recteur de l'université de Kinshasa et son comité.
3. A l'église Notre Dame de la Sagesse.
4. Discours de Mme Alexia Autenne, administratrice générale de l'UCL.
5. Discours du Pr Luc Sels, de la KUL.
6. Discours du recteur de l'Unikin, Jean-Marie Kayembe Ntumba.
7. Foire de l'entrepreneuriat des étudiants.
8. Moment de partage.

CENTENAIRE DU PREMIER VOL BRUXELLES-LÉOPOLDVILLE

Par Françoise Moehler - De Greef

Il y a cent ans, le 12 février 1925, un équipage belge, à bord d'un avion Handley Page W8F immatriculé O-BAHO, s'envole de l'aéroport de Haren pour effectuer la première liaison Bruxelles-Léopoldville par les airs. Première mondiale entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, cet exploit est réalisé en 51 jours. Cent ans plus tard, cette liaison ne prend plus que 8 heures.



Aux commandes, Edmond Thieffry (un pilote bruxellois qui s'est distingué durant la Première Guerre mondiale, chef du projet) accompagné du pilote liégeois Léopold Roger et du mécanicien hennuyer Joseph De Bruycker, tous deux « prêtés » par la toute jeune Sabena (fondée en 1923).

Celle-ci compte développer un réseau aérien à l'intérieur du si vaste Congo et prévoit d'y envoyer par bateau une petite dizaine d'avions (à remonter sur place). Thieffry en demande un pour réaliser une première liaison aérienne. La Sabena trouve le risque trop élevé mais le roi Albert I^{er} soutient Thieffry et va jusqu'à se porter garant de la valeur de l'appareil qui sera baptisé *Princesse Marie-José*, en hommage à sa fille.

En 1918, à son retour d'Allemagne où il était prisonnier de guerre, Thieffry travaille comme avocat sans toutefois renoncer à son intérêt pour l'aéronautique. Il nourrit un rêve ambitieux : établir une liaison aérienne avec la colonie belge. Son rêve peut enfin se ré-

aliser, grâce au soutien du roi Albert I^{er}. Thieffry, chef de projet, coordonne tous les aspects de ce vol historique et obtient l'autorisation d'utiliser toutes les installations militaires françaises dans leurs colonies africaines. Itinéraire prévu : Marseille (France), Oran (Algérie), Colomb-Bechar (Algérie), Gao (Mali), Fort-Lamy (N'Djaména au Tchad), Bangui (République centrafricaine) et Coquilhatville (actuelle Mbandaka au Congo).

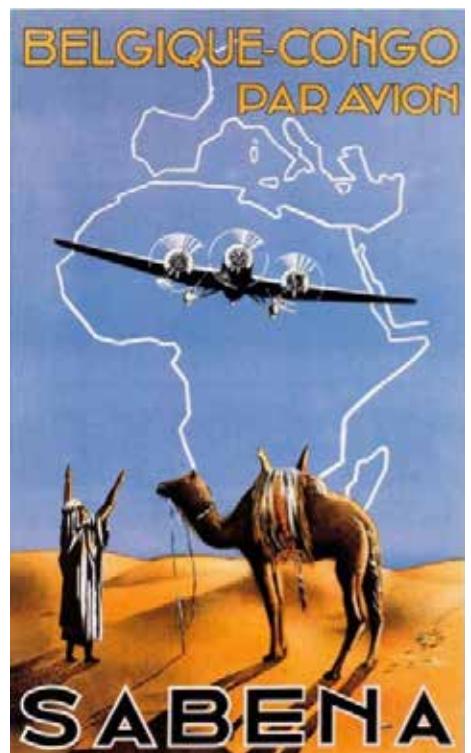
Le *Princesse Marie-José*, comme les avions de l'époque, est à cockpit ouvert et l'équipage doit affronter, sans protection, le froid européen de ce début d'année et les chaleurs du Sahara. La navigation se fait alors principalement à vue, avec l'aide de boussoles et de points de repère portés sur des cartes.

Le Handley Page, avion britannique mais construit en Belgique par la Sabca, peut atteindre les 140 km/h. Huit escales en autant de jours devraient suffire pour parcourir les 8 300 km séparant Bruxelles de Léopoldville, soit 75 heures de vol effectif. Les trois hommes mettront... 51 jours, avec de nombreuses mésaventures, cinq atterrissages d'urgence en raison de problèmes techniques et de conditions météorologiques difficiles, une hélice cassée qui ne sera remplacée qu'après 18 jours, etc. L'avion atterrit finalement à Léopoldville le 3 avril 1925, 44 jours plus tard que prévu.

Exploit sans précédent : la Belgique, avec cette première traversée réussie du désert du Sahara en avion, même si l'expédition s'égare à deux reprises, devance ainsi les grandes puissances comme la France et la Grande-Bretagne.

Ce n'est qu'au milieu des années 1930 que la Sabena établit une liaison régulière entre la Belgique et le Congo. Le 23 février 1935, un Fokker F.VII, immatriculé OO-AGH, ouvre la ligne et relie Léopoldville en 5 jours et demi (56 heures de vol effectif). L'avion est baptisé... *Edmond Thieffry* et n'emporte que des officiels de la Sabena. Le 8 mars

1935, un autre Fokker, baptisé *Léopold Roger*, prend la même direction. A son bord, les deux premiers voyageurs réguliers de la ligne.



Le réseau africain restera une destination majeure pour la Sabena jusqu'à sa faillite en 2001, puis pour Brussels Airlines qui opère 56 vols hebdomadaires entre Bruxelles et l'Afrique durant la saison estivale, dont un vol direct quotidien vers Kinshasa. ■

Sources : *La Libre Belgique*, *Le Soir*, *Philanews*.

**Là où d'autres voient
l'impossible, les
pionniers tracent leur
route dans le ciel.**

COOPÉRATION BELGE (2)

Cadre actuel

Par Françoise Moehler - De Greef

LES TROIS PILIERS DE LA COOPÉRATION BELGE

La coopération belge au développement repose sur trois piliers : **la coopération multilatérale, la coopération bilatérale (gouvernementale) et la coopération non gouvernementale**, auxquelles s'ajoutent les acteurs périphériques.

L'aide publique au développement (APD) de la Belgique est loin d'atteindre les 0,7 % du Revenu national brut (RNB) préconisés par l'OCDE. En 2023, cette participation n'était que de 0,44 % avec une hausse de l'aide d'urgence plutôt que de l'aide structurelle. Le gouvernement Arizona entend à présent raboter cette aide de 25 %.

I. COOPÉRATION MULTILATÉRALE

La coopération multilatérale travaille essentiellement avec trois groupes de partenaires : l'Union européenne, les institutions et agences de l'ONU et les banques de développement.

La coopération multilatérale représente environ 40 % du budget de la Coopération belge (DGD).

▪ Union européenne, partenaire principal

Environ **30 % de l'Aide Publique belge au Développement** est acheminée via les institutions européennes.

L'UE et ses États membres sont les premiers contributeurs mondiaux à

l'Aide Publique au Développement (APD).

Les priorités de la Belgique sont :

- » le Pacte vert pour l'Europe, le climat, l'environnement et l'énergie,
- » la création d'emplois,
- » la numérisation,
- » les Droits humains et la gouver-

Nos solutions de développement



Paix et sécurité



Changement climatique et environnement



Inégalités économiques et sociales

Créer des environnements stables comme condition préalable à des perspectives de développement stable

Réduire les causes majeures profondes du changement climatique et accroître la résilience

Favoriser un développement économique inclusif, équitable et équilibré et réduire les inégalités

- Réforme du secteur de la sécurité (y compris la police de proximité)
- Justice équitable et inclusive
- Citoyenneté et participation

- Agriculture climato-intelligente et climato-résiliente, y compris gestion durable des forêts et des terres
- Gestion intégrée et durable de l'eau
- Croissance urbaine verte, y compris énergies renouvelables et écoconstruction

- Opportunités commerciales durables et création d'emplois décents
- Création de chaînes de valeur durables et équitables (agro-entreprises, gestion portuaire)
- Droits en matière de santé sexuelle et planning familial (She decides)
- Accès à des services de base de qualité (éducation, santé)
- Réduire la fracture numérique

nance démocratique,
» le Genre et la Jeunesse.

L'Équipe Europe réunit l'Union européenne, les États membres de l'UE – et leurs agences de mise en œuvre et banques publiques de développement – ainsi que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Elle a vu le jour pour garantir une réaction coordonnée et globale de l'UE et de ses États membres face à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences.

Cette nouvelle approche est rapidement devenue l'épine dorsale **de l'Europe dans le monde** (le principal instrument financier de la coopération internationale de l'UE de 2021 à 2027) et de sa programmation.

▪ Institutions et agences des Nations Unies

La coopération belge avec les institutions et organes de l'ONU se fait

principalement via un **nombre limité de programmes et agences** : PNUD, UNICEF, ONU Femmes, UNFPA, WHO, ONUSIDA, OIT, FAO, OHCHR, OIM, PNUE par des financements de base octroyés pour une période pluriannuelle.

Une coopération similaire existe avec un certain nombre d'autres partenaires multilatéraux en dehors du système des Nations Unies.

▪ BIO - la Société belge d'investissement pour les pays en développement

BIO investit dans des petites et moyennes entreprises, des institutions financières ou des projets d'infrastructure contribuant à l'évolution socio-économique des pays en voie de développement.

▪ Banques de développement

Grâce à la Banque mondiale et aux banques de développement, les pays pour lesquels les prêts ordinaires

s'avèrent trop coûteux peuvent emprunter des capitaux à des conditions avantageuses pour lutter contre la pauvreté et réaliser les Objectifs de développement durable (ODD).

Pour atteindre ces objectifs, un effort est fait pour **alléger la dette** de certains pays en concentrant les projets sur le développement **d'une économie durable et résiliente**.

La coopération belge au développement travaille avec 4 institutions financières internationales :

- » la Banque mondiale (en concertation avec le Service Public Fédéral (SPF) Finances),
- » la Banque africaine de développement,
- » la Banque ouest-africaine de développement,
- » le FMI.

▪ Acteurs humanitaires

La Belgique travaille avec divers partenaires humanitaires : ►



Mobilité humaine



Urbanisation



Responsabilité sociale

Développer des solutions triplement gagnantes et basées sur les droits humains pour les personnes déplacées

- Gouvernance de la mobilité humaine
- Protection et résilience dans les situations d'urgence et les situations de crise prolongées
- Tirer parti de l'engagement de la diaspora

Développer des villes -secondaires- durables et inclusives

- Plannification et gestion urbaines participatives intégrées (« smart citizens » créent des villes intelligentes)
- Infrastructures et services urbains durables (routes, gestion des déchets, santé urbaine)
- Cohésion sociale

Créer un soutien public

- Programmes de citoyenneté mondiale

Nations Unies, mouvements de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des ONG appartenant au système humanitaire international.

II. COOPÉRATION BILATÉRALE

Cette coopération consiste en « programmes ou projets dans un pays partenaire, financés par l'État belge, sur base d'une convention entre les deux pays ».

Elle se focalise sur 14 pays : 13 pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Burundi, République démocratique du Congo, Guinée, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal et Tanzanie) plus la Palestine.

En 2030, plus de 2,3 milliards de personnes, soit 27 % de la population mondiale, vivront dans des contextes fragiles, notamment sous la menace de conflits, de déplacements forcés, de pandémies, de l'extrémisme violent, de famines ou de catastrophes naturelles (OCDE 2018). Parmi les 14 pays partenaires de la coopération bilatérale belge, 12 sont dans la catégorie des pays les moins avancés et 8 sont des États fragiles.

A. La DGD

Direction générale du Développement du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement

La DGD est chargée de l'aspect stratégique de la politique de coopération : promouvoir la cohérence interne de la politique belge de développement et développer des propositions. Son comité stratégique est aussi chargé du dialogue institutionnel avec les différents partenaires de la coopération belge au développement. La DGD comprend également le Service de l'envoyé spécial Asile et Migration (ESMA).

B. ENABEL

Enabel est l'Agence de développement de l'État fédéral chargée de la mise en œuvre des programmes de développement international durable.

Enabel est un partenaire privilégié des gouvernements, des institutions

et de la société civile de ses pays partenaires. Ses atouts résident dans sa flexibilité, sa neutralité, son réseau, son expertise locale, son impact sur les populations, son innovation et sa capacité à connecter les actions aux niveaux local, national et international.

Son portefeuille s'est progressivement accru jusqu'à atteindre 500 millions € par an, dont 50 % proviennent de l'État belge.

L'expertise d'Enabel est reconnue mondialement avec une gamme de solutions éprouvées et un accompagnement centré sur le client pour répondre aux cinq grands défis qui touchent l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, à savoir :

- la paix et la sécurité,
- le changement climatique,
- les inégalités économiques et sociales,
- la mobilité humaine
- l'urbanisation.

Elle reste également un acteur actif sur les questions d'éducation et d'information à la citoyenneté mondiale.

Ses valeurs : engagement, respect, sens des responsabilités et intégrité.

Les principales orientations politiques de la Coopération belge au développement sont :

- **Le développement humain durable** par le développement socioéconomique et socioculturel, afin d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion et les inégalités.
- **Le renforcement des capacités des partenaires.**
- **La consolidation de la démocratie et de l'état de droit**, en ce compris la bonne gouvernance, le **respect de la dignité humaine, des droits humains** dans toutes leurs dimensions et libertés fondamentales.
- **La croissance économique inclusive, équitable et durable**, avec, en priorité, l'entrepreneuriat local, l'économie sociale et l'Agenda pour le **travail décent** de l'OIT.

Basée à Bruxelles, Enabel possède un bureau de représentation dans chacun

des pays partenaires. Avec 2 100 collaborateurs et collaboratrices, Enabel gère plus de 200 projets dans une vingtaine de pays, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Enabel a trois mandats bien définis.

1. **La mise en œuvre de la coopération bilatérale de la Belgique** (74 %).
2. **Le renforcement de l'impact de la Belgique en matière de développement international en exécutant des missions pour des mandants tiers, tant nationaux qu'internationaux** (par exemple, la Commission européenne, des États membres de l'UE et des agences de développement, des fonds internationaux, les régions...).
3. **Objectifs de développement durable** : Le gouvernement fédéral peut faire appel à Enabel pour la mise en œuvre d'actions dans le cadre de la consolidation de la société, la formation et la sensibilisation, la promotion du commerce équitable et durable, et de l'entrepreneuriat, la digitalisation en tant que levier de développement, les instruments de financement innovants et d'autres domaines dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) (4%).

Enabel optimise les efforts pour un développement qui intègre, dans toutes les phases du cycle de programmation, l'approche de droit, la dimension genre ainsi que les principes « **leaving no one behind** » et « **do not harm** » et l'intersectionnalité pour davantage d'inclusion.

Enabel reconnaît que le développement est un processus complexe, confronté à des contextes instables et incertains. Cela signifie que les processus et approches pour le **suivi, l'évaluation, l'apprentissage et la capitalisation** sont conçus suffisamment **flexibles** pour s'adapter aux différents contextes, et centrés sur les utilisateurs des produits de résultats. Les adaptations au contexte requièrent une **bonne compréhension des dynamiques locales**, des résultats escomptés clairement définis et des produits adaptables.

Une gestion performante basée sur les résultats



Enabel s'efforce avant tout de parvenir à des résultats sur le long terme. Cela signifie que chaque portefeuille pays, tout en étant limité dans le temps, contribue à une **vision à plus long terme**.

Enabel met l'accent sur la **redevabilité**

- Par une information constante sur les résultats qu'elle produit ;
- Par la prise en compte de l'avis des bénéficiaires finaux et leur participation ou représentation dans les différentes étapes du cycle de programmation ;
- En discutant des résultats de façon transparente avec les partenaires et les donneurs d'ordre et en impliquant toutes les parties prenantes tout au long des différentes phases du cycle.

Enabel définit et met régulièrement à jour sa **stratégie d'innovation** afin de fixer des objectifs, des ambitions et des orientations collectifs clairs. Toujours souple, cette stratégie laisse suffisamment de liberté et de place à l'entrepreneuriat.

Institué en 2003, le **Service d'évaluation spéciale (SES)** évalue toutes les activités de l'État reconnues comme aide publique au développement par l'OCDE. Sa principale mission est de planifier, exécuter et assurer le suivi

des évaluations. Il rend compte auprès du Parlement fédéral.

III. COOPÉRATION NON GOUVERNEMENTALE

La coopération non gouvernementale est légalement définie comme « la coopération, financée ou cofinancée par la coopération belge au développement, dans laquelle un tiers, qui n'est pas un État étranger ni une organisation multilatérale, répond de l'exécution des interventions de coopération au développement, sur la base d'un système réglementaire de subventions ou d'une convention ». Elle repose sur l'engagement de différents acteurs : principalement les ONG, mais aussi les établissements d'enseignement supérieur, les institutions scientifiques, les instituts de formation, les villes et communes, et les syndicats.

Bien que la coopération au développement soit une compétence fédérale, la coopération non gouvernementale est linguistiquement structurée : chaque communauté linguistique du pays possède ses acteurs.

En 2023, 94 organisations étaient considérées comme des Acteurs de la Coopération Non-Gouvernementale (ACNG) :

- **82 Organisations de la Société Civile (OSC)** (anciennement ONG), ASBL émanant du milieu associa-

tif belge en faveur de la solidarité internationale. Deux d'entre elles disposent de la double accréditation OSC et Coupole : 11.11.11 et CNCD-11.11.11.

- **3 Fédérations** : ACODEV (Fédération des ONG francophones), NGO-Federatie (ONG néerlandophones) et FIABEL (Fédération des Acteurs Institutionnels belges). Elles représentent l'ensemble des organisations accréditées, en fonction de leur catégorie et/ou de leur régime linguistique.

Les organisations coupole ou de réseau, dont le Centre national de coopération au développement (CNCD, en néerlandais NCOS) créé en 1966, en réponse à l'appel de la FAO pour éradiquer la faim dans le monde. Le CNCD organise les *Opérations 11.11.11* afin de récolter des fonds auprès de la population belge dans le but de financer des projets de développement dans le Tiers-Monde.

- **Acteurs Institutionnels (AI) représentés par Fiabel** : organisations fondées par un pouvoir public fédéral, communautaire, régional, provincial ou communal, ou contrôlées et/ou gérées directement ou indirectement par lui. Ils opèrent dans différents secteurs (éducation, santé, décentralisation et culture) et sont actifs dans différents pays. ►

→ Les établissements d'enseignement supérieur

La coopération universitaire est régie par six conventions qui s'accompagnent de plans quinquennaux, qui déterminent les objectifs et moyens prévus et jouent un rôle de relais entre les universités et hautes écoles belges et leurs homologues des pays partenaires.

→ Les institutions scientifiques

Les institutions scientifiques concernées ici sont l’Institut de médecine tropicale (IMT, Anvers), le Musée royal de l’Afrique centrale (MRAC, Tervuren) et l’Institut royal des sciences naturelles de Belgique (IRSNB, Bruxelles).

L’IMT développe et/ou entretient des partenariats avec des laboratoires, des instituts et des programmes de recherche de par le monde. Il contribue également sur le terrain dans le secteur de la santé.

La DGD soutient le **MRAC** pour ses activités de coopération qui lui permettent la diffusion des connaissances en Afrique auprès du public et du monde scientifique, contribuant ainsi au développement durable de l’Afrique.

L’IRSNB œuvre dans différents domaines : la recherche scientifique en sciences naturelles, l’expertise scientifique au service des autorités publiques, la conservation et la gestion des collections patrimoniales scientifiques, la diffusion de la connaissance scientifique auprès du grand public.

→ Les instituts de formation

L’Association pour la promotion de l’éducation et de la formation à l’étranger (APEFE) et la Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelings-samenwerking en Technische Bijstand (VVOB) ont pour objectif global la lutte contre la pauvreté par le renforcement (institutionnel, technique, administratif et de gestion) d’institutions étatiques, paraétatiques ou multilatérales localisées dans un pays en voie de développement à travers la formation.

→ Les villes et communes

Les villes et communes viennent en appui aux communes du Sud dans les pays prioritaires définis par la Belgique. Leurs associations respectives ont pour mission de soutenir les initiatives des communes wallonnes (Union des villes et communes de Wallonie - UVCW), bruxelloises (Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles Capitale - AVCB) et flamandes (Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten - VVSG) dans leurs projets de coopération.

→ Les confédérations syndicales

La convention signée par les trois confédérations syndicales vise au renforcement des organisations syndicales sur le plan du développement institutionnel, de l’indépendance, de la démocratie, dans le but de faire progresser la justice sociale. Les trois structures sensibilisent aussi leurs membres aux questions de coopération au développement.

Ce qui les unit, c’est leur position privilégiée en tant que partenaires de la coopération belge au développement, leur relation spéciale avec les gouvernements, tant en Belgique que dans les pays partenaires, leur forte focalisation sur la connaissance et la qualité, et leur recherche de solutions novatrices aux défis globaux et locaux.

Pour la période 2022-2026, ces acteurs accrédités mettent en œuvre une soixantaine de programmes individuels ou communs à plusieurs organisations. Ces programmes sont cofinancés par la coopération belge au développement à hauteur d’environ 1,245 milliard d’euros pour cinq ans.

ACTEUR PÉRIPHÉRIQUE

▪ La Belgian First Aid and Support Team (B-FAST)

B-Fast, a été créée en 2003 afin de mieux coordonner l'aide d'urgence de la Belgique. Près de 15 % du budget annuel de la coopération lui sont

consacrés. B-FAST dispose également de financements du ministère de la Défense, du SPF Intérieur, du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement, et du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement.

L'aide d'urgence est légalement définie comme « l'action consistant - pour tout envoi à l'étranger de moyens humains et/ou matériels - à évaluer au cas par cas en fonction de la spécificité de la situation du pays touché par la catastrophe ou la calamité ». Cette aide d'urgence est limitée à dix jours, sauf décision contraire du conseil de coordination.

Pour que B-FAST intervienne, une série d'éléments doivent être rassemblés : le désastre doit être d'ampleur, le pays sinistré doit avoir adressé une demande d'intervention à la communauté internationale, et il ne doit pas y avoir de conflit armé dans la zone d'intervention. Le Conseil des ministres est l'organe de décision.

Les interventions de B-FAST sont de cinq types : recherches et sauvetage de personnes, purification de l'eau, mise en place d'abris d'urgence temporaires, installation d'hôpitaux de campagne, gestion d'inondations. ■

Sources :

- *Sites Web des Affaires Étrangères (Diplomatie Belgium), d’Enabel, de CNCD 11.11.11.*
- *Conférence de Jean Van Wetter, directeur d’Enabel, au CRAOM*

**Donner un poisson,
c'est nourrir un jour ;
apprendre à pêcher,
c'est nourrir toujours.**

BASSIN DU CONGO : DÉCOUVERTES ET MENACES

Par Françoise Moehler - De Greef



Le WWF a publié en 2024 un rapport basé sur le travail de centaines de scientifiques issus d'universités, d'organisations de conservation et d'instituts de recherche à travers le monde entre 2013 et 2023 sur la biodiversité dans le bassin du Congo et les efforts de conservation en cours.

Surnommé le **poumon de l'Afrique**, le Bassin du Congo est le plus grand puits de carbone au monde. Il abrite également la plus vaste tourbière tropicale de la planète. Le fleuve Congo et ses tributaires s'étendent sur 4 700 km depuis son point le plus élevé dans la vallée du Rift Est-Africain jusqu'à son point le plus bas où il se jette dans le golfe de Guinée à Moanda, en RDC. Il a le deuxième plus grand débit au monde, après l'Amazonie, le deuxième plus grand bassin versant de tous les fleuves, derrière l'Amazonie, et est l'un des plus profonds du monde, avec des profondeurs supérieures à 220 m.

Un aussi grand bassin comporte bien évidemment des paysages et habitats extrêmement variés. Il abrite des cultures anciennes et certaines des premières preuves ar-

chéologiques de l'existence humaine. Il est habité par l'homme depuis plus de 50 000 ans. Il comprend environ 150 groupes ethniques différents dont les Pygmées, chasseurs-cueilleurs, qui possèdent une connaissance incroyable de la forêt, de ses animaux et de ses plantes médicinales.

Les vastes forêts du bassin du Congo constituent de puissants puits de carbone qui absorbent le dioxyde de carbone (CO_2) de l'atmosphère – un processus qui réduit la concentration globale des gaz à effet de serre et contribue à atténuer le changement climatique. En stockant de grandes quantités de carbone dans les arbres et le sol, ces forêts jouent un rôle crucial dans la régulation du cycle mondial du carbone et la réduction des émissions nettes de CO_2 .

Le bassin du Congo joue également un rôle essentiel dans la régulation du climat au-delà des canopées vertes de la forêt, en générant des précipitations jusqu'au Sahel et aux hauts plateaux éthiopiens, ce qui permet de subvenir aux besoins de 300 millions d'Africains ruraux.

S'étendant sur six pays (Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon et République du Congo), sa forêt tropicale couvre 200 millions d'hectares et assure la sécurité alimentaire des populations autochtones et locales (plus de 75 millions de personnes) tout en offrant un habitat crucial pour une extraordinaire biodiversité.

Au total, le bassin du Congo abrite 15 387 espèces de plantes vasculaires, dont 3 013 arbres, soit 5 à 7 % de la flore tropicale mondiale estimée. Ces forêts présentent le taux d'endémisme le plus élevé d'Afrique, avec

environ 30 % d'espèces endémiques. On y trouve également plus de 1 200 espèces d'oiseaux, 450 espèces de mammifères, 700 espèces de poissons, environ 280 espèces de reptiles et sans aucun doute des centaines de milliers d'espèces d'invertébrés.

On y trouve aussi nombre d'espèces en danger telles que les éléphants de forêt, les chimpanzés, les bonobos, les gorilles de plaine et de montagne, mais aussi l'okapi et le paon congolais. En plus de 400 autres espèces de mammifères, 1 000 espèces d'oiseaux, 700 espèces de poissons et un nombre incroyable de 10 000 espèces de plantes tropicales, dont 30 % sont endémiques.

DÉCOUVERTES DE NOUVELLES ESPÈCES

Au cours de la dernière décennie (2013-2023), plus de 742 nouvelles espèces ont été décrites par les scientifiques :

- 431 végétaux dont 14 nouvelles espèces d'orchidées, d'autres plantes à fleurs et de nouvelles espèces de café ;
- 140 invertébrés : fourmis, coléoptères, punaises, mouches, acariens, papillons de nuit, araignées et, pour la première fois, lucioles ;
- 96 poissons : poissons-chats, barbes, perches, clingfish (gobies), poissons électriques, killies, anguilles de marais et tétras ;
- 22 amphibiens : 3 espèces de grenouilles à griffes et un crapaud géant ressemblant de manière frappante à la vipère du Gabon ;
- 42 reptiles : 25 serpents (serpents aveugles, cobras, vipères des fossés), 10 geckos, 3 caméléons, 2 scinques, une tortue et un crocodile à museau fin ;
- 2 espèces d'oiseaux au moins dont un nouveau robin des forêts et une chouette ;▶

- 10 mammifères : une nouvelle espèce de singe, 4 musaraignes, 3 souris et 2 chauve-souris.

Un singe aux yeux humains. La nouvelle espèce de singe, *Cercopithecus lomamiensis* ou *lesula*, découverte dans le bassin de la Lomami, est particulièrement remarquable par ses yeux ressemblant à ceux des humains, un fond bleu et un cri très particulier. Connue des habitants, cette espèce est restée inconnue de la communauté scientifique internationale jusqu'en 2012. Les lesulas sont discrets et timides. Ils vivent souvent en petits groupes familiaux d'environ cinq membres.

Les découvertes s'étendent sur six pays : le Cameroun (238 espèces), la République Centrafricaine (25 espèces), la RDC (259 espèces), la Guinée Équatoriale (59 espèces), le Gabon (262 espèces) et la République du Congo (65 espèces).

MENACES MULTIPLES SUR LE BASSIN DU CONGO

La croissance démographique, la déforestation, le braconnage, les dérèglements climatiques, l'exploitation mi-

nière et les conflits constituent les plus grandes menaces pour ces nouvelles espèces, mais aussi pour les espèces emblématiques que sont les éléphants de forêt et les grands singes. Le plus grand pays de la région, la RDC, a perdu 9,9 % du couvert forestier entre 2001 et 2023 et 12,3 gigatonnes d'émissions de CO₂. La perte moyenne de la biodiversité est estimée à 79 %.

- **L'industrie du bois** couvre entre 44 et 66 millions d'hectares de forêt. 54 000 miles de routes ont été construites entre 2003 et 2018 pour les concessions forestières. Les bois tropicaux du bassin sont principalement destinés à la Chine.
- **La chasse** non durable de la faune pour la viande de brousse menace d'anéantir de nombreuses espèces. Rien qu'en RDC, plus d'un million de tonnes de viande de brousse sont consommées chaque année.
- La demande internationale d'**ivoire** se poursuit avec le risque d'entraîner la disparition des éléphants malgré le combat mené par TRAFFIC, le plus grand réseau de surveillance du commerce de la faune au monde.

En raison des menaces persistantes pesant sur le bassin du Congo, aujourd'hui 1 082 espèces sont considérées comme *Critiquement en danger*, *En danger* ou *Menacées* par l'IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature).

- **Les projets miniers** et leurs infrastructures routières ouvrent des zones auparavant inaccessibles aux braconniers. L'exploitation des ressources du sous-sol, avec la Chine en première ligne, menace également les écosystèmes et sont sources de tension avec les habitants (violations des droits des communautés locales au travail des enfants et aux conditions de travail dangereuses).
- **L'agriculture sur brûlis** et la dépendance au **bois comme combustible** (pour 80 % de la population) contribuent à la déforestation.
- **Les réfugiés** fuyant les conflits armés sont contraints de vivre de la

terre avec des impacts sévères sur les forêts et la faune.

La déforestation affecte non seulement la biodiversité, mais impacte également les **régimes de précipitations** à travers l'Afrique. Les effets aggravants du changement climatique exacerbent les menaces pesant sur le bassin du Congo, affectant sa biodiversité et les populations qui en dépendent.

À l'échelle mondiale, les forêts du Congo constituent un **immense puits de carbone**, piégeant du carbone qui pourrait autrement rester sous forme de dioxyde de carbone. Le bassin du Congo détient environ 8 % du carbone forestier mondial. Si ces forêts sont déforestées, le carbone qu'elles piègent sera libéré dans l'atmosphère. Les prévisions concernant la déforestation non maîtrisée estiment qu'en 2050, les activités en RDC libéreront environ la même quantité de CO₂ que le Royaume-Uni a émis en 60 ans. Les tourbières de la Cuvette Centrale couvrant un total de 145 500 km², contiennent 30 milliards de tonnes de carbone, soit l'équivalent de 20 ans d'émissions de combustibles fossiles des États-Unis.

Pour sauvegarder le bassin du Congo, il est essentiel de répondre à ces menaces par des efforts de conservation concertés, des pratiques durables et une coopération internationale. ■



2



3



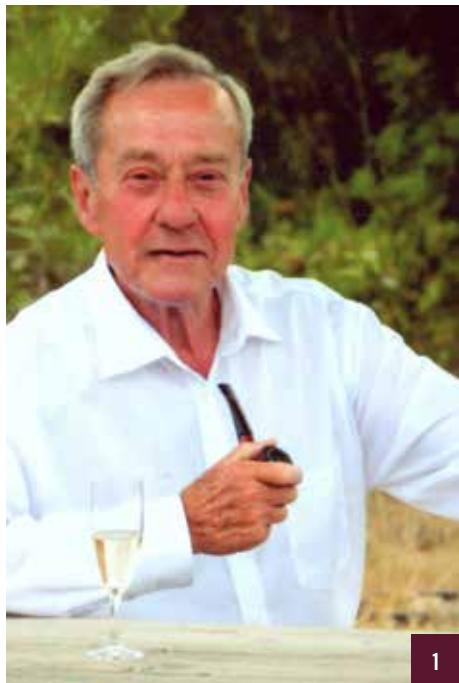
4

LÉGENDES PHOTOS

1. Rapport WWF.
2. Lesula aux yeux humains.
3. Crocodile au museau fin.
4. Grenouille à griffes.

DOCTEUR JEAN-FRANÇOIS RUPPOL

Par le Docteur Pol Jansegers



1

Jean-François Ruppel a été un très grand ami, un homme exceptionnel par ses compétences multiples, mais surtout un homme de terrain intrépide et infatigable, impliqué dans de nombreuses actions d'urgence souvent dangereuses.

Jean-François est né à Gombe Matadi en 1939. Après sa scolarité au Congo, il part en Belgique en 1958 pour ses études de médecine, qu'il termine avec grande distinction en 1966. (Il était rentré au Congo en 1965 pour son stage de médecine tropicale à l'Université Lovanium.)

De 1966 à 1976, il est médecin pour la société sucrière à Kwilu-Ngongo et ensuite coopérant à Kimpangu, dans la province du Bas-Congo. A ce poste, il était le seul médecin pour un hôpital de 350 lits et une population estimée à plus de 100 000 personnes.

En 1976, Jean-François est nommé conseiller médical à l'Ambassade de Belgique, et devient chef du secteur médical de la coopération belge au Congo jusqu'en 1989.

A ce titre, il était Médecin-chef du Bureau Central de la Trypanosomiase

(maladie du sommeil). Il coordonne la lutte contre cette maladie sur toute l'étendue du territoire zairois, et est responsable de 25 unités mobiles spécialisées, chargées d'effectuer un dépistage actif des malades par recensement des populations dans les foyers les plus virulents. Mais il était aussi chargé de la coordination et de la supervision de nombreux projets dans le domaine de la santé, parmi lesquels :

- Le Laphaki, unité de conditionnement et d'analyse de médicaments essentiels ;
- Le Bureau National de lutte contre la Tuberculose ;
- Le Projet SIDA, un projet international (Zaïre, États-Unis d'Amérique et Belgique) ;
- Le projet *Santé pour tous à Kinshasa*, chargé de programmer et de développer les soins de santé primaires dans la capitale ;
- Le Fometro (Fonds Médical Tropical), une asbl qui a le quasi-monopole pour la mise en œuvre des projets de la Coopération Technique Belge (CTB), dont il est administrateur et Secrétaire général de 1995 à 2002 ;
- etc.

Il est également intervenu directement dans de nombreuses situations d'urgence :

■ L'épidémie de Fièvre d'Ebola à Yambuku en 1976. Il s'agissait d'un virus inconnu, qui s'est révélé par la suite un des plus meurtriers de l'histoire. Il est parti, à ses risques et périls, sur les lieux de l'épidémie pour comprendre ce qu'il se passait, prodiguer des conseils au personnel soignant et à la population. Des prélevements de sang furent ramenés à Kinshasa puis envoyés à Anvers et au CDC Atlanta où le virus fut identifié.

- En mai 1978, à l'occasion des évé-

nements tragiques de Kolwezi, au Shaba, il a participé à l'identification de toutes les victimes expatriées du conflit armé, une expérience très difficile.

- En 1994, pendant le génocide des Tutsis rwandais, il accomplit une mission au Burundi et au Rwanda dans le cadre de l'action humanitaire, puis une deuxième mission de juillet à septembre, à Goma, à Bukavu et à Nyundo, avec la collaboration de Zaïrois et de bénévoles rwandais, pour le ramassage des cadavres, la gestion de camps de réfugiés à Bukavu, les services de santé, les services sociaux, et le suivi nutritionnel avec distribution de nourriture.
- Il est également intervenu directement lors des épidémies de choléra en 1978 (Kivu et Shaba), 1979 (Kinshasa) et 1982.▶



2



3

Pendant toutes ces années, mais en particulier de 1976 à 1982, Jean-François a participé, avec d'autres experts zaïrois et étrangers, à l'élaboration de la politique nationale de santé du Zaïre, basée sur la priorité à accorder aux soins de santé primaires et à l'organisation de zones de santé.

En 1982, son passage de 6 mois à la direction de l'hôpital Mama Yemo, hôpital de 2 000 lits au cœur de Kinshasa, doit aussi être considéré comme une urgence, puisqu'il répondait à la demande expresse du président Mobutu à la suite d'un mouvement de grève des médecins (et l'emprisonnement d'une centaine d'entre eux !).

C'est à cette occasion que Jean-François, accompagné du chef de la CTB, est venu à Kikwit pour me proposer ce poste à plus long terme. Dans le même temps, un autre hôpital de Kinshasa réclamait un médecin-directeur. Les deux chefs me laissèrent le choix de l'un ou de l'autre. C'était une marque de confiance que j'ai beaucoup appréciée.

Sans me rendre compte de l'énormité de la tâche, j'avais opté pour l'hôpital social : Mama Yemo. Apprenant ma décision, Jean-François me fit cette remarque : « Je te félicite pour l'option choisie : ce ne sera certainement pas la plus facile, mais je serai là pour te soutenir. » Il a eu raison sur les deux points : ces 4 années à la tête de Mama Yemo auront été les plus difficiles de toute ma carrière de médecin. Mais Jean-François a tenu sa parole : il a toujours été là pour me guider, et me sortir des passages les plus pénibles, comme par exemple les convocations devant le service de Sécurité de l'État !

En plus de tout cela, Jean-François a participé, comme expert, facilitateur ou

professeur, à de nombreux colloques et séminaires nationaux et internationaux sur la lutte contre les grandes endémies et sur la gestion des services de santé dans les Pays en voie de développement. Il fut aussi l'auteur de nombreuses publications sur ces sujets.

En 1991, le président Mobutu met brutalement toute la coopération belge dehors, et tous les projets de coopération sont suspendus.

Beaucoup de coopérants réorientent leur carrière vers le Rwanda, et le Dr Ruppol devient Chef du secteur médical de la Coopération technique belge, près l'Ambassade de Belgique à Kigali (Rwanda). À ce titre, il est responsable, en concertation et en cogestion avec les autorités du ministère de la Santé, de l'identification, du développement, de la coordination, de la supervision et de l'évaluation permanente de 12 projets dans le domaine de la santé.

Il rentre en congé le 1^{er} avril 1994. Le 6 avril, le génocide dramatique débute au Rwanda...

En 2002, Jean-François est toujours administrateur et Secrétaire général du Fometro. En septembre 2002, il en devient l'Administrateur délégué, et continue à s'y investir, à partir de Bruxelles. Il prend sa pension en août 2004.

En conclusion, Jean-François a été vraiment la figure centrale de la coopération médicale belge au Congo, et a joué un rôle important dans celle du Rwanda. Il a toujours été un homme de terrain, et n'a jamais hésité à s'impliquer dans les opérations, aussi risquées fussent-elles pour sa propre vie. Certaines de ces opérations méritent même d'être qualifiées d'héroïques ! ■



4



5



6

LÉGENDES PHOTOS

1. Portrait du Dr Ruppl
- 2 à 4. Dr Ruppol au travail
- 5-6. Dr Ruppol en famille

Un bon diagnostic vaut mieux qu'un mauvais traitement.

DR JEAN-CLAUDE WILLAME

(Evere, le 13 janvier 1940 - Woluwe-Saint-Lambert, le 15 janvier 2025)

Par Fernand Hessel

Jean-Claude vient de nous quitter, au terme d'une longue maladie contre laquelle il aura lutté jusqu'au bout, avec un courage exemplaire. Avec lui est partie une grande personnalité : conviviale (et pince sans rire à ses heures) durant ses temps de loisirs, sérieuse durant ses temps professionnels. Mari et père de famille plein d'attention pour les siens. S'il fallait retenir un seul qualificatif ce serait celui d'honnête homme, au sens noble du terme.

A cela s'ajoute en particulier qu'il était un fidèle des activités de Mémoires du Congo, du Rwanda et du Burundi. Mais ce n'est pas là la seule raison pour laquelle il est mis à l'honneur. La carrière de Jean-Claude offre un bel exemple d'un ancien du Congo belge qui a su harmoniser ses convictions coloniales, avec l'esprit critique qui sied à un universitaire, et son engagement au service du développement post-colonial du Congo.

Jean-Claude débarqua au Congo avec ses parents en 1951. Il fit ses humanités au collège Notre-Dame de Bukavu, à la suite desquelles il gagna Léopoldville pour y entamer des études de médecine, à Lovanium en 1958. Il y tomba sous le charme d'une étudiante en biologie, Betty De Backer, avec qui il entrera en justes noces en 1964, les événements de 1960 l'ayant conduit à poursuivre ses études de médecine à l'université-mère de Louvain.

En 1964 le couple regagna le Congo. Jean-Claude reprit le chemin de Lovanium pour y faire sa dernière année de médecine, et devenir aussitôt après assistant en médecine interne. Betty y entama une carrière d'enseignante. Durant cette période naquirent les deux enfants du couple : Philippe en 1965, Yannick en 1967, tous deux ayant tracé une belle carrière dans la vie active.

En 1969 ce fut le retour en Belgique pour permettre à Jean-Claude de se spécialiser en pneumologie.

En 1971 retour en Afrique comme coopérant médecin et début d'une belle et longue carrière de pneumologue, principalement au Congo devenu Zaïre sur ces entrefaites. Il travailla au Centre de Dépistage de la Tuberculose à Kinshasa, jusqu'en juillet 1990, qui sonna le glas de la coopération bilatérale directe. En marge de la direction du centre, il lança la Ligue Nationale Antituberculeuse, qui fonctionne encore aujourd'hui, grâce à sa chère amie, Mme Mabeluanga.

En coopérant dévoué, il commença ensuite une carrière plus internationale : au Burundi jusqu'en 1995, puis au Bureau régional de l'OMS à Brazzaville, pour revenir à Kinshasa en 1998 pour les deux dernières années de sa carrière. Le travail qu'il accomplit sous les tropiques pendant toutes ces années fut à tous points de vue exemplaire.

Le couple passa ensuite en Belgique sa retraite bien méritée, faite de voyages, de soirées entre amis, de parties de bridge et de plaisir familial. ■

LÉGENDES PHOTOS

1. Jean-Claude & Betty à la communion de Philippe
2. En opération de dépistage dans le Bandundu
3. Un moment de détente au bureau à Kinshasa
4. Avec ses collègues médecins
5. Photo d'adieu à ses collaborateurs en 1990



1



2



3



4



5

75 ANS DE VIE AFRICAINE (3)

Les guerres de l'ONU au Katanga (1961-1962)

Par J.C. Heymans & all (suite)

La sécession katangaise (1960-1963) est un épisode clé de l'histoire du Congo post-colonial. Elle fut proclamée le 11 juillet 1960 (11 jours après l'indépendance du Congo) par Moïse Tshombe, face aux troubles politico-militaires que traversait le Congo d'un Lumumba soupçonné de collusion avec le communisme international. Moïse Tshombe, conscient de la nécessité de collaborer avec la Belgique, demanda à celle-ci son appui technique, financier et militaire ainsi que son aide pour rétablir l'ordre et la sécurité. Suite à la mutinerie des soldats du camp Massart dans la nuit du 9 au 10 juillet qui fit 5 victimes européennes, Tshombe réclama une intervention militaire de la Belgique pour restaurer la situation et rétablir un climat de confiance. Le refus du Cartel Balubakat de participer au gouvernement katangais mit à mal la position de la Belgique malgré le soutien évident sur place des Européens et de leurs entreprises.

L'ONU envoya des Casques bleus dans une mission de maintien de la paix (ONUC), mais la situation se transforma rapidement en guerre ouverte contre les forces katangaises soutenues par des mercenaires européens. Après trois guerres (septembre et décembre 1961 et décembre 1962), le Katanga indépendant rendit les armes en janvier 1963 et réintégra le Congo.

Jean-Claude Heymans poursuit le récit de ses 75 ans de vie africaine en nous contant ce pan d'histoire du Congo post-colonial vu par la lorgnette de l'adolescent idéaliste qu'il était à l'époque. Son témoignage reflète bien l'engouement pour un Katanga indépendant qui rassemblait, dans un même élan d'enthousiasme, les jeunes Européens et les Katangais, qui y voyaient une voie pour construire ensemble un meilleur avenir. (FM)

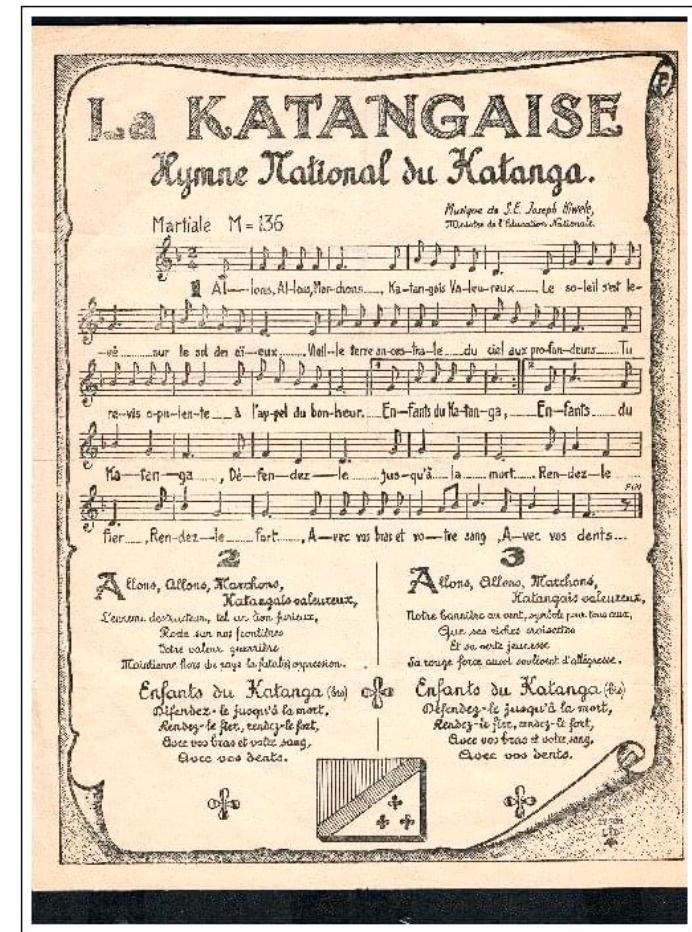
INTRODUCTION

Dans ce volet consacré aux guerres de l'ONU au Katanga, je ne m'étendrai pas sur les détails de ces évènements mais bien sur le contexte de mon vécu et de ma participation active de jeune volontaire.

Les atrocités commises par la soldatesque agissant sous la bannière de l'ONU furent décrites dans des livres documents : *46 hommes en colère - Violations par l'ONU au Katanga des*

Drs T. V. Vleurinck et Roger van Grunderbeeck, *Le Livre blanc du gouvernement katangais* ou encore *Katanga rouge* de Line Delière, infirmière de la Croix-Rouge, auxquels j'ai emprunté certaines photographies marquantes.

Emily Beauvent nous a aimablement confié une série de documents per-



Charmandcompany

www.delcampe.net



tinents et a revu objectivement mon texte. Qu'elle en soit remerciée ainsi que Thérèse Mac an Airchinnigh dont le grand-père, professeur à l'Université d'Elisabethville, a été assassiné par les soldats de l'ONU en 1961. Si certaines photographies peuvent paraître macabres, il m'a paru essentiel de les

présenter afin de rappeler les crimes commis. C'est un devoir de mémoire.

PREMIERS MÉFAITS

L'année 1961 qui suivit l'indépendance du Katanga fut marquée par l'arrivée de troupes de l'ONU sur la demande du gouvernement congolais. Le 21 février 1961, le Conseil de sécurité des Nations Unies avait en effet adopté la résolution 161 suite au rapport du 12 février décrivant l'apparition d'une situation grave au Congo Léopoldville. Les 5 membres du Conseil de sécurité étaient alors les Présidents Kennedy, Kroutchev, Mao Tsé-Toung, les Premiers ministres Michel Debré pour la France et Harold Macmillan pour le Royaume-Uni.

Le gouvernement sécessionniste de Moïse Tshombe avait accepté cette décision et accueilli les contingents militaires envoyés parmi lesquels des Irlandais, des Suédois, des Népalais (Gurkhas), des Indiens, des Éthiopiens et des Italiens pour le service médical.

Mais rapidement, des heurts survinrent entre les Katangais et les troupes de l'ONU. Le 30 août 1961, des femmes katangaises manifestèrent contre les troupes de l'ONU à Élisabethville. Elles considéraient l'ONU comme une force étrangère venant détruire leur nouvel État indépendant. Certaines de ces femmes ont affronté physiquement les soldats en leur lançant des pierres, en les insultant et en les frappant à coups de bâton.

L'opération **Morthor** fut déclenchée par l'ONU à Élisabethville le 13 septembre 1961 à 4h du matin. Les Suédois et les Gurkhas s'emparèrent des bâtiments de la poste et de la radio. Aucun prisonnier. Les Gurkhas balancèrent les blessés du haut du toit de la poste. Certains réussirent à s'en sortir et se réfugièrent dans les habitations voisines.

Cette première attaque généralisée fut accompagnée d'assassinats contre des civils et des brancardiers de la Croix-Rouge furent même mitraillés sauvagement et tués sans sommation. Quelques volontaires aidés de gendarmes (nom donné aux soldats katangais) arrivèrent sur les lieux et, du haut des bâtiments voisins, abattirent un petit nombre de soldats onusiens.

A Jadotville (Likasi), les gendarmes katangais appuyés par quelques mercenaires firent prisonniers une centaine d'Irlandais. À Éville les combats s'intensifièrent. Les Suédois baissèrent les armes, bientôt suivis par les Irlandais qui gardaient un tunnel routier sous le chemin de fer. Les mortiers de Bob Denard, un ancien commando de marine d'Indochine, firent des dégâts dans les rangs des troupes internationales de l'ONU. Des officiers français proches de l'OAS et envoyés en sous-main par la France pour aider le Katanga (Saint Paul, Badaire, Ropagnol, Faulques, Trinquier...) prirent part à cette victoire rapide. En réalité, la raison inavouée de cette intervention française était la richesse minière du Katanga.

Le colonel Muké, commandant de la gendarmerie katangaise, fut nommé Général. La population katangaise résista tant bien que mal. Nous, les jeunes volontaires, pour la plupart copains de classe, commencions à nous organiser en élaborant une stratégie adaptée aux circonstances et à la faiblesse de notre équipement.

Dans la nuit du 17 au 18 septembre 1961, l'avion qui transportait Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU, s'écrasa près de N'dola le long de la frontière katangaise dans des circonstances non encore élucidées. Un accord de cessez-le-feu fut signé le 21 septembre. Notre groupe continua à patrouiller discrètement dans les zones sensibles pour appuyer les gendarmes

katangais et aider la population civile. Mais ce n'était que partie remise !

Peu de temps après, O'Brien, le représentant de l'ONU basé au Clair Manoir à Éville, annonça son intention de soutenir l'invasion du Nord-Katanga par l'Armée nationale congolaise. Bien plus tard, il écrivit un livre *To Katanga and back* dans lequel il offre une perspective critique sur les opérations de l'ONU. Issu d'une Irlande encore marquée par son histoire avec l'Empire britannique, il voyait dans la sécession du Katanga un parallèle avec la situation irlandaise. Dans son livre, il laisse entendre que sa perception de la crise katangaise a pu être influencée par son propre héritage politique et idéologique. Ses détracteurs lui reprochent d'avoir adopté une posture trop idéologique, voire partisane, dans la gestion de la crise, ce qui a contribué à l'échec de sa mission onusienne.

APRÈS LE CESSEZ-LE-FEU

La Belgique, mal à l'aise, souhaitait un accord entre le Katanga et le Congo-Léopoldville. Elle accepta de rapatrier ses cadres militaires en mission au Katanga. Cette situation affaiblit le pouvoir katangais et désorganisa la gendarmerie. Notre petit groupe, livré à lui-même, se dispersa et se mit sagement en dormance. J'en profitai pour m'appliquer davantage à mes études. Curieusement, l'ambiance générale était à l'euphorie. On pensait que le Katanga avait gagné la guerre ! ►



1



2



3



4



5



6

Mais en réalité, l'ONU préparait une seconde action militaire afin de réduire la sécession katangaise. Des indicateurs (dont des officiers onusiens écœurés par le comportement de leurs compagnons) rapportèrent des indices d'une intervention possible avant la fin de l'année.

Nous apprîmes aussi que des officiers mercenaires étaient revenus discrètement de Rhodésie du Nord et qu'avec eux, certains Affreux - nom attribué aux mercenaires de toutes origines - avaient réussi à s'infiltrer à É'ville et Kolwezi. Des plans de défense furent élaborés et la réorganisation de la gendarmerie fut entreprise. Les habitants d'É'ville

refirent des provisions. En Rhodésie du Nord, les magasins de Bancroft, Kitwe et N'dola restaient ouverts le week-end afin de permettre aux Katangais de se ravitailler. L'entraide nous réconfortait. L'aide militaire reprenait aussi. Des camions Bedford transportaient des cargaisons d'armes et de munitions nuitamment car les troupes onusiennes ne s'aventuraient pas au-delà de 18h sur les routes de brousse. Nous fîmes quelquefois ce trajet mais, vu le danger, nous avons décidé d'arrêter nos interventions. Les avions Canberra de l'ONU s'étaient en effet équipés de viseurs nocturnes et un de nos camions fut pulvérisé. Le dernier Fouga Magister du Katanga causait périodiquement la panique au QG d'O'Brien et les Dove de reconnaissance katangais balançaient sur les troupes onusiennes des grenades dégoupillées contenues dans des verres à Simba. La Brasserie du Katanga n'avait jamais fait pareille consommation de verres à bière... Nos services de renseignements encadrés par des officiers français discrets arrêtèrent des espions indiens qui confirmèrent nos craintes. Une seconde guerre, plus brutale, était proche.

LE RÔLE DE L'ONU ET LA SITUATION AU CAMP BALUBA

Les Baluba sont une ethnie originaire du nord du Katanga et du Kasaï. Lors de la sécession katangaise en juillet 1960, ils se sont retrouvés en opposition aux forces de Moïse Tshombe, un descendant des empereurs lunda. De nombreux Baluba résidaient à Élisabethville et des rumeurs malveillantes les ont poussés à se regrouper dans un camp géré par les soldats de l'ONU qui ont utilisé leur présence comme un moyen de pression sur les Katangais, en empêchant leur dispersion et en maintenant un climat de tension. Dans ce contexte, les Baluba, affamés et entassés dans des conditions déplorables dans ce camp, ont commencé à se révolter. Certains Baluba ont attaqué des positions katangaises, des civils et même les forces de l'ONU. C'est donc un exemple des atrocités de la crise congolaise, où une population civile a été manipulée et sacrifiée dans un conflit politique et militaire. Une autre tragédie de la guerre du Katanga.

Le moral de l'ONU était au plus bas. Certains soldats désertèrent même...

La résistance katangaise s'organisait. Nous aussi. Les autorités nous conseillèrent de nous en tenir à une ligne de conduite modérée vu notre situation de jeunes étudiants. L'armée de la paix avait en effet prévenu que tout civil armé serait immédiatement fusillé !

Le 29 novembre 1961, suite à la disparition du commandant en second des Gurkhas, les forces de l'ONU détruisirent par la force des barrages de contrôle katangais. L'embrasement fut total. Les cellules dormantes furent réactivées et les mercenaires occupèrent les points stratégiques. Le commandement de l'ONU se déchaîna brutalement et perdit le contrôle de ses troupes. Des Katangais furent assassinés, les hôpitaux bombardés, les blessés alités achevés, des ambulances détruites et des otages fusillés : des procédés contraires aux conventions internationales ! Le Général de Gaulle fit même une intervention remarquée, traitant l'ONU de « machin ».

Cette seconde guerre, au cours de laquelle j'ai fêté mes 18 ans, dura du 4 au 19 décembre 1961.

LA REPRISE DES EXACTIONS

Mon père, ancien résistant, me conseillait en me donnant des indications sur les modalités qui devaient diriger nos opérations. Nous avons réussi à cacher nos actions à nos connaissances mais je soupçonne fort que certaines d'entre elles se doutaient de la nature exacte de mes sorties de jour et de nuit.

Cette guerre se transforma en une offensive générale contre le Katanga. Des avions Globemaster US déposèrent à la Luano, aéroport d'Élisabethville, 1 800 hommes de troupe. Les Canberra indiens et les Saab suédois attaquèrent massivement l'ensemble des infrastructures d'É'ville à savoir les hôpitaux, les écoles, la brasserie, les bureaux de l'Union Minière où s'étaient réfugiés des salariés... Des civils innocents furent tués. Face à ce massacre éhonté de citoyens sans défense, beaucoup de civils prirent les armes. Notre groupe s'étoffa de jeunes et de moins jeunes motivés et décidés à se battre. Des centaines d'Africains furent assassinés sans sommation. Des dizaines d'expatriés furent atteints par les tirs onusiens et achevés sans pitié. Le père

d'un ami fut touché par des éclats de mortier et mourut sous nos yeux. Des brancardiers et infirmiers bénévoles furent assassinés par les casques bleus qui brûlèrent les cadavres. Notre voisin Willy Alazraki fut blessé et achevé lâchement par les Éthiopiens alors qu'il allait chercher du pain pour ses enfants...

Nous perdîmes trois amis qui défendaient leur pays. Je citerai ici Jean-Claude Lemmens, tué face à la gare du BCK et dont la photo me fut donnée par son amie Emily Beauvent. Il faisait équipe avec leur condisciple Crispin Lwambwa. Les avions d'attaque de l'ONU bombardaients sans distinction É'ville et les autres agglomérations du Katanga. Le Fouga Magister katangais décollait sans cesse de sa base secrète près de Kolwezi. Mais ses sorties héroïques ne purent neutraliser les attaques massives de l'adversaire.



7

Notre groupe s'affaiblissait. Nous étions atteints physiquement et moralement. Nos dernières sorties furent dédiées au tunnel qui reliait la ville aux quartiers Bel Air et Ruashi. Camouflés sous deux wagons, nous avons aidé les gendarmes et quelques mercenaires à faire face aux attaques onusiennes qui utilisaient les grands moyens pour nous déloger. Nous avons subi dans un premier temps une pluie d'obus de mortiers et d'armes de tous calibres. Malgré notre courage, nous n'avons

pas pu faire face indéfiniment. Le commandement de l'ONU décida d'envoyer ses avions. Une roquette percuta le wagon qui nous abritait. Sous la violence du choc, il se coucha heureusement sur le flanc dans un bruit infernal de tôles déchirées.

Le cessez-le-feu fut ordonné le 20 décembre 1961 par le nouveau Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur U Thant, qui réagissait enfin aux multiples plaintes des nations horrifiées par les massacres de civils innocents. Le contingent éthiopien refusa d'obéir et se mutina. Les massacres reprirent de plus belle. Nous fûmes obligés de reprendre les armes et les Éthiopiens « rebelles » se rendirent aux troupes loyales de l'ONU !

Dans la nuit du 31 décembre 61 au 1er janvier 62, l'armée nationale congolaise, qui occupait le Nord-Katanga sous le contrôle tacite de l'ONU, massacra sans raison dix-neuf missionnaires belges et hollandais et deux civils. À Gentinnes (Brabant wallon, Belgique), une chapelle **Mémorial Kongolo** perpétue la mémoire de ces martyrs et de tous les missionnaires de toutes nationalités (217 noms) qui ont perdu leur vie de 1962 à 1964.

L'époque 1960-1961 fut une période charnière qui vit l'adolescent que j'étais devenir, bien malgré lui, un jeune homme meurtri par les épreuves traversées. En deux ans, j'étais passé de l'adolescence insouciante et heureuse à l'âge adulte. J'avais l'impression que le monde allait trop vite. Trop d'émotions et de souvenirs pénibles... Je voulais tourner la page et me concentrer sur ma formation universitaire. Les troupes onusiennes, calmées, se faisaient discrètes mais nous savions qu'elles continuaient leur travail de sape ! Les incidents se multipliaient entre la gendarmerie katangaise victorieuse et les troupes internationales de l'ONU. Le Katanga vivait ses dernières heures...

L'hallali fut donné brutalement en décembre 1962. Les troupes onusiennes, encouragées par l'appui logistique massif des États-Unis, déferlèrent sur la ville. Il fallait en finir avec cette sécession rebelle et récupérer ses richesses minières ! Les gendarmes katangais et les quelques mercenaires qui les encadraient se défendirent avec

courage. Les Saab suédois se remirent à mitrailler et à bombarder sans discernement. L'ONU devait réduire définitivement la sécession katangaise et ce, en contradiction avec les Conventions Internationales. Ils installèrent leurs obusiers en périphérie de la ville. Les opérateurs tiraient continuellement par salves de trois obus espacées de 4 secondes. Nous suivions le mot d'ordre de nos autorités qui nous demandaient de faire le mort ! Il était effectivement ridicule de s'exposer à cette pluie aveugle de bombes. Je devais rester en vie pour continuer la lutte autrement et assurer mon avenir.

LA FIN

A l'ONU, le plan U Thant devait être mis en œuvre « sans tarder ». Le président Moïse Tshombe, chef du gouvernement katangais, avait pris acte du plan élaboré par le secrétaire général de l'ONU qui prévoyait l'intégration du Katanga dans un Congo fédéral.

Un communiqué publié par M. Ralph Bunche, sous-secrétaire général de l'ONU, indiquait en effet que, bien que la réponse katangaise devait être examinée avec le plus grand soin, elle serait interprétée comme une acceptation. Le Président Tshombe se réfugia à Kolwezi et quitta finalement le Katanga le 8 février 1963. La proposition d'un État fédéral fut abandonnée...

« Inchi yetu » (notre pays) avait vécu !

CONCLUSION

La chasse aux sorcières pouvait commencer ! L'Armée Nationale Congolaise s'en est chargée avec l'aide efficace de l'ONU... Des civils sans arme furent arrêtés et torturés en brousse. Les troupes onusiennes profitèrent de cette situation chaotique pour piller les villas inoccupées. Des dizaines de réfrigérateurs, de postes de télévision, ►



8

d'appareils ménagers, de vêtements et autres biens prélevés furent ainsi acheminés par trains entiers vers le port de Dar-es-Salam, en Tanzanie. Les gradés, plus influents, affréraient des avions cargo vers leur pays. En toute impunité ! Après avoir massacré et violé la population civile et détruit les infrastructures socio-économiques, les troupes onusiennes organisaient, sous la couverture de leurs supérieurs, le pillage systématique du vaincu. Ce fut le coup final qui mit fin au respect que le monde avait alors de cette *armée de la paix* !

Ces activités, qui allaient à l'encontre des Conventions de Genève et des Droits de l'Homme, ont cependant eu

un résultat positif. Depuis lors, l'ONU n'a plus le droit d'intervenir dans un conflit local mais seulement de s'interposer. Ce fut peut-être la victoire la plus retentissante du Katanga... Décision certes louable mais qui posa de sérieux problèmes lors d'événements ultérieurs, notamment au Rwanda, en République Démocratique du Congo, en Yougoslavie, au Liban... où les troupes de l'ONU se limitent à observer les conflits en s'interposant pacifiquement. Leur tâche se résume essentiellement à compter les morts de part et d'autre. No comment ! ■

LÉGENDES PHOTOS
(JC HEYMANS, FAMILLE DRESSEN)

1. Dag Hammarskjöld et Moïse Tshombe.
2. Blindés onusiens face à la poste.
3. Poste portant les traces de balles.
4. Véhicules détruits.
- 5-6. Photos de victimes extraites du *Livre Blanc du Katanga*.
7. Jean-Claude Lemmens (photo E. Beauvent).
8. Radio Katanga devant laquelle un charnier fut retrouvé.

A suivre : (4) L'après-Katanga

NDLR : ASSASSINAT DE REPRÉSENTANTS DE LA CROIX-ROUGE.

Parmi les exactions les plus marquantes de l'époque, en violation flagrante des articles de la Convention de Genève, rappelons **l'assassinat par les Éthiopiens le 13 décembre 1961 du Délégué du Comité international de la Croix-Rouge, le Suisse Georges Olivet, l'ambulancière-infirmière volontaire belge Nicole Vroonen-Van Raemdonck et l'ambulancier-conducteur néerlandais Styts Smelding** disparus, lors d'une mission du côté de l'hôpital universitaire transformé par les Éthiopiens en QG, dans une ambulance bien identifiée de la Croix-Rouge et dont les corps n'ont été retrouvés que le 23 décembre 1961 sur une piste de brousse près de l'ancien aéroport désaffecté. Les trois corps étaient allongés dans un petit fossé sous une fine couche de terre. Sur la poitrine de Georges Olivet avait été placé son fanion officiel du CICR. L'accès du site fut interdit aux journalistes et photographes. L'ambulance, incendiée et portant des traces de mortier et de balles, ne fut jamais remise aux enquêteurs civils. L'Onuc de son côté ne diligenta aucune enquête, ne disposant soi-disant pas sur place de l'appareil judiciaire et technique adéquat. A la demande expresse du président du CICR, M. Boissier, une commission d'enquête mixte ONU-CICR fut mise sur pied dont les résultats furent néanmoins tenus secrets, l'ONU ayant indemnisé les familles des trois victimes. Le CICR conclut : « Bien que la commission se soit trouvée dans l'impossibilité de faire toute la lumière sur ces points de son enquête et d'établir les responsabilités individuelles, le résultat de l'examen scientifique de l'ambulance et des corps lui a permis, néanmoins, de faire quelques constatations indiscutables. Il en résulte, en particulier, que les occupants de l'ambulance ont été abattus par des balles tirées à courte portée, alors qu'ils étaient hors de l'ambulance et que celle-ci était arrêtée. Le véhicule a ensuite été atteint de deux fusées de bazooka. Les examens médico-légaux et balistiques ont, d'autre part, prouvé que les projectiles qui ont causé la mort des victimes, ne provenaient pas de munitions utilisées à l'époque par les forces katangaises. »

Il est évident que Georges Olivet gênait par les différentes enquêtes qu'il menait, au Congo d'abord, au Katanga ensuite, sur les personnes disparues et les exactions imputées à l'Onuc dont le bombardement d'un hôpital isolé, éloigné de toute installation militaire et dépourvu de valeur stratégique. Bavure ou meurtre prémedité ? La question demeure...

Source : *Biographie belge d'Outre-Mer - Tome VII fascicule B - Georges OLIVET (Nicole VROONEN-VAN RAEMDONCK - Styts SMELDING)* - pages 278 à 287 - document rédigé par Jean Sohier, juge à Élisabethville, le 27 août 1974.

Par l'arrêté 11/2 du 6 janvier 1962 publié au Moniteur Katangais n° 2 du 15 février 1963, le Président Moïse Tshombe nomma, à titre posthume, Commandeurs de l'Ordre du Mérite Katangais, les trois victimes « tuées en service commandé ».

La médaille Florence Nightingale, la plus haute distinction attribuée à une infirmière, fut décernée le 12 mai 1963 à Nicole Vroonen-Van Raemdonck.

ÉCHOS DES VENDREDIS, FORUMS ET CONSEILS D'ADMINISTRATION

- Les Forums se poursuivent en virtuel avec de plus en plus de participants au Congo. Les sujets abordés, fouillés et riches en diversité, permettent de mieux nous connaître et nous comprendre dans nos us et coutumes, traditions et cultures.
- Les journées de projection se déroulent le vendredi dans le nouveau bâtiment du MRAC. L'excellente moambe d'Yves Hofmann nous est servie à quelques km de là (Zaal De Vos, St Pauluslaan, Tervuren-Vossem). Détails sur les invitations et sur le site web. Co-voiturage assuré.
- La plupart des témoignages et conférences peuvent, par la suite, être retrouvés sur le site web de Mémoires du Congo.

ECHOS DES JOURNÉES DE MDC

(*Fernand Hessel - Françoise Moehler*)

Vendredi 14 février 2025

(94 participants)

- Témoignage : d'Oscar Libotte
- Conférence : Coopération universitaire belge en RDC, de 1964 à aujourd'hui, par le Pr Hugo Gevaerts

■ Témoignage

Oscar Libotte a rejoint l'Otraco (Office d'exploitation des transports coloniaux) peu après sa création. Il nous décrit le développement de cette importante société qui avait à son service plus de 30 000 personnes. (Témoignage enregistré en octobre 2010). Ce document met en évidence le travail de pionniers qui a permis de construire et faire opérer le titanique réseau de communication fluvial au Congo. Des services d'études, la formation des cadres, les investissements, l'organisation et la discipline, les capacités d'adaptation exceptionnelles du personnel.

■ Conférence « Coopération universitaire belge en RDC de 1964 à aujourd'hui » par le Pr Hugo Gevaerts

S'il est un Belge qui incarne parfaitement la transition entre le Congo belge et le Congo indépendant, plus précisément entre l'action colonisatrice et la coopération au développement, c'est bien le professeur Hugo Gevaerts¹. L'Amicale spadoise des Anciens d'outre-mer, dont Hugo et sa femme Manja sont membres actifs, lui a demandé de parler de la coopération belgo-congolaise au plan universitaire.

Hugo est né le 13 juin 1937 à Stanleyville où son père, diplômé de l'Université coloniale d'Anvers, officie comme agent territorial. Il passe la guerre en Belgique puis retrouve sa famille au Congo belge en 1947, à Costermansville (pas encore rebaptisée Bukavu), où il accomplira ses études secondaires, au collège des Jésuites.

En 1957 il regagne la Belgique pour y entamer des études supérieures en biologie. Vingt ans plus tard, le Congo se réveille en lui et il met le cap sur Stanleyville devenu Kisangani.

Professeur puis doyen à la faculté des Sciences de l'Université de Kisangani, il est convaincu qu'il n'est pas de développement possible sans intégration de toutes les composantes de la société : recherche scientifique, scolarisation des enfants, formation des adultes, vie associative, protection de la nature. Il fait du service à la population son idéal quotidien, condition sine qua non d'un développement durable. Il n'a de cesse de former ses doctorants dans le sens d'un développement pratique apte à réduire la pauvreté, à assurer une saine alimentation, à protéger la forêt...

Il inspire la fondation de l'asbl Kisangani, qui édite un magazine trimestriel dénommé *Boyoma* (le surnom de Kisangani). Asbl évoquée en fin de conférence et développée dans la revue *Contacts*, incluse dans le présent magazine. Nous renvoyons au riche site web de cette association pour ceux qui souhaitent



s'informer plus avant et pourquoi pas en soutenir les projets : <https://kisangani.be/fr/notre-histoire/>

Le Pr Dr Hugo Gevaerts illustre son exposé par des tableaux mis à disposition par le VLIR (Vlaamse Interuniversitaire Raad) regroupant les universités néerlandophones et l'ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur de Belgique – ex-CIUF) regroupant les universités francophones, tableaux disponibles sur les sites propres de ces deux alliés de la Coopération belge au Développement.

Le conférencier présente les projets concoctés par les universités belges en synergie avec les universités congolaises : les montants engagés, les apports financiers consentis, et par la Coopération belge et sur fonds propres des universités partenaires, l'encadrement des projets, les résultats. ■ (FH)

1. Voir *Ik heb geleefd in het mooiste land ter wereld*, Biografische schets, Hugo Gevaerts & Roger Huisman, Kisangani vzw 2021

ÉCHOS DES FORUMS

(Marc Georges - Narcisse Kalenga - Françoise Moehler)

353 V du 29 novembre 2024
(présidé par Marc Georges)
51 participants (Belgique 11, USA 1,
Italie 1, RDC 38).

■ Centre Culturel de Kikwit

Jean-René Kwaka Mbangu présente brièvement un projet de création d'un centre culturel à Kikwit. L'élaboration des statuts est en cours. Plusieurs activités sont d'ores et déjà programmées pour l'année prochaine, entre autres dans le but de commémorer la mémoire des victimes de l'épidémie d'Ebola qui a frappé Kikwit en 1995.

■ Prochain forum dirigé depuis Lubumbashi

Le prochain forum, le 24 janvier prochain, sera organisé et présidé par le Professeur Narcisse Kalenga Numbi, professeur et chercheur à l'université de Lubumbashi, dans une perspective d'alternance.

■ Présentation d' Henri Chalon, nouveau participant au forum

Né au Congo, il y est retourné après ses études universitaires en Belgique. Il a dirigé 12 ans, pour compte de l'Awex, la Zone Afrique, Proche et Moyen Orient. Il gère une asbl chargée d'implanter des installations de petites unités de production d'eau potable en Afrique de l'Ouest.

■ Association Altec présentée par Jean-Paul Rousseau

Altec est une ONG de développement œuvrant depuis Kinshasa, Goma et Lubumbashi auprès des populations vulnérables des pays du Sud via des projets de formation technique et professionnelle.

■ Publications de Marcel Yabili

Marcel Yabili présente ses dernières publications dont un ouvrage consacré à Joseph Kiwele (1912-1961), organiste et compositeur, ministre katangais de l'éducation nationale.

Il exprime son regret de constater la disparition de plusieurs éléments du patrimoine artistique de la RDC.

■ Incendie à l'UNILU

Marc Georges commente l'incendie survenu dans les locaux de l'UNILU à Lubumbashi, avec comme conséquence la perte de tout le patrimoine cartographique.

■ Déménagement de l'association Madose à Mwene-Ditu

Odon Mabele évoque les mesures prises par la mairie de Mwene Ditu entraînant l'expulsion de l'association Madose pour cause de destruction du bâtiment qui l'abritait, la contraignant à emménager en catastrophe dans les locaux de la bibliothèque Macri.

■ 55 ans de l'asbl Congo Dorpen (<https://congodorpen.be>)

Najla Mulhondi annonce une célébration de cet anniversaire le samedi 30 novembre et expose les missions de cette ONG œuvrant en RDC, avec le CDI Bwamanda, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'entrepreneuriat.

352 V du 24 janvier 2025 (présidé par Narcisse Kalenga Numbi)

36 participants (Belgique 9, USA 1, RDC 25)

Le Pr Narcisse Kalenga, Dr en information/communication issu de l'ULB, professeur et chercheur à l'UNILU..

■ Présentation des invités

Mandela Kaumba, Dre en Histoire/Histoire de l'Art et Archéologie, professeure à l'université de Lubumbashi.

Pr Guillaume Nkongolo, Université de Lubumbashi

Le Dr. Cyril Kyungu, médecin à Kikwit depuis 31 ans.

Jean Robert Mumbimbi, également depuis Kikwit.

■ 4 janvier « Journée dédiée aux Martyrs de l'Indépendance en 1959 ».

Le triste bilan de cette journée fut de 47 victimes, suite aux débordements d'une manifestation de rue pourtant interdite ainsi qu'à un match de football houleux au stade de la capitale. Événements rapportés dans un livre de Justine Kasa-Vubu et dans plusieurs ouvrages de Marcel Yabili sans toutefois que les noms des victimes soient relevés. Également dans *Histoire d'une mutinerie juillet 1960*, (Louis-François Vanderstraeten, Duculot, 1985).

■ L'AfricaMuseum de Tervuren, son objet et sa mission culturelle.

Cette institution scientifique sur l'histoire et la culture congolaise renferme des trésors culturels. Marcel Yabili exprime le souhait d'y voir un jour une section musicologie. R. Donge souhaiterait voir se développer la partie du musée postérieure à l'indépendance.

■ Centre socioculturel Mwanda-Mwanda.

Jean-René Kwaka Mbangu annonce le démarrage des activités le 15 mars prochain, dans le cadre de la célébration organisée pour le 55^e anniversaire de l'accession de Kikwit au statut de ville. Jean-René souligne le besoin de soutien financier et de partenaires pour réaliser ces activités. Le Dr Kiyungu appuie cette demande.

■ Énergie

Un article sur la puissance énergétique de l'Afrique met en lumière le paradoxe entre les ressources naturelles abondantes et le faible développement industriel. M. Yabili exprime son inquiétude face à l'absence de vision à long terme des autorités congolaises en matière de politique énergétique. ■

ÉCHOS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

CA du 20 janvier 2025

- MdC a souscrit à la **charte éthique** émise par le MRAC, condition requise pour la poursuite de notre partenariat. Éléments essentiels : la promotion de la culture africaine, un engagement sans failles dans la lutte contre le racisme et les discriminations.

■ Situation financière au 31.12.2024

Budget 2025

Nous clôturons 2024 en équilibre, grâce au don des Amitiés belgo-congolaises (association en liquidation).

La vente de livres a bien fonctionné, surtout à la fête et aux journées-rencontres avec Marcel Yabili et Justine Kasa-Vubu.

Cotisations : le nombre reste stable, plusieurs membres ont payé 100 €, cotisation d'honneur. La cotisation moyenne s'élève à 39,90 €. Nous ferons l'impassé sur la fête

annuelle en 2025 pour nous concentrer sur un évènement important en 2026, pour les 25 années de MdC.

■ Forum (Marc Georges)

Le forum du 24 janvier 2025 a été organisé et dirigé par le Pr Narcisse Kalenga Numbi de l'UNILU. Marc Georges l'a accompagné dans la préparation.

■ Journées de MdC (Etienne Loeckx)

La recherche de conférenciers pour l'année 2025 se poursuit, sous la direction d'Etienne Loeckx.

■ Visite de la délégation Tshokwe sous la conduite du roi Mwene Mwatshisenge, en avril 2025 (Felix Kaputu)

Les objectifs sont multiples : l'invitation à la cérémonie de réouverture du MusAfrica à Namur, l'accord de partenariat culturel avec l'AfricaMuseum, rencontres avec les Tshokwe

belges de MdC et les ressortissants Tshokwe de Belgique.

■ Réouverture du MusAfrica à Namur les 18, 19 et 20 avril 2025

L'organisation de cet événement majeur dans le monde culturel francophone et pour les relations avec l'Afrique est un grand défi. De nombreuses délégations Africaines sont attendues, coutumières et officielles. Nous apportons notre support aux organisateurs pour la réussite de cette réouverture qui se tiendra les 18, 19 et 20 avril prochains.

■ Signature d'une convention avec le MusAfrica pour l'utilisation croisée de notre documentation photographique.

■ L'Invitation du GC Shimunakanga au Kwiilu (du 31 mai au 7 juin) a dû être reportée vu l'évolution des tensions au pays. ■



Le Musée Africain de Namur entièrement rénové rouvrira ses portes le weekend de Pâques c'est à dire les 18, 19 et 20 avril.

BIBLIOGRAPHIE

Voir recensions complémentaires
sur www.memoiresducongo.be



N°31



La pureté et le relief des voix, le rythme soutenu et des percussions endiablées caractérisent la musique chorale africaine.

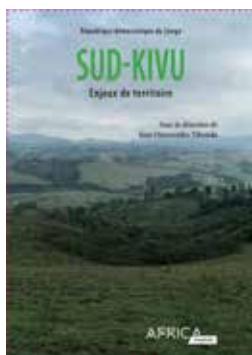
La chorale des Chanteurs à la Croix de Cuivre fut fondée par un moine bénédictin belge, le Père Anschaire Lamoral (1900-1950), plus que secondé par un musicien-organiste-compositeur très talentueux, Joseph Kiwele (+1961), qui reprit la direction de la chorale au décès de son fondateur.

Joseph KIWELE est le plus grand et le plus prolixe des compositeurs africains. Sa stature est rétablie par des partitions et paroles qui assurent la sauvegarde, la diffusion, l'exécution, l'interprétation et le rayonnement de ce patrimoine mondial.

Ce premier ouvrage est consacré aux chants qui accompagnaient les opérations traditionnelles d'extraction, de fusion, de forge et de façonnage du cuivre.

Avec, en bonus, l'écoute des enregistrements des célèbres Chanteurs à la Croix de Cuivre (QR code et partitions).

Joseph Kiwele : Chants de cuivre
Par Marcel Yabili
214 pages
ISBN-13 : 978-2383540229
Prix : 14,25 €



16^e volume des Monographies des provinces de la RD Congo, projet financé par la Coopération belge au Développement

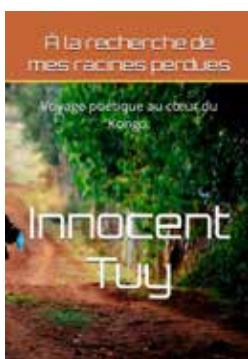
- Le premier tome se penche sur l'environnement naturel, les peuplements, l'exploitation économique et l'organisation politico-administrative du Sud-Kivu (185 groupements, 5 secteurs et, surtout, 18 chefferies) le Sud-Kivu reste marqué par l'existence d'une pluralité d'entités locales identitaires.
- Le second tome se consacre à l'évolution sociopolitique du Sud-Kivu comme territoire étatique. La conflictualité marque son évolution depuis l'indépendance du pays. D'abord avec la révolte des Lumumbistes dits Simba. Ensuite, sur base de la question identitaire autour de la présence des Banyarwanda.



Téléchargeable gratuitement sur : <https://www.africamuseum.be/fr/research/discover/publications/open-access/monographies-rdc>

Sud-Kivu - Enjeux de territoire
Jean Omasombo Tshonda (dir.) 2 tomes
ISBN : 978-9-4645-9617-5

Ou pour la version papier : publications@africamuseum.be



À la recherche de mes racines perdues
Par Innocent Tuy
80 pages
ISBN-13 : 979-8858389873
15 € version papier
5 € Kindle

Voyage poétique au cœur du Kongo.

Dans l'infini du temps et de l'espace, se cachent les vestiges de nos ancêtres. Des racines profondément ancrées dans la terre féconde de l'Afrique, le berceau de notre humanité. Ces racines, si longtemps négligées, sont pourtant vitales pour notre compréhension de nous-mêmes et de notre place dans ce vaste monde.

«A la recherche de mes racines perdues» est un recueil de poèmes envoûtants et passionnantes qui invite les lecteurs à un voyage vers notre héritage commun. À travers une exploration poétique, l'auteur nous entraîne dans un périple à la fois intime et universel, à la recherche de ces racines qui ont sculpté notre identité. Ce projet poétique a pour ambition de célébrer et de préserver les valeurs et les traditions africaines, souvent éclipsées par les tourments de l'histoire et les bouleversements du monde moderne.

Mais ce recueil, au-delà d'être une confession d'amour pour le Congo imaginé beau et paisible par l'auteur, nous incite à réfléchir à notre place dans la société africaine contemporaine et à trouver des réponses aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Les poèmes, par leur puissance évocatrice, nous rappellent la nécessité de préserver ces précieux héritages culturels tout en les adaptant aux enjeux actuels.

Gestion *non spéculative*



Plus de performance, moins de frais

Les fonds non spéculatifs peuvent rapporter annuellement 3% de plus



Moins de risque

Grande diversification sur tous les marchés actions et obligations



Pas de produits toxiques

Totale transparence

**Testez l'effet de la gestion
non spéculative sur vos actifs :**

REVUES PARTENAIRES



CALENDRIER DES ACTIVITÉS EN 2025

Pour toute insertion ou correction, téléphoner au 0496 202 570 ou écrire à fernandhessel@skynet.be

Associations	Revue	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ABC (Alliance belgo-congolaise - Kinshasa) - 00 243 904177421 - afatalitombo@yahoo.fr Président du comité de gestion : Litalombo Afata	Non												Sans information quant aux activités
AFRIKAGETUIGENISSEN Voir revue partenaire fungu24.air@gmail.com - Président : Karel Vervoort	Non												Sans information quant aux activités
AP-KDL (Amicale des pensionnés des réseaux ferroviaires Katanga-Dilolo-Léopoldville) - 04 253 06 47 Président : Luc Dens	Oui			9 A					6 E				11 E
ARAOM (Association royale des anciens d'Afrique et d'outre-mer de Liège) - 0486 74 19 48 en partenariat avec APKDL - Présidente : Odette François-Evrard	Oui					4 L			6 E		6 J	12 J	11 E
ASAOM (Amicale spadoise des anciens d'outre-mer de Spa) - 0496 20 25 70 Président : Fernand Hessel - Voir Revue partenaire Contacts	Oui					4 L							
CRAA (Cercle royal africain des Ardennes de Vielsalm) - 080 21 40 86 Président : Freddy Bonmariage - Voir Revue partenaire Niambo	Oui		26 M	27 AW	2 A	21 M	21 E						
CRAOCA-KKOAA (Cercle royal des anciens officiers des campagnes d'Afrique) 0494 60 25 65 Président : Claude Paelinck	Oui												Sans information quant aux activités
CRAOM - KRAOK (Cercle royal africain d'outre-mer), fondé en 1889 - www.craom.be Président : François Van Wetter	Oui	17 C	25 C	28 C	18 C		13 P		29 P				
CRNAA (Cercle royal namurois des Amis d'Afrique) - 061 260 069 - 081 23 13 83 Président : Jean-Paul Rousseau	Oui				13 AB								
CTM (Cercle de la Coopération technique militaire) Président : Jean-Pierre Urbain	Oui												Voir site propre
MABC Maison de l'amitié belgo-congolaise à Kinshasa Adresse provisoire : celiomayemba@gmail.com	Non												En constitution
MUSAFRICA (Musée africain de Namur) - 081 231 383 - info@museeafricain.be Directeur-conservateur : François Poncelet	Non				18 H								
MDC (Mémoires du Congo et du Ruanda-Urundi) - 02 649 98 48 Président : Thierry Claeys Bouhaert	Oui												Voir le programme dans le présent magazine et sur le site : www.memoiresducongo.be
MOHIKAAN (DE) (Vriendenkring West-Vlaanderen) - 059 26 61 67 robert.vanhee@telenet.be Président Bob Vanhee	Oui												
NIAMBO 0475 323 742 - niambo@googlegroups.com Présidente : Françoise Moehler - De Greet - fmoebler@gmail.com	Oui												Voir la revue partenaire propre dans le présent magazine
OMMEGANG - 02 759 98 95 asbl ABVO - www.Compagnons-Ommegang.com Président : Léon De Wulf	Oui		11 M		7 E	8 E 13 M 27 A	21	12 E 21 E	19 M	18 E			10 M 11 E 15 E 24 J
OS AMIGOS DO REINO DO CONGO Retrouvailles luso-belgo-congolaises au Portugal	Non												40 ^e rencontre 15 juin 2025
ROYAL CERCLE LUXEMBOURGOIS DE L'AFRIQUE DES GRANDS LAC Président : Roland Kirsch - 063 3879 92 - Voir revue partenaire Bulletin du RCLAGL	Oui												Voir la revue partenaire propre dans le présent magazine
SERVICE DE DOCUMENTATION MABELE (SDM) Superviseur : Odon Mandjwandju Mabele - Voir revue partenaire SDM	Non												Voir la revue partenaire propre dans le présent magazine
UNAWAL Union en Afrique des Wallons et Bruxellois francophones (depuis 1977) - Président : Guy Martin	Non	11											
URCB (Union royale des Congolais de Belgique) Fondée en 1919 - 0484 13 72 16 Présidente : Cécile Ilunga	Non												
URFRACOL (Union royale des Fraternelles coloniales) - Président : Philippe Jacquij													
URBA (Union Royale Belgo-africaine), ex-UROME fondée en 1912 Koninklijke Belgisch Afrikaanse Unie (KBAU) info@urba-kbau.be Président : Renier Nijskens - Voir revue partenaire	Non												Voir la revue partenaire propre dans le présent magazine
VVFP (ex-AMI-FP-VRIEND West-Vlaanderen) Vriendenkring Voormalige Force Publique 059 800 681 - 0474 693 425 - Présidente : Ann Haeck	Oui	8 U	9 A	12 U	2 U	7 U	4 U	2 U	6 U	3 U	1 U	12 U	3 U

A : assemblée générale/ en présence ou virtuelle - **B** : moambe - **C** : déjeuner-conférence - **D** : Bonana, cocktail de Nouvel An - **E** : journée du souvenir ou de l'amitié/ hommage/ commémoration, Te Deum / défilé - **F** : gastronomie - **G** : vœux, réception/ cocktail/ apéro - **H** : fête de la rentrée, fête patronale, fête culturelle, inauguration - **I** : invitation - **J** : rencontre annuelle, retrouvailles, anniversaire - **K** : journées projection(s), conférence(s), université d'été, webinaire - **L** : déjeuner de saison (printemps/été/automne) - **M** : conseil d'administration, comité de gestion, organe d'administration - **N** : fête anniversaire - **O** : forum (virtuel) **P** : voyage/activité culturelle/historique/film/théâtre - **Q** : excursion ludique, promenade, croisière - **R** : office religieux - **S** : activité sportive - **T** : fête des enfants, St-Nicolas - **U** : rencontre/ réunion mensuelle **V** : barbecue - **W** : banquet/ gala/ déjeuner / lunch / dégustation, drink, afterwork... - **X** : exposition - **Y** : jubilé - **Z** : biennale

MDC remercie d'avance toute association qui accepte de contribuer à la mise à jour et/ou à la rectification du tableau. En outre l'accord est acquis d'office pour une large diffusion de celui-ci dans les publications propres aux associations, avec un remerciement anticipé pour la mention de la source : extrait de Mémoires du Congo et du Ruanda-Urundi, N°59 de septembre 2021. Merci également de faire tenir un exemplaire de la revue emprunteuse à la rédaction de MDC. Il est à noter qu'en sus des activités des associations ici répertoriées il existe un grand nombre de rencontres informelles d'anciens qui d'année en année perpétuent leur passé africain, sans pour autant se structurer en association sur base de statuts. Il s'agit de rencontres purement amicales, ne publiant ni programme ni compte-rendu, et partant difficiles à reprendre dans le présent répertoire.



Président / Voorzitter :

Renier Nijskens

Vice-Président

Vice-Voorzitter :

Luc Dens

Administrateur-Délégué /

Gedelegeerd Bestuurder :

Nadine Watteyne

Conseil d'Administration /

Raad Van Bestuur :

Patrick Balembo, Guido Bosteels,

Luc Dens, Fernand Hessel, Philippe Jacquij, Guy Lambrette, Guy Luwere, Renier Nijskens, Jean-Paul Rousseau, Nadine Watteyne

Conditions d'adhésion :

(1) Agrément de l'AG

(2) Cotisation annuelle minimum : 50 €

Compte bancaire :

Cotisations et soutiens : BE54 2100 5412 0897

Pages URBA :

Renier Nijskens et Fernand Hessel

Contact :

info@urba-kbau.be
www.urba-kbau.be

Copyright :

Tous les articles sont libres de reproduction moyennant mention de la source et de l'auteur

MEMBRES / LEDEN

1 ABC-Kinshasa

2 A/GETUIGENISSEN

3 AP/KDL

4 ARAAOM

5 ASAOM

6 CRAA

7 CRAOM

8 CRNAA

9 MUSAfrica

10 MDC

11 NIAMBO

12 RCLAGL

13 URCB

14 URFACOL

15 VRIENDENKRING

VOORMALIGE FP

MEMBRES D'HONNEUR

André de Maere d'Aertrycke

Robert Devriese

Justine M'Poyo Kasa-Vubu

André Schorochoff

21.02.25 Conseil d'administration

18.03.25 AGE

19.03.25 AG

POUR UN MIEUX-VIVRE ENSEMBLE

Texte de Renier Nijskens



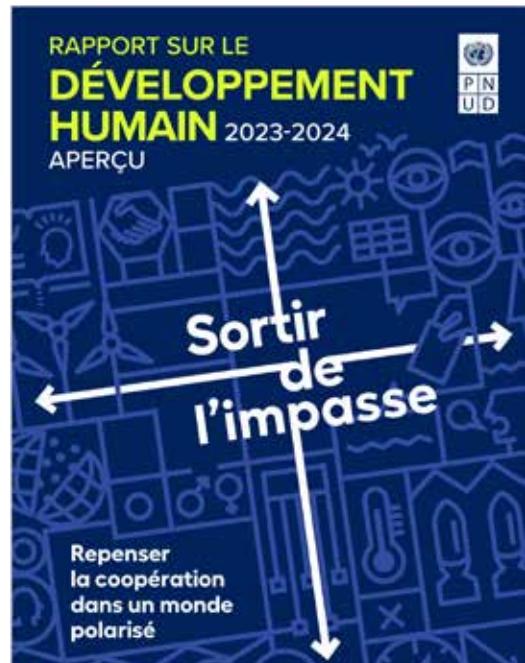
Au programme de nos activités pour l'année 2025, nous avions entamé dès fin 2023 en partenariat avec le dynamique 'Léopard Club' de Bruxelles, les préparatifs d'un grand concert conjoint le 31 mai prochain à Flagey avec l'Orchestre Symphonique Kimbanguiste de Kinshasa et le virtuose saxophoniste Belge Alain Crepin. Cela aurait marqué aussi la célébration du 65ème anniversaire de l'indépendance du Congo. Au moment de consolider les engagements respectifs pour cette initiative conjointe, des incertitudes au niveau de la partie Congolaise, notamment à propos de la situation au Congo n'ont pas permis de boucler l'important volet financier.

société. Ceux-ci s'engageraient pour faciliter un mieux vivre ensemble, avec une attention particulière pour les générations montantes des afrodescendants.

Par ailleurs, après les conférences-débats de 2024 sur la zaïrianisation (1974), et la révolte des Simbas (1964), nous préparons pour la fin du printemps, une conférence-débat sur notre coopération au développement avec les trois pays, en posant la question : « Une coopération bilatérale intense depuis 1965 : quel impact durable ? »

Les efforts pour rénover et mieux faire vivre le site web (www.urba-kbau.be) portent leurs fruits, avec des mises à jour plus régulières et une structuration plus claire pour le visiteur.

Enfin, nous nous réjouissons de noter qu'en plus des associations-membres fidèlement affiliées depuis très longtemps à l'URBA-KBAU, nombreuses sont les personnes qui, n'étant pas membres d'une association, mettent à profit l'option de se faire membre à titre individuel. C'est là un développement stimulant ! ■



C'est là un revers important que nous regrettons tous, après les importants efforts pratiques menés de toutes parts, d'autant plus que les marques d'intérêt étaient déjà très fortes au niveau des demandes de réservation

Mais il en faut plus pour nous laisser abattre et nous poursuivons sans relâche nos autres projets.

Dans notre souhait de pérenniser les relations d'amitié avec les pays ayant partagé un moment d'Histoire avec la Belgique, il apparaît clairement qu'une meilleure cohésion dans notre société diverse passe aussi par une attention plus proactive au mieux vivre ensemble avec les communautés afrodescendantes originaires de ces trois pays.

Dans cet esprit, nous accompagnons la mise en place d'un comité composé de Belges d'origine congolaise, rwandaise et burundaise dont le parcours personnel et professionnel témoigne d'une intégration réussie et d'une insertion active dans la

REGARDS SUR LA COOPÉRATION

Mise en bouche en vue de la conférence

Texte de Fernand Hessel - En illustration : les logos en usage pour les biens importés et pour le charroi

La coopération prête le flanc à la critique, aussi bien la bilatérale que la multilatérale. Et les observateurs ne manqueront pas de donner de la voix, tant en Afrique même qu'en Occident. A peine avait-elle démarré, au sortir de l'ère des dépendances, que déjà la manière de coopérer était contestée. Dès 1962 par exemple, René Dumont en publant son livre *L'Afrique noire est mal partie*, plaident pour une agriculture d'initiative locale, créa un malaise chez les anciens colonisateurs qui rêvaient d'une agriculture basée sur le système agricole occidental. Ni les élites africaines, ni les grands bailleurs, ni les coopérations nationales, ne furent attentifs aux besoins réels du paysan africain, et la faim gagna du terrain. Il faudra des décennies pour que les bailleurs prennent conscience, et traduisent dans leurs projets, le principe fondamental de tout développement humain : répondre à la demande de la base, et, partant, aux aptitudes de celle-là à la gérer. Innombrables ont été les projets qui étaient en porte-à-faux par rapport au principe selon lequel ce qui n'est pas voulu par la population-cible est le plus souvent sans avenir.

Comme les échecs furent nombreux, la renommée de la coopération en prit un coup. Et ce qui vaut pour l'agriculture (et pour la lutte contre la faim) vaut aussi dans des mesures variables pour l'ensemble des secteurs de la vie socio-économique d'un pays. Le gouvernement congolais continua sur la lancée coloniale qui donna priorité à l'industrie et à la grande exploitation agricole (plantations et élevages), sans grand égard pour le développement des villages et de l'exploitation artisanale. Après plus de 60 ans de développement indépendant, un grand nombre de villages vit dans la précarité.

En éducation, la réussite du Congo belge fut exemplaire, mais au plan de l'enseignement primaire seulement. Le secondaire était, dans la tradition de l'époque, quasi aux mains de l'enseignement catholique qui se préoccupa

avant tout d'ouvrir des petits séminaires. Et la création des athénées au sortir de la guerre 40-45, ne profita, jusqu'en 1960, qu'aux enfants des expatriés. Les événements prémonitoires du 4 janvier 1959, ayant incité des familles à rentrer au pays, eurent pour effet que le secondaire manqua d'enseignants. Le gouvernement belge eut alors la bonne idée d'envoyer des miliciens ayant une formation pédagogique faire leur service militaire dans sa colonie. Ces derniers furent les premiers coopérants. Ils enseignèrent en uniforme, sous l'appellation de Tosalisana (« je viens vous aider »). Le fait est moins anecdotique qu'il n'y paraît, car il fut à l'origine de la pratique, abondamment utilisée par après, du remplacement du service militaire par un service de deux ans sous des tropiques amis.

Le drame pour le jeune État congolais fut d'ouvrir, dans l'ivresse de l'indépendance, des écoles secondaires à tout va, sans disposer ni des bâtiments ni des enseignants. La pyramide scolaire ne tarda pas à vaciller sur ses bases, si bien que la coopération s'attacha prioritairement à l'enseignement secondaire, tout en distribuant de nombreuses bourses en Belgique (l'OCD s'étant mué en AGCD). La Belgique n'étant pas friande d'investir dans des briques, l'UE multiplia la construction sur place d'écoles normales moyennes (ENM), appelées depuis ISP (instituts supérieurs pédagogiques).

D'assistant durant les premières années, l'expatrié devint coopérant, actif principalement dans les écoles réputées bonnes. L'effort de remettre l'éducation sur de bons rails n'obtint pas les résultats escomptés. L'objectif 1980 qui devait amener tous les jeunes à l'école, annoncé avec emphase par le chef de l'État, fut un échec. La coopération belge, aux commandes de l'inspection générale d'enseignement en charge de l'assainissement du système ne réussit pas davantage à former des élites aptes à redresser la situation socioéconomique du pays, aptes à assurer la bonne

gouvernance.

La coopération belge, après la menace de rupture en 1967 à la suite des événements insultants pour le bailleur, se replia progressivement dans les grands départements du Ministère de l'Education (l'Inspection générale, les Services pédagogiques, la formation en cours d'emploi), jusqu'en 1990 où intervint la seconde rupture, totale cette fois et d'une durée de onze ans.

Dans le même temps, l'université, brillante durant les premières années de l'indépendance, grâce à l'appui des universités belges, connut également un lent affaiblissement et un regrettable émiettement (passant d'une dizaine d'établissements d'enseignement postsecondaire à près de cinq cents).

Les autres secteurs de la vie économique, qui profitèrent durant les premières années de l'indépendance du retour timide des anciens, connurent parallèlement des problèmes, à la suite des coups reçus : en 1964 (rébellion), en 1967 (fermeture des frontières), en 1972-3 (zaïrianisation), en 1990 (rupture de la coopération), 1991 & 93 (pillages), 1997 (renversement de régime). ■





AFRIKAGETUIGENISSEN

NIEWSBRIEF

N°43

20 JAAR AFRIKAGETUIGENISSEN (TWEEDE EN LAATSTE DEEL)

Het eerste deel van de volgende tekst, waarbij Guido Bosteels afscheid neemt van Afrikagetuigenissen, is beschikbaar in nummer 42 van december 2024.

Door Guido Bosteels

De jaarlijkse Kersttijd is een tijd van beginning. Deze dagen zijn een gelegenheid om terug te denken aan de heikale omstandigheden waarin wij soms het Kerstfeest onder de tropen hebben gevierd. Het is ook een moment van bewondering voor de inzet en de toomloze energie die velen onder ons – die er nu niet meer zijn – ooit hebben opgebracht in de lastige strijd tegen onderontwikkeling maar meteen ook ter vervulling van een morele plicht: het uitdragen van de waarden die van oudsher onze beschaving hebben geschraagd. (Uit nr. 41, december 2016)

De ouderen onder ons herinneren zich de wekelijks afvarende Congoboten aan Het Steen te Antwerpen, waar keer op keer talrijke religieuzen met tranende ogen afscheid namen – soms voor altijd – van familie en vrienden. "De besten onzer broeders" verkondigde men in die tijd. In 1958 telde men in Congo meer dan 7 000 missionarissen. En vandaag? Andere tijden, andere zeden... Is de vraag niet gewettigd of ons land heden nog het potentieel zou weten op te brengen om een onderneiming op dreef te brengen als die welke in de 19^e eeuw gerezen was in het visioneer brein van koning Leopold II. (Uit nr. 43, september 2017)

Recent was er nogal wat commotie ontstaan wegens de publicatie door de Zambiaanse **Dambisa Moyo** van een boek "**Dead Aid**" (vertaald als "Fatale hulp"), waarin deze onderzoeker betoogt dat ontwikkelingshulp niet alleen nutteloos maar zelfs schadelijk is. Terwijl de jongste 50 jaar meer dan 1 000 miljard dollar naar Afrika is gevloeid, is de armoede er nog toegenomen. (Uit nr. 44, januari 2018)

De president van Ghana heeft ten overstaan van president Macron een heel opmerkelijke toespraak gehouden: "Wij kunnen niet langer ons beleid bouwen op basis van wat het Westen of de Europese Unie ons willen schenken. Het werkt niet, het heeft nooit gewerkt en zal nooit werken... Wij moeten dringend weg van die geest van afhankelijkheid..." Denken wij maar aan Korea, dat ooit armer was dan Ghana maar thans de hoogste toppen scheert. (Uit nr. 45, juni 2018)

Die zo misprezen kolonisatoren (thans overleden of hoogbejaard) een einde hebben weten te maken aan de slavenhandel en aan gruwelijke stammentwisten, dat zij de Afrikanen het wiel, het schrift en wereldtalen hebben leren kennen, dat zij zich hebben ingespannen om deze mensen te doen verzaken aan rituele wrekheden, dat zij zich hardnekkige inspanningen hebben getroost in de strijd tegen endemische ziekten, dat zij de Congolezen vertrouwd hebben gemaakt met de christelijke liefdadigheid, dat zij in enkele decennia een wel doordachte kosteloze medische infrastructuur en een uitgebreid, eveneens kosteloos onderwijs-systeem hebben ontwikkeld, dat zij bezig waren op de evenaar een welvaartspeil te vestigen dat het hoogste van heel Afrika werd, dat alles zijn details van de geschiedenis die het hedendaags overheersend discours verstoren en dus vlijtig naar een donker hoekje verwezen worden. (Uit nr. 47, april 2019)

"Een chaotisch overheidsbestuur, een lidende bevolking, straffezone bewindvoerders, algehele onveiligheid, een knoeiende nati-



onale verkiezings-commissie". Zo luidden de woorden die kardinaal-aartsbisschop Fridolin Ambongo an Congo op 30 juni 2020 op de kansel uitsprak te Kinshasa. En verder: "Deze onafhankelijkheid was het voorwerp van alle dromen, maar zij was ondoordacht en irrationeel". En nog: "Hoe valt het te begrijpen dat het Congolese volk verder en verder verarmd is geraakt om in dit potentieel zo rijke land tot de armste bewoners van deze aarde te gaan behoren?" (Uit nr. 49, augustus 2020)

Léon Engulu, oud-senator en ook oud-minister onder Mobutu, deinsde er niet voor terug zijn beklag te maken over allerlei mistoestanden, ook niet op de tribune van de Congolese Senaat, teveel om hier op te sommen. Hij aarzelde niet om zich er zorgen te maken dat de President van de Republiek, de ministers en de parlementsleden samen een goed bezoldigde oligarchie vormen "die leven op een eiland midden een oceaan van ellende". Hij bekloeg zich over hun onverschilligheid tegenover het droeve schouwspel van blinden en gehandicapten die zich op de Boulevard du 30 juin verdringen, de hand uitstekend om een aalmoes. Als ik dat zie... (hier volgt een letterlijk citaat) "*je regrette, ancien fanatique de l'indépendance immédiate, d'avoir chassé les blancs*". (Eveneens uit nr. 49, augustus 2020). ■

CONTACTS

AMICALE SPADOISE DES ANCIENS D'OUTRE-MER

Avec le soutien du centre culturel de Spa



N°168

Président :
Fernand Hessel

Vice-présidente :
Marie-Rose
Utamuliza

Trésorier :
Reinaldo de Oliveira
reinaldo.folhetas@gmail.com

**Secrétaire &
Porte-drapeau :**
Françoise Devaux
Tél. 0478 46 38 94

**Vérificateur des
comptes :**
Marie-Rose
Utamuliza

Culture :
Emile Beuken

**Rédacteur de la
revue Contacts**
Fernand Hessel
Tél. 0496 20 25 70 /
087 77 68 74

Mail :fernandhessel@gmail.com

Siège social :
ASAOM
Vieux château
rue François Michoel,
N°220
4845 Sart-lez-Spa
(Jalhay)

**Nombre de membres
au 31.12.24 : 76**

**Président
d'honneur :**
André Voisin

**Membres
d'honneur :**
La liste finale sera
mise à jour dans le
n°73

Compte :
BE90 0680 7764
9032

**Textes et photos de
circonstances de
Fernand Hessel**

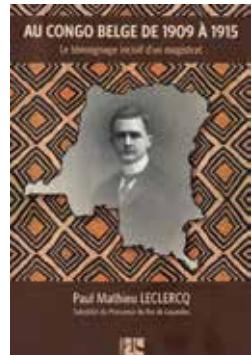
ÉPHÉMÉRIDES

Le trimestre a été marqué par cinq événements importants :

1. Il a été constaté avec plaisir que le monument aux Pionniers spadois du Congo (voir image dans le bandeau ci-dessus) a retrouvé sa place au parc des Sept Heures. Le lecteur se souviendra qu'à la surprise de la délégation chargée de le fleurir, comme chaque année, il avait disparu du paysage. Des démarches furent entreprises aussitôt. La réponse officielle fut la suivante : il gênait les travaux à la galerie Léopold II ! C'est ainsi qu'en désespoir de cause la gerbe avait été déposée, chemin faisant, au Monument du 11^e de Ligne où est commémoré un soldat belge tombé au Congo en 1960. Il reste à en faire un lifting. L'Amicale fera les démarches pour obtenir l'autorisation de l'entreprendre à son niveau.
2. Le Centre culturel de Spa, qui depuis de longues années soutient l'Amicale, a accepté d'inscrire l'ASAOM au budget socio-culturel de 2025 pour un montant de 250 €. L'Amicale ne manquera pas de lui dire sa reconnaissance.
3. Pour toutes sortes de raisons, dues pour l'essentiel à une surcharge de l'organe d'administration et à un manque de disponibilité du local traditionnel (Pitchounette à Tiège), il n'a pas été possible d'organiser la rencontre traditionnelle de la Bonana, si bien que la première activité publique n'aura lieu que le 4 mai (AG et déjeuner de printemps), en partenariat avec l'Amicale liégeoise pour le déjeuner.
4. L'Amicale se fait un plaisir de congratuler à son tour Cécile Ilunga, présidente de l'Union royale des Congolais de Belgique, pour la distinction dont elle a été gratifiée, parmi une vingtaine de femmes congolaises de Belgique, lors de la Journée des droits de la femme, focalisée sur Mama Mwilwa, une militante congolaise qui s'était à l'époque investie pour la défense de la femme congolaise. (voir photo ci-dessous)
5. Les membres de l'Amicale auront reçu l'invitation à régler leur cotisation pour 2025. En cette fin de mars cinquante membres ont réglé sur les 80 inscrits. Parmi ceux-là il faut saluer particulièrement les 20 membres qui ont versé une cotisation d'honneur de 50 €. Il y a urgence, car il sera bientôt temps de transmettre à MDCRB le listing 2025 pour la revue. L'OA souhaiterait maintenir le nombre de membres à 80 unités.
6. Les éditions de Schorre ont fait tenir à l'ASAOM, en hommage d'éditeur, un exemplaire d'un livre produit en 2024, sous le titre de *Au Congo belge de 1909 à 1915* et le sous-titre *Le témoignage incisif d'un magistrat*. Un témoignage, livré dans son jus, portant sur une période plutôt mal connue des passionnés de l'histoire du Congo. L'Amicale namuroise en a fait une recension intéressante dans sa revue. L'OA recommande vivement ce témoignage unique, écrit par un procureur du roi, en poste au Congo à l'époque. De Schorre est, de plus, une entreprise appartenant à un descendant d'Albert Thys. (voir couverture ci-dessous). ■



Cécile Ilunga recevant la statuette de lauréate



BOYOMA

Si, en RDC, il est un projet non gouvernemental de développement qui mérite de servir de modèle, c'est incontestablement le projet *Kisangani*, une asbl initiée en 1999, en pleine forêt tropicale. Sa force tient au fait que toutes les parties prenantes en matière de développement y sont intégrées : implication des populations sources et cibles, objectifs répondant aux besoins locaux et visant le mieux-être des bénéficiaires au quotidien, créativité toujours en éveil pour optimiser les rendements, souci de formation initiale par la création d'écoles et de formation sur le tas des adultes, par des séances d'animation, mise à disposition des intrants et de l'encadrement indispensable, souci de la réplicabilité des innovations en vue de leur pérennisation, appui scientifique de l'université locale, recherche permanente d'appuis financiers extérieurs et par-dessus tout stimulation de l'indispensable bénévolat par l'exemple.

Hugo Gevaerts, que l'on a pu suivre à MDCRB lors de sa journée du 14 février à Tervuren (voir Echos dans le présent numéro), est l'âme, inspirante du projet, toujours soutenu par sa femme Manja. En voici pour mieux le décrire les principaux domaines d'action (information tirée d'un dossier de presse paru à l'occasion du 25^e anniversaire de l'asbl) :

- pisciculture et élevage d'animaux en enclos (lapins, poulets, aulacodes, cochons...) ;
- fruits et légumes, sur les mêmes terrains, classiques et nouveaux ;
- culture de bananes d'espèces variées, dessert et plantain - 20 000 pousses de bananiers furent plantées à Ngene-Ngene, à Simi-Simi, à Masako et surtout sur l'île Mbiye, avec l'appui de l'UNIKIS, sous la supervision du prof. Dhed'a, dont la renommée a largement dépassé les frontières de Kisangani ;

- création d'associations de terrain ;
- organisation de pièces de théâtre didactiques ;
- introduction de nouvelles cultures, comme tout récemment le miel...

Bref, un tableau d'honneur qui ne peut qu'inspirer ceux qui rêvent de faire du développement en phase avec les vrais besoins des populations, sous-informées et insuffisamment mobilisées. Pas seulement dans le domaine de la culture intellectuelle. Kisangani asbl (Boyoma est le petit-nom de Kisangani) est un véritable foyer de développement en extension permanente, urbain et rural, qui a réussi à fédérer un ensemble d'universitaires, anciens assistants du doyen de la faculté des Sciences qu'était Hugo pendant des années : les Prs Dudu, Ulyel, Dhed'a, Upoki, Mate, Katuala, Juakaly... Et l'école de Kisangani continue à faire des adeptes - et accessoirement à moissonner partout où elles poussent les indispensables aides financières. (Voir la revue Boyoma)

Hugo appartient à la mouvance 1968. Pour mieux comprendre la terre, il prospecta aussi les grottes, en Belgique et en France, et publia même sur la spéléologie ; il partit, plus que beaucoup d'autres, en guerre contre les embourgeoisements, au point qu'il fut contraint de présenter ses examens de licence au jury central. Il se bâtit un monde dont la devise tient en un mot : Servir. ■

Les légendes des photos se lisent comme suit, de haut en bas : Le corps enseignant de la Faculté, un groupe de collaborateurs de terrain, un groupe d'enfants scolarisés sur l'île Mbiye, une séance d'animation rurale à Batiamaduka, Moment de fierté pour une paire d'éleveurs.





NYOTA

Cercle Royal africain des Ardennes

Avec le soutien de la Commune de Vielsalm



N°200

Président :
Freddy Bonmariage
tél. 086 40 12 59
ou 0489 417 905
freddy.bonmariage@
gmx.com

Vice-président :
à pourvoir

**Secrétaire &
Trésorier :**
Herman Rapier,
rue Commandeur, 6,
6690 Vielsalm
tél. 080 21 40 86
hermanrapier@
skynet.be

**Vérificateur des
comptes :**
Freddy Bonmariage

Autres membres :
Henri Bodenhorst
Fernand Hessel
Jean-Marie Koos,
Roger Senger
Jean-Pierre Urbain

**Siège social de
l'association :**
Grande Hoursinne, 36,
6997 Érezée

**Rédacteur de la
revue :**
fernandhessel@
hotmail.com

**Nombre de membres
au 31.03.25 :** 41

Compte :
BE35 0016 6073 1037

Textes et photos de
Fernand Hessel, sauf
indication contraire

EN VUE DE L'AG DU 22 MARS 2025

Pour la parfaite information des membres de l'association, l'organe d'administration, dans sa réunion du 26 février dernier a fait le point en vue de leur participation à la prochaine assemblée générale, dont voici les points saillants :

1. La prochaine AG est fixée au 22 mars 2025, à l'Ecurie à Grand-Halleux ;
 - la rencontre de la Bonana qui s'y est déroulée a donné entière satisfaction, le fait que les portes ne se sont ouvertes que vers midi est imputable à une erreur de communication ;
 - l'écot pour le déjeuner est fixé à 50 €.
2. L'association compte 39 membres inscrits, dont pour l'heure 19 déjà se sont acquittés de la cotisation 2025 ; elle annonce avec plaisir que trois nouveaux membres ont rejoint l'amicale : Maryse Bodenhorst, Christophe Grégoire et Caroline Senger.
3. La trésorerie de l'association est saine (les chiffres seront communiqués en séance), mais le CRAA peut voir venir, en partie grâce à la générosité de la commune de Vielsalm ; l'aide de cette dernière sera dorénavant notée dans le bandeau du Nyota.
4. La remise-reprise entre le secrétaire-trésorier sortant et entrant s'est déroulée sans accroc. Le secrétaire-trésorier entrant a accepté de ménager un espace chez lui pour les archives. Les mandataires pour le compte en banque seront actualisés à la banque.
5. La trésorerie versera incessamment la cotisation de 50 € à URBA. Il est rappelé que nonobstant l'affiliation collective du CRAA, chaque membre peut en sus s'affilier à titre individuel et bénéficier de tous les avantages inhérents au statut de membre.
6. Le secrétariat introduira auprès de MDCRB, par l'intermédiaire du coordinateur des revues partenaires, dès réquisition, la liste actualisée des membres, en vue de l'obtention de la revue.
7. Les activités postérieures à l'AG sont fixées comme suit :
 - 21 mai réunion de l'organe d'administration, à la Fraternelle de Rencheux comme à l'accoutumée ;
 - 21 juin journée du Souvenir, avec dépôt d'une gerbe au Monument, suivi d'un déjeuner à Burtonville, comme en 2024.
8. En vue de la constitution du futur organe d'administration une démarche discrète sera entreprise auprès du président en exercice pour établir s'il accepte de se représenter.

Au moment de mettre sous presse, en cette fin de mars, la revue apprend que le président sortant a annoncé officiellement qu'il quittait la présidence pour redevenir simple administrateur. Il appartient maintenant à l'OA de désigner un successeur. ■



LES GRANDS TÉMOINS DU PARTENARIAT ENTRE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET L'ARDENNE BELGE

Notre revue poursuit ci-après la série des grandes figures ardennaises ayant contribué de manière significative au développement de l'Afrique subsaharienne, amorcée avec le n° 71 de décembre 2024, aux fins de garder la mémoire vivace de ce que les Belges et les Congolais ont réalisé à l'époque de leur histoire commune.

2. Justin Gillet et son jardin botanique de renommée mondiale (Paliseul 1866 - Kisantu 1943)



Justin Gillet, fils de fermier de Paliseul, est entré dans l'ordre des Jésuites comme frère, et non comme prêtre, faute sans doute de diplôme adéquat. Dès l'enfance il était animé de la double passion de la fraternité chrétienne et de la botanique. Il débarqua au Congo de Léopold II en 1893, pour prendre du service à Kimwenza et gagner ensuite Kisantu où son ordre religieux venait de se déployer. Il y fut coiffé aussitôt de trois casquettes : celle de cuisinier, celle d'infirmier et celle de jardinier.

Désireux de développer au plus vite l'immense territoire que la Conférence de Berlin venait de lui accorder à titre personnel, Léopold II eut le génie d'accorder aux postes missionnaires un

terrain de 100 hectares, à charge d'y développer l'agriculture, l'enseignement et la petite économie locale. Le poste des jésuites à Kisantu, le long de la rivière Inkisi, idéalement situé sur la route de Matadi à Kinshasa, ne tarda pas à exploiter l'opportunité. Il est fort à parier que le brave Justin se mit à rêver aux possibilités qu'offrait pareille concession pour le mieux-vivre des riverains.

Son sens aigu de la charité l'amena avant tout à veiller à l'alimentation par le développement d'un potager, sans perdre de vue les fleurs et les arbres. De légume en arbre, son jardin prit des proportions inespérées, passant de 100 à 225 hectares. Colonisateurs et colonisés y trouvèrent toute satisfaction. Tant et si bien que le frère Gillet verra ses deux autres tâches progressivement diminuer jusqu'à disparaître, en 1939, afin qu'il puisse mettre tout son génie d'autodidacte au service de la botanique.

Le jardin, destiné d'abord à la communauté et aux riverains, s'ouvrit bien vite aux voyageurs qui prirent la bonne habitude de faire un arrêt au magasin du frère Gillet. Ne se limitant pas aux essences locales, dont il accrut le rendement, le jardin devint terre d'essai pour d'autres espèces indigènes.

Comme l'appétit vient en mangeant, le frère étendit progressivement ses recherches à divers pays du monde préoccupés par la botanique nourricière. Il tressa tout un réseau d'échanges. Son entreprise acquit avec les années le statut de jardin botanique international, réunissant pas moins de 2 500 essences.

L'infatigable jésuite rendit l'âme en 1943 et fut enterré en terre congolaise. Il est un des rares Belges pour qui la République accepta d'afficher le nom du fondateur sur le panneau de bienvenue au jardin.

Le jardin connaîtra une période de marasme de 1960 jusqu'en 1978, année où les Jésuites cédèrent la structure à l'Etat congolais. De nos jours, recherche et développement d'une part et tourisme d'autre part y font bon ménage (20 000 visiteurs par an). Avec les chutes de Zongo, les poissons aveugles des grottes de Mbanza-Ngungu, les dessins rupestres du site de Lovo et les pertes de la Kwilu, le jardin est un must touristique de la sous-région. Et les voyageurs y font encore toujours escale pour faire le plein de légumes et y casser la croûte dans un décor enchanteur. ■



ROYAL CERCLE LUXEMBOURGEOIS DE L'AFRIQUE DES GRANDS LACS



N°33

ADMINISTRATION

Président :
Roland Kirsch

Vice-président :
Gérard Burnet

Secrétaire et
responsable des
Comptes :
Anne-Marie
Pasteliers

Vérificatrice des
comptes :
Marcelle
Charlier-Guillaume

Autres membres :
Jacqueline Roland,
Thérèse Vercouter

Editeur
du Bulletin :
Roland Kirsch

Siège social :
RCLAGL,
1, rue des Déportés,
6780 Messancy
Tel : 063/387992 ou
063/221990 -
Mail : kirschrol@
yahoo.fr

Présidente
d'honneur :
Marcelle
Charlier-Guillaume

Compte :
BE07 0018 1911 5566

Textes et photos de
R. Kirsch : sauf
indication
contraire

LÉON DEBERTRY ET LE KITAWALA

Par Roland Kirsch

LÉON DEBERTRY

Le romancier et auteur de théâtre, Lesenfants Léon, pseudonyme Debertry Léon, est né le 8 février 1902, forcément à Bertrix, province de Luxembourg. Sa devise « Si de Bertry n'estoisi-je De Bertry voudrois estre ... » ne laisse aucun doute quant à ses origines.

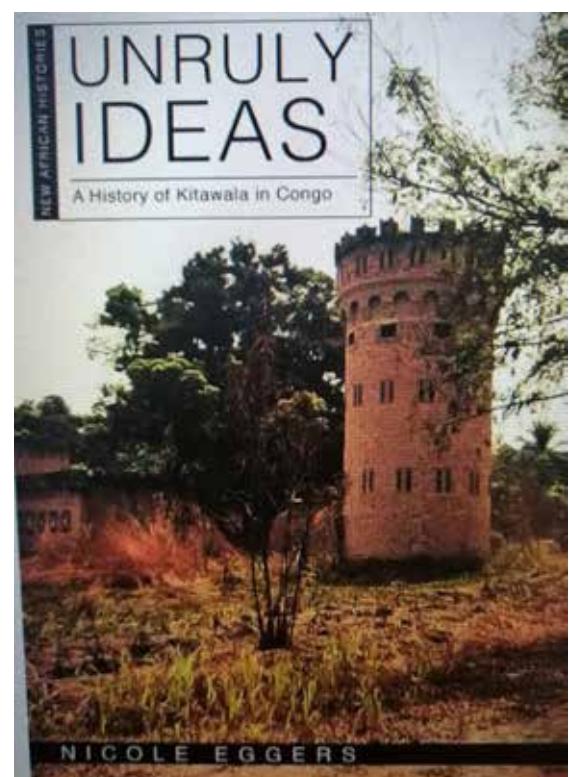
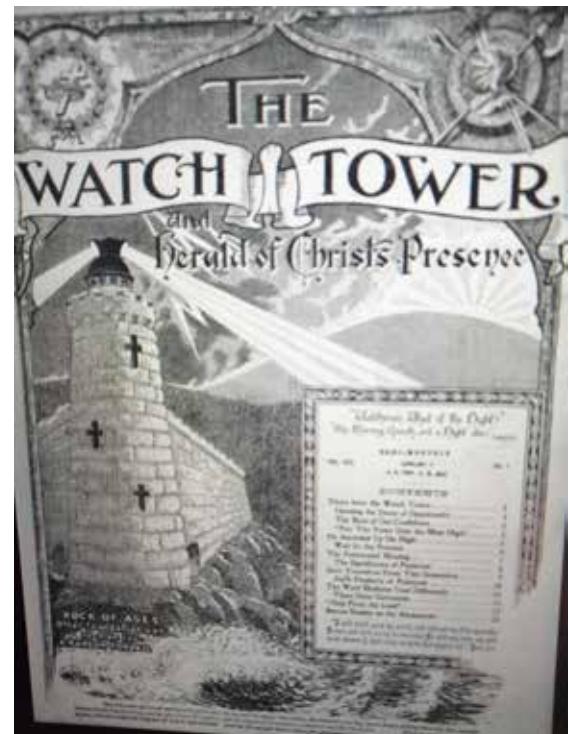
Léon était ingénieur civil à la Compagnie des Chemins de Fer du Bas-Congo, de 1938 à 1958. Il est venu au Congo pour y installer la première liaison téléphonique avec la métropole. Il décéda en 1985.

Dans sa bibliographie, on relève qu'il a été l'un des lauréats du concours international 1954-1955, organisé par les éditions Gallimard portant sur les meilleures nouvelles du monde, dont la sienne (« *Le Coffret d'Ebène* »), laquelle rapporte la relation amoureuse impossible entre un métis, héros de guerre, et la fille d'un ancien militaire ayant fait carrière dans une colonie africaine.

Il s'est fait connaître au Congo Belge pour sa pièce de théâtre *Coup de sang*, représentée souvent à Élisabethville (Lubumbashi). Celle-ci relate, en comédie, un échange des sangs entre Blancs et Noirs à la suite d'un accident.

Enfin, notre Ardennais a bénéficié d'une notoriété certaine avec la parution de son roman de référence *Kitawala*, qui parut aux éditions Essor du Congo en 1953 - hebdomadaire fondé en 1928 au Katanga avec un catalogue ouvert dès 1946 aux écrivains congolais dont le futur Premier Ministre du Congo Indépendant Evariste Kimba. Le succès du roman est tel qu'une édition de luxe paraît à cette occasion - 6 000 exemplaires se sont vendus en Afrique, vite épuisés.

L'ensemble des fonds issus des ventes fut versé aux œuvres philanthropiques africaines locales. Les critiques littéraires de l'époque saluèrent l'efficacité de l'intrigue policière de ce roman, par ailleurs très dérangeant. L'histoire se déroule au Congo Belge, au Kasai, dans la région de



Luluabourg, en février 1944, pendant la mutinerie d'une partie de la garnison de la Force Publique.

La fiction de Debertry fait donc écho à des faits historiques qu'il romancé en impliquant la secte du Kitawala (« gouverner » en swahili), mouvement religieux bantou contestataire bien réel et très actif dans ces contrées.

LE RÉCIT

Un colon, Brézy, est assassiné en brousse pendant la mutinerie. Un sergent, Oleki Bidamba, est accusé. Il est membre de la secte Kitawala. C'est la mulâtre Saphi dont il est amoureux qui l'a poussé à y entrer. Condamné, le sergent qui n'est pas coupable, se suicide. Une autopsie tardive du cadavre de Brézy innocente Bidamba. Le commissaire Laixhay chargé de l'enquête, suspecte comme auteurs d'abord des Européens : le voisin, un planteur Holsten ou encore l'ex-épouse de Brézy et son amant Rédal. Après réflexion, Laixhay décide plutôt de réorienter ses recherches vers des coupables africains : Saphi qui était la maîtresse de Brézy, les boys Mudjembo et Ilunga. Finalement, l'auteur est découvert, c'est le Blanc Holsten, apartheid, mais chef secret du Kitawala.

LE COMMENTAIRE

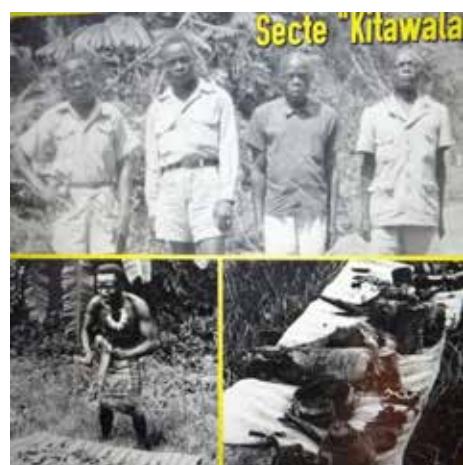
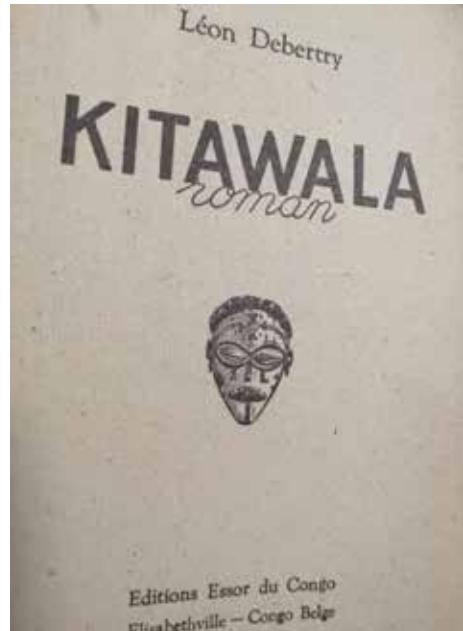
Ce roman d'apparence traditionnelle dans sa trame judiciaire est manifestement le reflet d'une narration politique sur une tension spécifique au Congo Belge, rédigée par un autochtone blanc, éditée, imprimée et diffusée sur place.

Il s'agit d'un écrit original lié à l'actualité du Kitawala affilié au Watch Tower (« La Tour de garde » des Témoins de Jéhovah) suspecté à l'époque d'être, à tort ou à raison, responsable des troubles sociaux.

L'auteur développe dans son ouvrage un sentiment personnel d'ordre politique ; d'abord dans son avant-propos, puis au final dans son annexe : il y dénonce les menées séditieuses du groupe Watch Tower d'origine anglo-saxonne, remontant du sud vers l'Afrique centrale.

Le livre de notre écrivain-documentariste, écrit il y a sept décennies, met en garde pour l'avenir ses contemporains africains, Blancs et Noirs, contre les mouvements pseudo-religieux.

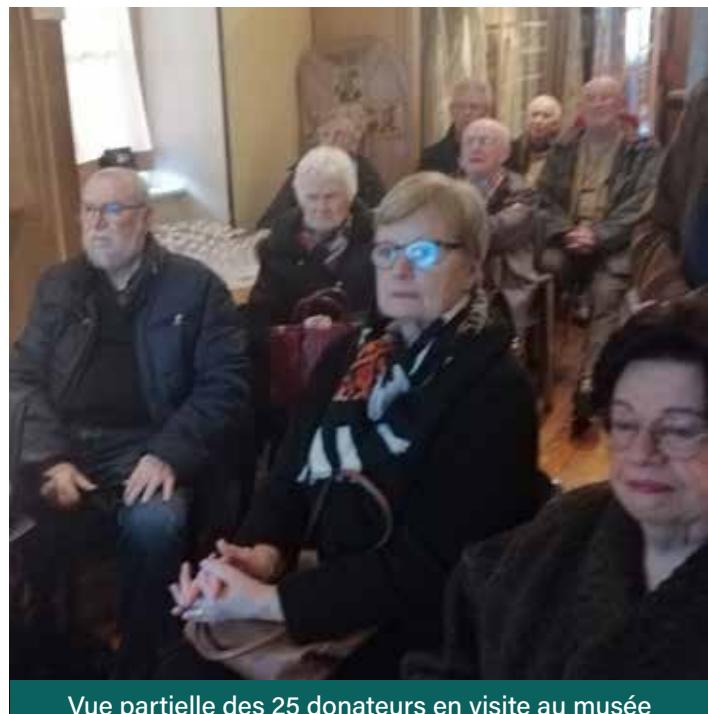
Aujourd'hui, au XXI^e siècle, l'avertissement prémonitoire de Léon Debertry est plus que pertinent : les dérives sectaires sont multiples, multiformes et incontrôlables en Afrique comme en Europe.



ÉPHÉMÉRIDES

08.02.25 Rencontre avec les donateurs du musée africain de Differt, l'enfant chéri du RCLAGL.

Le cercle arlonais, par l'entremise de son président, a pris l'initiative d'inviter les donateurs ; d'abord au sein du musée pour une séance académique, ensuite au restaurant Gatsby pour un déjeuner plein de saveur, assaisonné de souvenirs africains. Ce fut une belle occasion de remercier les uns et les autres, dont le brave Léopold qui en assure le jardinage. Un musée étant une structure vivante, le président ne manqua pas d'insister pour que l'entreprise, qui sert directement l'enseignement qui se déroule dans l'établissement, continue de bénéficier de la générosité des donateurs, anciens et nouveaux.



Vue partielle des 25 donateurs en visite au musée

ADMINISTRATION

Siège social : Rue Lisala,
quartier Munsampi, com-
mune de Musadi

**Président et supervi-
seur du SDM :** Odon
Mandjwandju Mabele
V/ Président : Joseph
Kwakombe Nele

Administrateur/Ilebo :
Gilbert Mwaha Ndondo
**Bibliothécaire & Tré-
sorière :** Evodie Mbui
Kalenda

**Vérificatrice des
comptes :** Yvette Ndjoko
Mamiyondjo

Activités livresques :
Patricia Nsekela Katambue

Culture : Willy Mbangu
Mukini (Dr)

Infographe : Andy Mapusa

Membres : Giselle Mesu
Sabwe, Getty Mbuiy, Abigail Ntshila, Ahmed
Iyolo Bwanga, Richard
Tshama Tshibanda, Giresse
Mukendi

Président d'honneur :
Anastas Kazadi Matand
Membres d'honneur :
Théodore Tshiband Musas, Fernand Mpyana Kamona

**Moyenne journalière de
visite :** 20

Compte bancaire TMB :
00017-27300-71068100001-
48 en USD

PROGRAMME 2025 :

11/1 Journée Séraphin
Ngondo

8/3 Rencontre des
femmes

6/4 Première Assemblée
générale

18/4 Journée des jeunes

23/4 Journée Livre & droit
d'auteur

28/6 Deuxième AG

19/7 Journée Pr B. Musasa
Kabobo

16/8 Journée Pr Mukash
Kalei

27/9 Troisième AG

16/10 Expo Œuvres d'art

25/10 Journée Pr L. de
Saint-Moulin

27/12 Quatrième AG

De plus le SDM participe
au Forum mensuel de
MDC&RB

E-mail du SDM :
sdmabele@gmail.com



SERVICE DE DOCUMENTATION MABELE

asbl Mwene-Ditu



BULLETIN TRIMESTRIEL N°8

LE SDM FACE À SES DÉMÉNAGEMENTS

Par Odon Mandjwandju Mabele & Dr Willy Mbangu Mukini

Dans notre bulletin n° 7 (in Mémoires du Congo du Rwanda et du Burundi n°71 de décembre 2024) nous avons promis de dresser un tableau complet des déménagements successifs du centre culturel SDM de Mwene-Ditu.

La succession de déménagements auxquels fut contraint le SDM n'est pas synonyme d'amélioration.

Si jusqu'ici l'essentiel a pu être sauvé, grâce à un engagement sans faille du staff, aujourd'hui encore, plus d'une personne s'interroge sur l'emplacement actuel de la bibliothèque dudit centre.

Depuis la diffusion du communiqué du maire de Mwene-Ditu en rapport avec l'aménagement de la route Nationale n°1, les propriétaires des dépôts situés sur l'avenue Centrale et donnant dos à la SNCC ont été contraints de les démolir. Il en est de même du dépôt qui abritait la bibliothèque du SDM.

Comment comprendre qu'aujourd'hui cette dernière soit au quatrième déménagement ? Où est-elle localisée ? Comment a-t-on procédé pour le déménagement ? Qu'est-ce qui s'est passé le mercredi 02 et le jeudi 17 octobre 2024 ? Autant de questions légitimes auxquelles le présent article tente de répondre.

Depuis sa création jusqu'à ce jour ledit centre a connu les emplacements suivants :

1. De 2002 à 2005, la bibliothèque du centre culturel SDM évoluait dans un petit local derrière la Cotonnière à côté de la compagnie Travhydro, commune de Bondoyi, quartier Mandam.
2. De 2006 à 2020, la bibliothèque du SDM a été transférée vers un autre local sur l'avenue Centrale en face du Complexe Scolaire Espérance, commune de Musadi, quartier Kamabua. Comme ce local suintait, occa-

sionnant la détérioration de certains documents, en janvier 2021 on a pu déménager.

3. De 2021 au 2 octobre 2024, la bibliothèque du SDM était délocalisée sur la même avenue Centrale vers le nouveau local en location aménagé. Ce qui va lui permettre de développer les nouveaux créneaux, de se maintenir et de bien évoluer à Mwene-Ditu.
4. Du 10 octobre 2024 à ce jour, la première section de la Bibliothèque des jeunes est située chez Pitshou Mutombo Mangala, en face de la « Clinique Bijanu » dans une salle de classe de 6,13 X 4,83 cm, avec une grande fenêtre vitrée et porte sans poignée, sur l'avenue Tshowa, n°1, quartier Munsampi, commune de Mwene-Ditu.

De même, du 17 octobre 2024 à ce jour, la deuxième section de la Bibliothèque pour adultes est située dans un local de 12,40 X 3,50 cm, à trois portes sans poignée, sur l'avenue Lisala, quartier Munsampi, commune de Musadi, en face du Ministère chrétien du combat spirituel (CFMCI).

Brusquement, le 02 octobre 2024, la bibliothèque dudit centre a été contrainte par son bailleur de déménager de l'avenue Centrale. Dans ce contexte, les conséquences de ce déménagement ont été négatives dans la mesure où ses biens précieux ont été mis dehors, exposés au vol, aux cassures et aux intempéries. A ce stade, elle s'est retrouvée avec deux chargeurs d'ordinateur perdus, une étagère en bois cassée, un présentoir déclassé ainsi que cinq chaises en bois cassées.

C'est le jeudi 17 octobre 2024 à 7 heures du matin que M. Lukusa Ngandu Enrsain Tanzi s'est mis à transporter les 19 sacs d'ouvrages pour les ramener au nouveau logis situé en face de l'Eglise Ministère du combat spirituel. Quant aux matériels de la bibliothèque, ils ont été transportés par les autres agents démé-

nageurs MM. Papy Ilunga et William Mahimba Mbwiyakala. Nous avons à cœur de remercier les uns et les autres et louer en particulier la présence de Mme Harmonie Ebondo qui a assuré la surveillance des biens du centre. Le SDM se réjouit aussi du classement des livres opéré par ses membres féminins (Abigail Ntshila Kabeya, Giselle Mesu Sabwe, Patricia Nsekela et Rde Sr Béatrice Awunda). A elles toutes, notre sincère gratitude.

Nonobstant les difficultés logistiques rencontrées, le Superviseur du SDM a pu apporter des solutions palliatives. Nous souhaitons qu'à l'avenir, pour éviter les multiples déménagements, la bibliothèque dudit centre puisse acheter une parcelle et se mettre à construire ses propres locaux.

Il s'avère, en outre, qu'en dépit de ces incidents et circonstances désastreuses, le SDM évolue dans deux endroits différents.



2



1



3

LÉGENDES PHOTOS

1. Salle de lecture de la bibliothèque des adultes
2. La preuve par l'image de la fidélité du SDM à MBCRB
3. Participation à l'ouverture officielle du SDM

ANNONCE

Le SDM a fêté comme il se doit la journée des Droits de la femme, et à cette occasion il a mis ses collaboratrices à l'honneur. Un reportage sera consacré à l'événement dans le prochain numéro, photos à l'appui.

Niambo

COMITÉ

- Présidente : Françoise Moehler-De Greet
VP Relations extérieures : Françoise Devaux
VP Activités : Machteld De Vos
VP Outre-Mer : Marcel Yabili
Trésorier : Pierre De Greet

COMITÉ ÉLARGI

- Micheline Boné, Dina Demoulin, Andrée Grandjean, Philippe Grandjean, Mireille Sartenaer.

PROGRAMME 2025

Machteld De Vos propose un programme intéressant et varié et des week-end géniaux.

- 22/03 : BAPA (Belgian Aviation Preservation Association) à Gembloux.
- 27/04 : Art Déco (Villa Van Buuren et Villa Empain).
- 24/05 : Arboretum de Wespelaar à Haacht.
- 03/08 : Retrouvailles d'été à Marche-en-Famenne (camp militaire).
- 10-12/09 : WE dans l'Aisne

En perspective :

- MusAfrica rénové (Namur)
- Averbode – Diest
- Musée La Piscine de Roubaix / Villa Crovris

COORDONNEES

Niambo Forum
(discussions et diffusion) : niambo@googlegroups.com
Niambo Info
(diffusion uniquement) niambo-info@googlegroups.com

Pour toute information : fmoehler@gmail.com
Cotisation annuelle : 20 €

NOUVEAU COMPTE
IBAN : BE48 3771 4230 7727
BIC : BBRUBEBB

Par Françoise Moehler-De Greet, textes et photos

AMITIÉ ET SOLIDARITÉ

Après une très intéressante visite de l'exposition **Terracotta** à Tour et Taxis en décembre, l'année 2025 s'ouvre sous les meilleurs auspices comme en témoigne le programme prévisionnel ci-contre. Si l'une ou l'autre visite vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter. Il n'est pas nécessaire d'être membre pour se joindre à nous et c'est l'occasion de faire connaissance.

Les événements qui déchirent l'Est du Congo ne peuvent évidemment pas nous laisser indifférents. Notre forum sur internet est un vecteur idéal pour vous tenir informés au mieux par un examen quotidien des organes de presse et les échos que nous recevons de nos amis et bénéficiaires sur place. Il est évidemment très difficile de faire la part des choses et de distinguer le vrai du faux tant l'information peut être partisane ou sous pression. Nous essayons, dans la mesure du possible, de recouper nos sources.

Nous suivons en particulier la situation des bénéficiaires de notre action philanthropique qui se trouvent au Kivu, à savoir **Action des Femmes pour le Développement** (AFEDE avec pour présidente Maddy Tiembe) et **En Avant les Enfants** (EALE avec pour président Alain Englebert). Deux organismes très différents tant par la taille que par leur impact.



L'**AFEDE** s'occupe de 58 enfants parmi les plus vulnérables (nés du viol utilisé comme arme de guerre, anciens enfants soldats, déplacés, issus du peuple autochtone pygmée, etc.) en les scolarisant, leur fournissant matériel scolaire, uniformes, nourriture, et en veillant à leur

bien-être et celui de leur famille et en procurant un logement décent à certains qui vivent dans les camps. L'AFEDE veille aussi sur 88 mamans victimes de violences qu'elle s'efforce de tirer de la misère par un relogement, une formation, un accompagnement. Le point focal sur place s'est efforcé de retrouver tous les enfants et toutes les mamans. Quelques décès sont à déplorer et l'on reste sans nouvelles de certains autres. Tout est mis en œuvre pour aider et accompagner les survivants. Maddy et son équipe retournent ciel et terre pour ces femmes et ces enfants victimes de la guerre et de la misère. Avec des moyens limités mais suffisants pour faire renaître l'espoir.



EN AVANT
LES ENFANTS
Build a life in Goma

Les moyens d'**EALE** sont nettement plus importants et couvrent aussi bien la petite enfance que les enfants, adolescents, jeunes entrepreneurs, femmes et vieux, dans la scolarisation, l'hébergement, la formation, l'accompagnement, le sport, la culture et l'agriculture.

Les 189 collaborateurs sur place et les 6 500 bénéficiaires sont heureusement tous sains et saufs mais vivent, pour ne pas dire survivent, actuellement dans la peur et l'angoisse du fait de :

- la crise sécuritaire principalement provoquée par les Wazalendo et les milliers de prisonniers évadés hors de contrôle,
- la crise alimentaire due à l'explosion des prix des denrées de base,
- la crise sanitaire causée par la pénurie d'eau et le débordement des hôpitaux et centres de santé,
- les dégâts causés par des bombes à 3 infrastructures et la destruction de champs.

Mais malgré tout, grâce au soutien d'**EALE**, ils sont résilients, solidaires et – dans leur extrême pauvreté – généreux en accueillant des réfugiés et déplacés. ■

Vous pouvez aider ces 2 associations et leurs bénéficiaires au Kivu soit via Niambo au compte ci-contre, soit en direct :

AFEDE ASBL : BE21 7340 2269 7403 - SWIFT KREDBEBB
En Avant les Enfants : IBAN BE80 3101 1320 7877 - BIC BBRUBEBB



BOUTIQUE

Modalités d'acquisition

La liste est sujette à modification, selon la disponibilité des ouvrages.

La commande se fait sur www.memoiresducongo.be

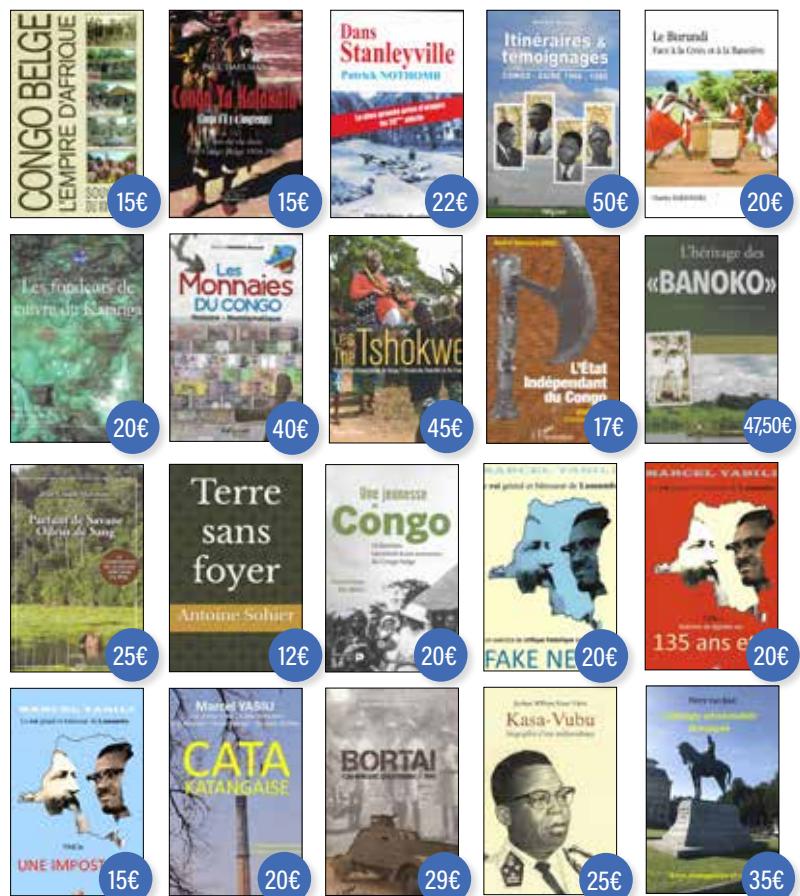
Les frais d'envoi ne sont pas inclus dans les prix affichés.

Le versement est attendu au compte de Mémoires du Congo :
BE95 3101 7735 2058,
avec mention de l'adresse et des titres sous commande.

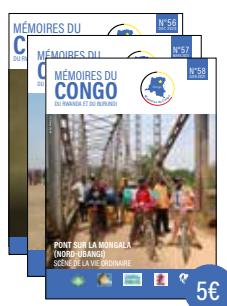


LIVRES

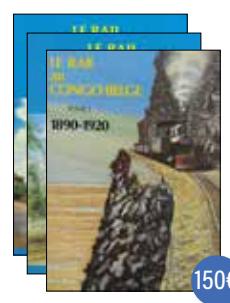
* Les documents sont présentés par ordre alphabétique du titre.



VIDÉOS



Les anciens numéros de même que les exemplaires additionnels de la revue sont à 5€ pièce



Les 3 tomes *Le rail au Congo belge*

La série de 3 tomes : 150€

Prix pour le tome 3 seul : 20€

avenue de l'Hippodrome, 50
B-1050 Bruxelles

info@memoiresducongo.be

www.memoiresducongo.be

www.connexafrica.com

**Pioneering Multimodal Logistics
Excellence in the DRC and
beyond since 1953**

With offices in
Angola | Belgium | China | DRC | Ghana | Ivory-Coast | Zambia



CONNEXAFRICA

YOUR LOGISTICS PARTNER